

سكاي نيوز

Le Monde

Télévision Radio
Multimédia
Tous les programmes

INQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 15007 - 7 F. DIMANCHE 14 - LUNDI 15 JUILLET 1996 FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI

La monarchie britannique sort affaiblie du divorce du prince Charles

LES AVOCATS du prince Charles et de Lady Diana ont annoncé, vendredi 12 juillet, que le couple princier était parvenu à un accord sur les modalités de son divorce, qui sera prononcé à titre provisoire le 15 juillet et par décret définitif le 28 août. Selon les médias britanniques, le prince Charles verserait quelque 15 millions de livres sterling (environ 20 millions de francs) à celle qui perd son titre d'« altesse royale » pour être dorénavant appelée « Diana, princesse de Galles ».

L'institution monarchique sort affaiblie de ce feuilleton, bien que le prince Charles puisse prétendre au trône. Le quotidien britannique *The Guardian* estimait samedi que cette crise est plus grave que l'abdication d'Édouard VII en 1936.

Lire page 4, notre enquête page 8 et notre éditorial page 9

La justice et la police donnent des signes de fermeté contre la violence en Corse

Avant la visite de M. Juppé, deux nationalistes ont été condamnés et deux autres arrêtés

LE VOLET « FERMETÉ » du triptyque de la politique du gouvernement en Corse - fermeté, dialogue, développement économique - a pris consistance, vendredi 12 juillet, à quelques jours de la visite d'Alain Juppé dans l'île. Deux militants nationalistes ont été condamnés à des peines de prison ferme pour port d'armes illicites. Deux autres ont été arrêtés, pour le même motif, par les policiers du RAID.

Jean-Louis Debré, venu sur place la veille, avait annoncé un durcissement de l'action policière et prononcé l'interdiction de toute personne portant une arme interdite. Le ministre de l'Intérieur a annoncé lui-même l'arrestation à Ajaccio de Thierry Gonzales, porteur d'un pistolet automatique de calibre 9 millimètres, d'un fusil à pompe dont le numéro était limé, d'une combinaison et d'une cagoule. M. Gonzales est considéré comme proche de François Santoni, dirigeant de la Cucciolta, vitrine légale du FLNC-canal historique. A Porto-Vecchio a été arrêté Gregory Battisti, qui pourrait être impliqué dans deux attentats à l'explosif



commis les 13 et 15 avril dans cette localité de la pointe sud de l'île. Le tribunal correctionnel d'Ajaccio a condamné Jean-Claude Lucchini, maître de Zerubia, membre de l'Accolta nazionale corsa

(ANC), à douze mois de prison ferme, et Ange-Marie Orsoni, membre du Mouvement pour l'autodétermination (MPA), vitrine légale du FLNC-canal habituel, à quatorze mois de prison ferme.

Ces deux militants avaient été arrêtés dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat de Jules Massa, garde du corps de M. Santoni.

Lire page 20

M. Chirac tente de redresser son image et celle de sa majorité

JACQUES CHIRAC devrait d'adresser aux Français, dimanche 14 juillet, à l'occasion de la fête nationale. Le président de la République s'exprimera au cours d'un entretien avec deux journalistes, l'un de TF 1, l'autre de France 2, en milieu de journée. En 1995, le chef de l'Etat avait préféré une brève conférence de presse en marge de la traditionnelle réception de l'Élysée, à laquelle avaient été invités de nombreux jeunes (des invitations du même ordre ont été lancées cette année).

La majorité attendait de M. Chirac une clarification de l'action de l'exécutif, dont la cote de popularité est en baisse, et une remise en perspective de la question des rapports entre le pouvoir et la justice. L'Élysée n'a pas laissé filtrer aucune indication sur les intentions du président de la République avant son intervention.

Lire page 5

Les affrontements en Irlande du Nord

Après une nouvelle nuit d'affrontements en Irlande du Nord, le chef de l'île politique de l'IRA, Gerry Adams, affirme que le processus de paix est « en ruine ».

Les Serbes de Bosnie menacent

Les Serbes de Bosnie menacent la communauté internationale après la délivrance de mandats d'arrêt internationaux contre Radovan Karadzic et Ratko Mladic.

Vaccins contre le sida

Les scientifiques s'interrogent sur l'utilisation et l'efficacité de prototypes de vaccins dans les pays les plus touchés par la maladie.

Travail de nuit

A Corbeil-Essonnes, IBM banalise le travail de nuit et celui du dimanche et des jours fériés.

Sans-papiers

Les mouvements de soutien se multiplient dans les Eglises, les associations et parmi les universitaires.

Retour chez les Indiens

L'explorateur Alain Gheerbrant montre aux Indiens de l'Orénoque le film qu'il a réalisé en 1947 sur leurs grands-parents.

Le volcan Ruapehu n'est pas sûr d'avoir de mauvaises intentions

ADCKLAND de notre correspondant

Il ronronne puis se réveille, crachant quelques tonnes de boue, des nuages de cendres, puis se rendort. Trois jours plus tard, sans crier gare, il éternue. Le volcan Ruapehu (2 797 mètres, Nouvelle-Zélande) rejette alors, à des centaines de mètres dans le ciel inquiet, des blocs de pierre impressionnants et des morceaux de lave rouge qui pétaradent en passant le mur du son. Le spectacle est grandiose. La chaîne publique néo-zélandaise de télévision TVNZ ne s'en lasse pas. Mais il n'est pas franchement original. En 1861, 1945, 1953, 1969 et fin 1995, Ruapehu s'était déjà réveillé, causant parfois d'énormes dégâts et, en 1953, la mort de cent cinquante et une personnes.

Chaque matin, chaque soir, les Néo-Zélandais prennent des nouvelles du mont. « Ruapehu se calme. Ruapehu s'agite à nouveau. Ruapehu nous prépare une grosse explosion. Il fait encore des siennes. Il n'est pas sûr de ses intentions », annoncent la radio ou la télévision, qui précisent la fréquence des secousses sismiques et la hauteur de la colonne de cendres

qui se dégage du cône. Ainsi soumise aux états d'âme de l'un de ses très nombreux visiteurs actifs (environ cent cinquante dans l'île du Nord, selon l'institut des sciences géologiques et nucléaires), la Nouvelle-Zélande gère au jour le jour, depuis deux semaines, son trafic aérien, domestique et international, en suivant tant bien que mal le nuage de cendres qui se promène selon les vents.

Le danger le plus immédiat concerne les avions qui traverseraient un nuage de cendres volcaniques. Une zone interdite de vol est donc régulièrement redéfinie, compliquant ou empêchant certaines liaisons aériennes. L'aéroport d'Auckland, principale porte d'accès internationale au pays, a dû fermer à plusieurs reprises. Et, comme les vents ont soufflé tous azimuts, divers aéroports secondaires ont aussi été momentanément fermés, créant un chaos inhabituel.

Pour les rares habitants de cette magnifique réserve naturelle, connue pour son intense activité géothermique, il n'y a, dit-on, aucun danger, pourvu que nul ne tente une ascension du mont. Depuis jeudi 11 juillet, on mentionne toutefois l'effet néfaste que

peuvent avoir les pluies acides (du fait de leur passage à travers le nuage de cendres volcaniques) sur la peau et sur le système respiratoire. Certains fermiers, en revanche, se félicitent de l'économie en sulfates divers que ces pluies leur permettent. Reste que la saison de sports d'hiver, qui devait ouvrir officiellement il y a quinze jours, est compromise. Alors que l'éruption n'en finit pas, il faudra une couche de neige de plus en plus épaisse pour recouvrir la montagne, désormais brune de cendres, avant que skier ne devienne envisageable.

Située à la jonction des plaques indienne et pacifique, ce qui explique l'existence de plusieurs centres volcaniques en activité, la Nouvelle-Zélande est aussi régulièrement saisis de tremblements plus ou moins forts. Un documentaire diffusé le 11 juillet à la télévision confirmait la menace d'un tremblement de terre majeur, dont l'amplitude atteindrait entre 7,5 et 8 sur l'échelle de Richter. En la matière, la Nouvelle-Zélande, expliquait-on, doit s'attendre au « big one ».

Florence de Changy

Lire page 7

Le marché de la nostalgie

Bien évidemment, le retour en grâce des décennies d'avant crise ne date pas d'hier. Un seul, tout de même, paraît avoir été franchi. Il ne s'agit plus seulement d'adresser quelques clips d'œil, mais de proposer de vraies valeurs-refuges en cultivant une espèce de complexe du rétroviseur. La publicité, qui a rapidement senti un terrain favorable, multiplie les références aux « années d'or » et à ceux dont les souvenirs d'enfance ressurgissent en Technicolor. Les entreprises elles-mêmes se lancent à la redécouverte de leurs racines. Une recherche d'identité à double

portée: à l'intérieur, il s'agit de forger une vraie communauté de destin et, à l'extérieur, de faire passer le message de l'ancrage dans une tradition.

Et alors, dira-t-on, en quoi ce marché de la nostalgie est-il condamnable? En rien, bien sûr. D'ailleurs, réhabiliter le vinyle, le plastique ou les couleurs criardes répond à la demande des 35-50 ans, mais aussi d'une partie des classes d'âge plus jeunes. Reste que ce courant exprime les réflexes d'une société qui ne parvient plus à se projeter dans l'avenir. « De tout temps, les références au passé

ont existé, relève Denis Stoclet, spécialiste des phénomènes de consommation. Mais cette fois on va plus loin, y compris à l'étranger, où l'on s'est aussi lancé à la recherche éperdue de l'âge d'or. Aux États-Unis, on idéalise la ruralité en vendant des produits... parfaitement industriels. Il n'y a guère qu'en Allemagne où l'on croit encore un peu au progrès. Sans doute grâce à la réunification. »

D'avantage encore qu'en France, la « rétromanie » a saisi la Grande-Bretagne. Chez les adolescents, les soirées thématiques hebdomadaires font fureur: on y écoute de la musique des années 60 et 70, déguisé avec les vieux vêtements que les parents ont oublié au fond du grenier. Idéalisée (les années 70 furent, particulièrement en Grande-Bretagne, une période de douloureuses restructurations industrielles), cette célébration, qui fort heureusement ne se prend pas toujours au sérieux, comble un vide. « Cette tendance, fait valoir Denis Stoclet, n'est pas imposée. Elle correspond à une réelle demande sociale: c'est une quête de sens engendrée par une vaste déception à l'égard de la modernité. »

Jean-Michel Normand

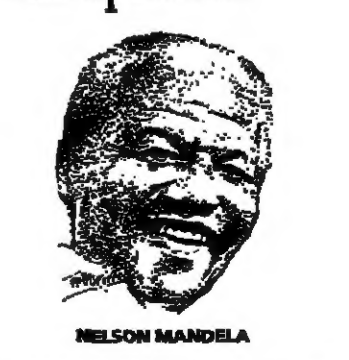
Lire la suite page 9

La guerre ordinaire à Avignon

COMMENT L'HOMME se comporte-t-il en temps de guerre, notamment quand le nazisme saigne l'Europe? Le comédien et metteur en scène Didier Bezace répond à cette question, au Festival d'Avignon. Pour sa démonstration, il a réuni dans un même spectacle *Le Piège* de l'écrivain Emmanuel Bove, *La Noce chez les petits bourgeois* et *Grand-Père* et *Misère du IIIe Reich* de Bertolt Brecht. Bove et Brecht sont deux narrateurs de la guerre ordinaire, côté français et côté allemand. Le premier, auteur longtemps oublié, redécouvert dans les années 80, raconte le destin tragique d'un Français qui tente de rejoindre, via Vichy, le général de Gaulle à Londres. Le second dénonce l'attitude des bourgeois allemands face au national-socialisme. C'est la même histoire que raconte Didier Bezace, fondateur du Théâtre de l'Aquarium à la Cartoucherie de Vincennes, qui aime porter un regard ironique sur la politique et qui, ici, mêle la tragédie à la comédie.

Lire page 16

Combattant anti-apartheid



LA FRANCE a accueilli, samedi 13 juillet, pour quatre jours, Nelson Mandela, qui a payé de vingt-sept ans de prison son combat contre l'apartheid. Paris entend rendre un « double hommage à un homme et à un peuple ». Le président sud-africain plaidera pour un renforcement de l'aide à son pays.

Lire page 2

Lire page 2	
International	2
France	5
Société	6
Horaires	7
Carnet	10
Équipages	11
Finances/marchés	12
Aujourd'hui	13
Alimentation	15
Agenda	15
Météorologie	15
Mots croisés	15
Culture	16
Radio-Télévision	19

M 0146-0714-7 00 F

AFRIQUE Nelson Mandela est arrivé, samedi 13 juillet, en début de matinée, à l'aéroport d'Orly, pour une visite d'Etat de quatre jours. Au cours de son séjour, le président sud-

africain devait assister, dimanche, au défilé militaire du 14 juillet, et recevoir, le lendemain, les insignes de docteur honoris causa de la Sorbonne. ● L'AIDE ÉCONOMIQUE sera

au cœur des entretiens que M. Mandela aura avec les dirigeants français et les responsables du patronat, comme ils l'avaient été, cette semaine, à Londres, où le chef de l'Etat

sud-africain a été accueilli en grande pompe. ● JACQUES CHIRAC qui fera, du 16 au 18 juillet, son troisième voyage en Afrique, en se rendant au Gabon, puis au Congo, saisira cette

occasion pour préciser, dans deux discours officiellement qualifiés d'« importants », les contours de la politique de la France sur le continent noir.

La France veut nouer des liens privilégiés avec la « nouvelle » Afrique du Sud

Nelson Mandela est arrivé, samedi 13 juillet, à Paris, pour une visite d'Etat de quatre jours, au cours de laquelle il plaidera pour un renforcement de l'aide économique à son pays. L'Elysée souhaite développer un partenariat plus politique en Afrique

JOHANNESBURG

de notre correspondant
Depuis l'accession au pouvoir de Nelson Mandela, en avril 1994, la France cherche à nouer avec la « nouvelle » Afrique du Sud des relations privilégiées que l'aide apportée dans la lutte contre l'apartheid n'a pas suffi à établir. Puissance sur premier plan en Afrique, la France souhaite être considérée comme un partenaire de poids par le géant économique du continent, appelé tôt ou tard à y jouer un rôle prépondérant. C'est dans ce contexte qu'est venu, en visite d'Etat, à Paris, le président sud-africain.

« La France nous a apporté une assistance matérielle et un soutien diplomatique essentiels dans notre

lutte contre l'apartheid. Comment pourrions-nous l'oublier ? », a déclaré M. Mandela quelques jours avant de s'envoler pour Londres et Paris. C'est pourquoi il avait fait l'honneur à François Mitterrand d'être le premier chef d'Etat étranger invité en Afrique du Sud au lendemain des premières élections multiraciales, en juillet 1994. Mais cette reconnaissance ne s'est pas traduite par la création de relations particulièrement étroites entre les deux pays.

Pragmatique avant tout, M. Mandela définit la politique étrangère de son pays en fonction de ses priorités, qui sont d'abord d'ordre intérieur. L'Afrique du Sud post-apartheid est un immense chantier de reconstruction, où le gouvernement s'emploie à redresser les inégalités héritées du régime de ségrégation raciale, sur fond de chômage endémique : environ 3 millions de personnes sont sans emploi. Les besoins essentiels de la population noire, comme le logement, demeurent largement insatisfaits.

Pour subvenir à ces besoins et dynamiser une économie essouffie par les années d'apartheid, le gouvernement cherche à attirer les investisseurs étrangers. Ses relations avec les pays occidentaux sont avant tout guidées par cette préoccupation. A l'occasion de sa récente visite en Allemagne, le chef de l'Etat a appelé à un « plan Marshall » en faveur de l'Afrique du Sud. Ses visites en Grande-Bretagne et en France n'ont pas d'autre objectif.

Paris entend répondre à cet ap-



sud-africain en quête de soutien dans les discussions en cours. Le président français pourra faire valoir comme preuve de son engagement auprès de l'Afrique du Sud la place de la France dans l'aide internationale accordée à ce pays. Avec 600 millions de francs en 1995, destinés essentiellement au programme de reconstruction, la France est le premier donateur européen et le troisième mondial derrière les Etats-Unis et le Japon.

Le pays est un immense chantier de reconstruction, où le gouvernement s'emploie à redresser les inégalités héritées du régime de ségrégation raciale, sur fond de chômage endémique

La reprise des relations militaires entre les deux pays est un autre signe d'une volonté de rapprochement. Premier fournisseur de l'armée sud-africaine avant l'embargo, Paris renoue progressivement les liens commerciaux

Ces entreprises sont désormais présentes presque partout en Afrique, y compris dans les pays francophones comme le Mali ou la Côte-d'Ivoire. De plus en plus, les entreprises françaises choisissent d'installer leur siège social en Afrique du Sud pour « coller » à cette concurrence potentielle sur le reste du continent. Les autorités françaises, elles, encouragent le partenariat en favorisant des opérations communes dans d'autres pays africains.

L'Afrique du Sud ne semble pas encore prête à assumer le rôle de chef de file régional auquel le prédisposent son poids économique. Elle se montre très prudente sur la scène africaine, toujours dans la même logique qui consiste à donner la priorité à ses problèmes intérieurs. Ce pays commence à apporter sa contribution aux différentes opérations de maintien de la paix à travers le continent. M. Mandela a réaffirmé l'engagement de son pays à propos du Burundi, notamment lors du sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) qui vient de se réunir au Cameroun. Mais « dans la limite de nos capacités », a précisé le chef de l'Etat, c'est-à-dire indirectement, par le biais d'organismes régionaux et sans jamais engager de troupes sur le terrain.

La France, montrée du doigt comme le gendarme de l'Afrique, souhaiterait que l'Afrique du Sud prenne une plus grande part de responsabilités dans la stabilité du continent. Elle espère développer une plus forte collaboration dans

« Double hommage à un homme et à un peuple »

Nelson Mandela est arrivé, samedi 13 juillet, en début de matinée, à l'aéroport d'Orly, d'où il a gagné le château de Rambouillet, où il devait s'entretenir, dans l'après-midi, avec Jacques Chirac. Le président sud-africain devait assister, dimanche, dans la matinée, au défilé militaire du 14 juillet, avant de déjeuner au palais de l'Elysée en présence d'Alain Juppé et de vingt-deux jeunes invitées à la traditionnelle garden-party. Il recevra, lundi, les insignes de docteur honoris causa de la Sorbonne, puis participera, au palais de l'Elysée, à un déjeuner d'Etat.

Avant de regagner son pays, mardi, M. Mandela rencontrera des chefs d'entreprise, les présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale, puis sera reçu à l'hôtel de ville de Paris. Cette visite d'Etat, déclare-t-on de source autorisée, « sera l'occasion de rendre un double hommage à un homme et à un peuple, et d'affirmer la volonté de la France de coopérer avec l'Afrique du Sud multiraciale ».

aussi bien que la coopération militaire. La France souhaite faire de l'Afrique du Sud un partenaire plutôt qu'un rival. L'Afrique du Sud produit près du tiers des richesses du continent et commence à développer ses relations avec les autres pays africains. En 1995, les exportations sud-africaines en direction du reste du continent ont augmenté de 52 %. Progressivement, les grandes entreprises sud-africaines tissent leur toile en Afrique en commençant à s'implanter dans le secteur des mines, leur activité traditionnelle.

l'analyse des grands problèmes de l'Afrique. Mais le passé colonialiste de la France sur le continent n'est guère apprécié du pouvoir noir à Pretoria. M. Mandela, lors du sommet de l'OUA, a dénoncé la dépendance économique actuelle des pays africains à l'égard des puissances occidentales. Pour le moment, toutefois, l'interventionnisme de la France arrange plutôt l'Afrique du Sud, peu désireuse de s'impliquer dans les problèmes du continent. A terme, toute rivalité n'est pas exclue.

Frédéric Chambon

Deux rencontres privées

Deux rencontres - privées -, ne figurent pas dans le programme de la visite d'Etat de Nelson Mandela. Lundi, celui-ci recevra le secrétaire national du PCF, Robert Hue. Le lendemain, il rencontrera la présidente de la Fondation France Liberté, Danielle Mitterrand. L'épouse de l'ancien président de la République et le responsable communiste, ainsi que Bernard Kouchner et Barbara Hendricks, s'étaient rendus, le 10 mai 1994, à Johannesburg, pour assister à l'investiture de M. Mandela. Cérémonie où l'on s'expliquait assez difficilement l'absence d'un haut niveau de la France officielle, avait alors noté le quotidien communiste, L'Humanité.

La difficile définition de la politique africaine

PEU APRÈS son accession à la magistrature suprême, Jacques Chirac avait tenu à consacrer à l'Afrique son premier grand voyage. C'était alors surtout pour

« écouter ». Douze mois plus tard, il retourne sur le continent noir et, cette fois, c'est d'avantage pour « parler », afin de tenter de définir les grandes lignes de l'attitude de la France dans ses rapports avec l'Afrique. Exercice difficile mais nécessaire. D'autant plus que, depuis le début de l'année, dans sa sphère d'influence traditionnelle, la France a dû faire face à des soubresauts inquiétants qui, dans plusieurs pays - Guinée, Centrafrique et Niger -, risquent de remettre en cause un mouvement de démocratisation que Paris a encouragé depuis le début de la décennie.

Après avoir reçu ce « grand » d'Afrique qu'est Nelson Mandela, arrivé à Paris le samedi 13 juillet pour une visite d'Etat de quatre jours, M. Chirac se rendra, mardi, au Gabon, où il prononcera, le lendemain, à Franceville, un discours portant sur le développement économique. Au Congo, jeudi, il évoquera à Brazzaville, devant les parlementaires du pays, les problèmes politiques. En deux volets, il s'agira d'un même propos - mûrement réfléchi, dit-on à l'Elysée - car, en Afrique aussi, voire plus qu'ailleurs, l'économique et le politique sont aujourd'hui très étroitement liés.

D'abord, M. Chirac se targuera des résultats du récent sommet du G7 à Lyon. Il soulignera que les pays les plus industrialisés ont accepté d'alléger la dette des pays les plus pauvres, africains pour la plupart. A Paris, on estime aussi que la France a, vaillamment, réussi, lors de ce sommet, à freiner la diminution actuelle des budgets d'aide publique dans les principaux Etats bailleurs de fonds. Le président de la République indiquera qu'il attend en échange, de la part des pays africains, des ef-

forts encore plus soutenus sur la voie des réformes, économiques et politiques.

M. Chirac ne dissimulera donc pas le fait, maintenant assez généralement admis, qu'il y a plus que jamais une « condition » au soutien international : le perfectionnement du mouvement de démocratisation. Il ne s'agit pas seulement d'organiser des élections plus ou moins régulières, il faut bâtir l'Etat de droit, avec tout ce que cela suppose : l'établissement de lois, de règlements et de codes qui soient réellement appliqués, afin de rassurer et d'attirer les investisseurs, surtout privés, appelés à compenser en quelque sorte la réduction de l'aide publique. M. Chirac fera sans doute allusion, à ce sujet, à la réunion du prochain sommet franco-africain à Ouagadougou, au Burkina, qui, à la fin de l'année, aura pour thème « Bonne gouvernance et développement ».

LA QUESTION NIGÉRIENNE

Après l'intervention déterminante des militaires français en République centrafricaine pour sauver un chef de l'Etat élu, menacé d'être renversé par un putsch, M. Chirac ne pourra éviter de préciser sa position sur la nature des secours que la France doit apporter en pareil cas. Car d'autres explosions de ce genre - révoltes de soldats mal ou pas payés qui dégénèrent en tentatives de putsch, comme à Bangui en mai, comme à Conakry en Guinée en février - peuvent se reproduire. Justifiant son action en Centrafrique, Paris a confirmé l'introduction d'un élément de principe nouveau : dans le souci de préserver l'expérience démocratique, la France peut intervenir, même militairement, pour éviter le pire, si les autorités légales le demandent.

Mais au Niger, après le coup d'Etat du général Ibrahim Baré Maïnassara en janvier, le gouvernement français s'est accommodé de la chute des dirigeants élus. Paris a fait pression pour que l'homme fort de Niamey organise au plus vite de nouvelles élections. Or le scrutin présidentiel a lieu

les 7 et 8 juillet, dans des circonstances très douteuses, pour donner la victoire au « putschiste ». Que faire ? Certes, le système politique nigérien auquel le putsch a mis fin était bloqué par l'opposition qui existait entre le premier ministre et le président ; il n'en reste pas moins que l'accident nigérien est un bien mauvais exemple et que la France donne l'impression de faire deux poids deux mesures.

Au Gabon et au Congo, M. Chirac pourra-t-il tracer aussi clairement qu'il le devrait - ou le souhaiterait - une « politique africaine de la France » ? Les grandes lignes directrices ne prêtent guère à discussion, mais leur interprétation varie selon les pays et les points de vue. La réforme administrative qu'Alain Juppé a mise en place pour une meilleure coordination de l'aide publique au développement ne devrait-elle pas inspirer une autre réforme, celle de la détermination des décisions politiques concernant l'Afrique ?

La politique de la France dans ce domaine dépend à la fois de l'Elysée et de sa « cellule africaine », du ministère de la coopération et de celui des affaires étrangères : des dissonances sont apparues de nouveau au sujet du Niger. Le coup d'Etat avait été fermement dénoncé par le Quai d'Orsay, au grand dam de la Rue Monsieur (coopération), et l'assistance française avait été interrompue. Mais plus tard, à l'instar des dirigeants renversés, le gouvernement français allait « prendre acte » du changement. Cette semaine, le Quai d'Orsay a critiqué les manières électorales très cavalières du général Maïnassara en déclarant qu'elles « soulevaient des interrogations ».

Nouvelle passe d'armes feutrée avec la Rue Monsieur. Jacques Godfrain, ministre délégué à la coopération et proche de M. Chirac, a répliqué en déclarant à la radio privée OFM : « Quand un dictateur, après coup, se soumet au suffrage universel, cela fait un sacré progrès ».

Francis Cornu

Accord sur les modalités de surveillance de la trêve au Liban sud

LES CINQ PAYS membres du groupe de surveillance du cessez-le-feu au Liban sud - Etats-Unis, France, Israël, Liban et Syrie - se sont mis d'accord, vendredi 12 juillet, à Washington, sur le fonctionnement de cet organisme, dont la création avait été prévue par l'accord de cessez-le-feu du 27 avril. Celui-ci avait mis fin à l'opération israélienne « Raisins de la colère », qui avait fait près de 200 morts au Liban. Le ministre français des affaires étrangères a confirmé la conclusion de cet accord, dont « la mise en œuvre sera entreprise dans les meilleurs délais », a-t-il indiqué dans un communiqué.

Les négociateurs des cinq pays

ont donné leur accord final à un texte lors d'une réunion au département d'Etat. « Nous espérons et attendons de ce mécanisme qu'il contribue au désamorçage des tensions (...) Nous reconnaissons qu'il ne peut se substituer à une solution permanente, mais nous espérons qu'il aidera à installer un climat de stabilité et de tranquillité », a expliqué le porte-parole adjoint du département d'Etat, Glyn Davies.

Le groupe, qui commencera à être mis en place « dans un délai de deux semaines », fonctionnera selon la règle de l'unanimité, mais si aucun accord n'est trouvé, les ministres des affaires étrangères se saisiront du problème. Une structure administrative sera ins-

tallée à Nicosie, où un ambassadeur du pays qui préside le groupe recueillera les plaintes sur les violations du cessez-le-feu par le Mouvement libanais chiite Hezbollah ou l'Etat juif.

Mais toutes les réunions auront lieu à Naqoura, et les enquêteurs travailleront à partir de cette ville, où se trouve le quartier général de la Force intermédiaire de l'ONU pour le Liban (Finul). Les plaintes seront examinées dans un délai de 72 heures. Les enquêteurs seront des officiers supérieurs assistés d'experts civils et militaires. La présidence du Groupe sera assurée alternativement par les Etats-Unis et la France pour une période de cinq mois. (AFP/Reuters)

La communauté... son aide econo...

L'Etat est... inv...

Les Serbes de Bosnie multiplient les menaces à l'égard de la communauté internationale

L'IFOR n'a pas de mandat pour arrêter MM. Karadzic et Mladic

Après la délivrance par le Tribunal pénal de La Haye d'un mandat d'arrêt international à l'encontre de MM. Karadzic et Mladic, les au-

torités de Pale - le chef des Serbes de Bosnie - ont mis en garde la communauté internationale contre les menaces que cette décision fait

peser sur le processus de paix, à la veille de la campagne électorale qui devait s'ouvrir le 15 juillet en Bosnie.

SARAJEVO
de notre correspondant
La diffusion de mandats d'arrêt internationaux contre Radovan Karadzic et Ratko Mladic « ne change rien ». Les forces de l'OTAN (IFOR) ont confirmé, vendredi 12 juillet, leur position vis-à-vis des « criminels de guerre » : pas de « chasse à l'homme » : « Je n'ai pas d'ordres pour débarrasser le Dr Karadzic. Je n'ai pas d'ordres pour l'enfermer dans sa maison », avait récemment souligné l'amiral Leighton Smith, le commandant de l'IFOR, renvoyant la balle aux capitales occidentales qui déterminent le mandat de l'OTAN en Bosnie-Herzégovine.

A Pale, les Serbes ont répondu à la décision du Tribunal pénal international (TPI) en employant un procédé classique, qui a déjà porté ses fruits : la menace. « Si quel- qu'un a l'intention et pense qu'il peut arrêter quelqu'un en République serbe, qu'il essaie ! », a clamé le premier ministre, Gojko Kljickovic. Le ministre des affaires étrangères, Aleksa Buba, a averti que si la communauté internationale « ne met pas fin au volontarisme des pseudo-juges du TPI, le processus de paix risque d'être remis en question ». « Nous n'avons pas peur », a finalement affirmé la « présidente par intérim », Biljana Plavcic.

La menace de M. Buba semble particulièrement pertinente. La hantise des Occidentaux est que le processus de paix déraile complètement, alors qu'il est déjà sensiblement moribond. Aucun progrès n'a été réalisé depuis la fin de l'application du volet militaire de l'accord de Dayton. Le communiqué

de la France n'est d'ailleurs pas passé inaperçu à Sarajevo, indiquant que « justice doit être faite », mais soulignant surtout qu'il ne faut pas que l'arrestation des « criminels de guerre » « compromette le processus de paix ». Les organisations internationales présentes sur le terrain répètent pourtant

américains devaient mourir dans une opération militaire, M. Clinton serait déstabilisé ; mais si les « criminels de guerre » ne sont pas arrêtés, l'opposition républicaine ne manquera de faire remarquer le non-respect des engagements pris auprès des Bosniaques. Le cas de Radovan Karadzic est également

Suédais rétorque que les Serbes s'abstiendraient si M. Karadzic est écarté trop brutalement. Selon des diplomates, « Washington exerce une pression intense sur l'OSCE pour que Radovan Karadzic soit marginalisé, tout en refusant d'envoyer ses soldats à la rescousse ». Or, il est clair que Pale ne pliera que face à une menace militaire, et non à une table de négociations.

La campagne électorale officielle doit s'ouvrir lundi 15 juillet en Bosnie. Après avoir choisi eux-mêmes les candidats, les chefs nationalistes vont en piloter le déroulement.

L'option européenne, notamment française et britannique, qui semble être d'envisager une éventuelle arrestation une fois le scrutin achevé, représente un sérieux danger que les élections n'aient jamais lieu. Car Sarajevo devrait s'opposer fermement à des élections marquées par l'influence de Pale sur 50 % du territoire bosniaque.

Colum Murphy, porte-parole de Carl Bildt, a sans doute résumé la situation en affirmant récemment, à propos des arrestations de MM. Karadzic et Mladic : « Quelqu'un doit le faire, et c'est lui ». Si ce n'est pas nous : qui ? Et si ce n'est pas maintenant : quand ? Face à l'intransigence de Pale et à l'immobilisme de Belgrade, la communauté internationale devient en effet la première responsable de la progression du plan de paix. Sans s'être accordé que le Tribunal de La Haye demeure le seul élément actif, et isolé, d'un processus de paix en péril.

Rémy Ourdan

Les séparatistes croates contestent l'élection du maire bosniaque à Mostar

SARAJEVO
de notre correspondant

La liste de Safet Orucovic, le maire bosniaque de Mostar-Est, a remporté les élections municipales qui ont eu lieu le 30 juin sous l'égide de l'Union européenne. Le scrutin était supposé réunir Mostar, actuellement divisée entre Bosniaques républicains (essentiellement musulmans) et Croates séparatistes. L'Union démocratique croate (HDZ) a immédiatement annoncé qu'elle refusait de participer à un « conseil de la ville » conduit par M. Orucovic, et appelle à reporter des élections jusqu'au 14 septembre, date du scrutin national en Bosnie-Herzégovine.

La liste bosniaque « Pour Mostar unifiée », formée par une coalition de différents partis dont le SDA du président Izetbegovic, a obtenu vingt et un sièges au conseil municipal, répartis entre seize musulmans, quatre Serbes et un Croate. L'Union démocratique croate, conduite par l'actuel maire croate de Mostar-Ouest, Miroslav Rajkovic, a obtenu seize sièges. Onze autres sièges ont été bloqués par la commission électorale en raison de la non-participation des citoyens serbes qui ont fui Mostar au début de la guerre, soit pour aller vivre en « République serbe » séparatiste, soit chassés par les extrémistes de la ville. Ces onze sièges devraient être pourvus lors des élections générales de septembre.

Miljo Brackovic et le HDZ estiment que l'irrégularité du scrutin « ne leur permet pas de reconnaître la victoire bosniaque. Un incident s'était effectivement produit au bureau de vote de Bonn, censé accueillir les réfugiés en Allemagne, lorsqu'il fut trouvé vingt-sept bulletins de plus que de votants. Le HDZ, perdant en Allemagne, avait déposé une plainte, mais les experts de l'Union européenne ont estimé que les résultats restaient valides. Selon l'UE, l'incident est dû à une faute technique, et non à une fraude volontaire. De plus, le nombre de bulletins concernés ne remet absolument pas en question le résultat du scrutin.

« MATRES CHEZ EUX »

Les Croates paraissent cependant choisir l'intransigence en réclamant de facto l'annulation de ce premier scrutin de l'après-guerre en Bosnie. La victoire confortée de Safet Orucovic les a pris au dépourvu. Il existe également une autre raison au mécontentement des séparatistes : ils n'ont obtenu qu'une majorité relative dans les trois sous-municipalités de Mostar-Ouest, pourtant peuplée majoritairement de Croates. La majorité absolue leur aurait permis de modifier le statut municipal, déclarant officiellement Mostar-Ouest « capitale » de leur « République » autoproclamée d'Herzeg-Bosna. Durant la campagne électorale, ils avaient prôné la division de la ville en affirmant que

« les Croates doivent être les maîtres chez eux ». Cela est désormais impossible, sauf à enterrer brutalement le processus de paix.

Au siège de l'Union européenne, les diplomates ne savent plus comment réagir. Une visite de la présidence irlandaise de l'UE à Zagreb n'a pas résolu le problème. Mostar attend le retour de l'administrateur européen, Ricardo Perez Casado, actuellement en Espagne, dans la ville de Valence dont il fut le maire. M. Perez Casado s'est fait une spécialité d'être absent lorsque Mostar change : les deux jours précédant le scrutin, il n'avait pas quitté sa chambre d'hôtel. Les forces de l'OTAN ont renforcé leur présence dans les rues de la ville, qui demeure cependant très calme.

Le « succès » des élections que décrivait Ricardo Perez Casado est totalement remis en cause. Il semble que les séparatistes ne permettront jamais qu'un scrutin participe à une quelconque réunification des communautés en Bosnie-Herzégovine, ce qui trait à l'encontre de leurs buts de guerre.

A Mostar, les Croates maintiennent un strict mur de haine ethnique de chaque côté de la rivière Neretva. La ville, que le scrutin n'aurait pas empêchée de rester divisée entre l'est et l'ouest, risque de ne même pas bénéficier d'un symbolique maire unique.

R. O.

Les autorités russes commencent à « nettoyer » Moscou après les attentats

MOSCOU
de notre correspondant

Démocrate d'opposition, ex-candidat à la présidentielle, Grigori Iavlinski a dit tout haut, vendredi 12 juillet, ce que beaucoup pensaient tout bas. Les autorités russes - le maire de Moscou, le ministre de l'Intérieur -, avaient aussi bien vu « la piste tchétchène » derrière les deux attentats à la bombe non revendiqués commis jeudi 11 juillet (5 blessés), dans des trolleybus à Moscou. M. Iavlinski a estimé qu'il y avait « certainement un lien » entre la reprise de la guerre en Tchétchénie et ces explosions criminelles. Mais « tout indique que [ces attentats] ont été provoqués par ceux qui veulent intensifier la guerre », par « ceux qui veulent cacher les malversations en Tchétchénie, le nouvel envoi des appels, la rupture de tous les accords » de paix, a-t-il estimé sur la chaîne NTV.

M. Iavlinski a souligné que les

actes terroristes commis par les Tchétchènes, à Boudennovsk en juin 1995, à Pervomaïskaia en janvier 1996, « étaient spectaculaires et revendiqués », tandis que « les forces qui veulent intensifier la guerre en Tchétchénie ne peuvent revendiquer leurs attentats ».

Les Tchétchènes sont montrés du doigt sans qu'aucun indice crédible soit fourni

L'hypothèse que les autorités russes elles-mêmes puissent être à l'origine des attentats a aussi été évoquée par le célèbre commentateur de la radio Echo de Moscou, Andreï Tcherkizov. « Dans un pays comme le nôtre, il y a toujours des structures de forces qui agissent pour le gouvernement », a-t-il estimé.

L'idée qu'un groupe de Tchétchènes ait pu commettre ces attentats pour se venger de la reprise des bombardements russes ne peut être écartée. Force est cependant de constater que les attentats de Moscou ont déjoué l'attention, voire permis de justifier le début de fer et de feu déversé par les forces russes depuis le début de la semaine sur les villages de Tchétchénie. Après le premier attentat, le général Vladimir Chamanov, vice-commandant des forces russes en Tchétchénie, a ainsi estimé que cet acte montrait qu'il fallait « livrer une bataille sans pitié contre ces sa- lauds ».

Sans fournir le moindre indice crédible, Iouri Loujkov, le maire de Moscou, a jugé vendredi que la « piste tchétchène se précisait ». Tandis que la police diffusait le portrait-robot d'un homme de « type caucasien » que des témoins auraient vu s'enfuir avant l'explosion, le maire de Moscou a affirmé avoir reçu un appel téléphonique d'un

homme avec « l'accent du sud », menaçant de nouveaux attentats.

M. Loujkov a aussitôt déclaré ouverte la chasse au faciès. « Il faut déporter toute la communauté » tchétchène, a-t-il dit. Indiquant qu'il « avait reçu des ordres du président », M. Loujkov a annoncé un « nettoyage » de la capitale, ainsi que des mesures pour « isoler, pas seulement les individus, mais les organisations politiques ayant des liens avec le Sud ».

Le président Eltsine a estimé que Moscou était « infesté de terroristes », qu'il fallait « prendre des mesures dures ». Certains hauts responsables, se gardant évidemment d'évoquer l'hypothèse d'une manipulation russe, ont tenté de calmer les esprits. Ils ont estimé que la seconde piste « officielle » - celle d'une réaction du monde criminel aux mesures annoncées par le Kremlin pour lutter contre la mafia - était la plus probable.

Jean-Baptiste Naudet

Défilés protestants sous tension en Irlande du Nord

Violences à Belfast et Londonderry

BELFAST et NEWRY
de notre envoyée spéciale

« Cher président Mandela, alors que votre peuple a réussi à se libérer des lois racistes et répressives, notre communauté catholique opprimée, ici à Belfast, continue de voir sa liberté et ses mouvements sévèrement limités par les autorités, afin de faciliter les parades de l'ordre d'Orange, sectaire et violent. Nous vous serions extrêmement reconnaissants de faire de notre part des recommandations au gouvernement britannique » : ce fax, envoyé au président sud-africain qui achevait, vendredi 12 juillet, sa visite d'Etat au Royaume-Uni, a-t-il atteint son destinataire ? En tout cas, il traduit bien la frustration des catholiques d'Irlande du Nord depuis que la police, changeant de tactique, a décidé de laisser passer les défilés protestants en dressant de formidables barrières pour éviter tout heurt direct entre nationalistes et loyalistes.

Samedi 13 juillet au matin, après la deuxième nuit de violences dans les bastions catholiques de Belfast et Londonderry, où des milliers de cocktails Molotov et de balles en caoutchouc ont été échangés entre jeunes manifestants et policiers, la méfiance, la rancœur, le rejet mutuels sont de nouveau là. Chacun, avec plus de résignation que de tristesse, s'apprête à reprendre les vieilles habitudes de la division. Gerry Adams, le dirigeant du Sinn Féin, l'aile politique de l'IRA, a même estimé, vendredi, que le processus de paix était « totalement en ruine ».

ORFÈVRES ET MUSIQUE

La « Saison des marches » des protestants « originaux » s'est déroulée, vendredi, avec pas moins de dix-huit défilés « vigoureux » dans toute l'Ulster, le plus important se déroulant à Newry, au sud-est de la province. Dès le matin, les orangistes étaient arrivés en bon ordre dans cette ville catholique à 85 %. Les colonnes se sont formées au cœur du quartier protestant. Pleinement ont été défilées les grandes bannières carrées bordées d'orange, peintes à la main, qui représentent, par exemple, David et Goliath, la reine d'Angleterre, un « frère » assassiné par l'IRA ou, le plus souvent, sur son cheval, Guillaume III d'Orange, le vainqueur des catholiques lors de la célèbre bataille de la Boyne en 1690. Les orangistes ont monté leurs oriflammes sur de longues halberdes. Ceint de leurs écharpes orange à frange d'argent, agrémentées de diffé-

rents insignes et médailles, portant gants blancs et, parfois, melon et parapluie, ils se sont mis en rang par loges. Ces fidèles sujets de la Couronne se veulent avant tout protestants et britanniques. Pourtant, quoi de plus irlandais que des noms comme « Ballyvick-nakelly » (Loyalist Orange Lodge) ou « Listullycurran Truth Defenders » ? Outre les bannières et le costume, la parade exige de la musique. Les musiciens sont jeunes, des enfants parfois, par orchestres entiers de fifres, d'accordéons, de cornemuses.

SFFLETS

Ces parades, plutôt boy-scouts, n'auraient pas de quoi retourner les sangs des nationalistes s'il n'y avait pas les tambours. Le grondement guerrier de ces grosses caisses a dévalé les collines de Newry bien avant que n'apparaissent les marcheurs. Sur Marcus Square, au centre-ville, quelques centaines de manifestants catholiques en colère se pressent contre le barrage policier qui protège le passage du cortège. « Orangemen, out ! », « RUC-SS », scandent-ils entre deux discours des conseillers municipaux du Sinn Féin. Chaque bannière orange qui surgit au bout de la rue est saluée par des sifflets ; « Ici, c'est chez nous, dit un retraité. Ils auraient pu rester dans le quartier protestant. Mais non, ils veulent montrer qu'ils sont les maîtres de ce pays, comme toujours ! » Un jeune prêtre réchérché : « Nos droits démocratiques sont foulés au pied. Défendre les droits du peuple, c'est le premier message du Christ. » « C'est leur police, ils sont tous protestants, reprend le retraité. Nous, nous n'avons que le Sinn Féin et l'IRA pour nous protéger. » Ses quatre fils sont membres de l'Armée républicaine. « Et j'en suis fier », ajoute-t-il.

Au tonnerre des tambours orangistes qui passent tout près, les manifestants répondent en tapant sur les rideaux de fer des magasins. Enfin, la parade protestante est remontée vers la colline. Sur une immense pente herbeuse, les « orangemen » ont participé à la prière et chanté le *God save the Queen* puis, en bon ordre, ils ont, loge par loge, regagné leurs cars, se donnant rendez-vous l'année prochaine. « Je me souviens qu'autrefois les catholiques de mon quartier regardaient passer la parade avec nous, raconte Evelyn, une orangiste de Newry. Nous ne défilions pas contre eux mais pour nous. C'est une grande fête de famille. »

Sophie Gherardi

Spéculations sur le divorce royal britannique

LONDRES
de notre envoyée spéciale

Le journal du soir de Londres, *The Evening Standard*, s'est arraché, vendredi 12 juillet, « Diana takes the money », Diana prend l'argent, titrait avec délicatesse le premier quotidien à annoncer la grande nouvelle : les Galles divorcent. Après des semaines de suspense, les communiqués du Palais de Buckingham et des avocats du prince et de la princesse ont été publiés simultanément en début d'après-midi, à peine achevée la visite d'Etat de Nelson Mandela.

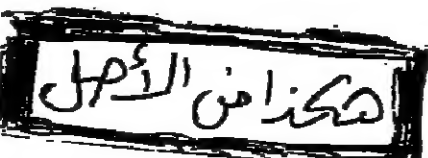
La presse du samedi matin se répand en détails. On croit savoir que le mariage de Charles et Diana sera dissous officiellement le 28 août. Les estimations financières oscillent entre 15 et 17 millions de livres sterling (entre 120 et 136 millions de francs) que touchera la princesse pour solde de tout compte. « Les Galles se mettent d'accord à un million de livres par année de mariage », calcule cyniquement *The Guardian*, le grand quotidien de gauche. « La princesse devra abandonner son titre d'altess royale », préfère tituler le quotidien conservateur, *The Daily Telegraph*, qui souligne tou-

tefois que la reine « la considérera comme membre de la famille royale ».

La précision est importante : Diana, perdant sa raison sociale de HRH (son altess royale) devrait théoriquement faire la révérence aux membres de la famille royale, y compris ses deux fils, dont elle obtient la garde conjointe. Malgré la confidentialité des termes de l'accord, *The Independent* estime que c'est vraisemblablement la reine Elizabeth elle-même qui paiera le gros de la transaction financière. Outre la somme convenue, la princesse conserve ses appartements du palais de Kensington - mais perd ses bureaux du palais Saint-James - et recevra quelque 400 000 livres par an pour couvrir les frais de son secrétariat particulier.

Le divorce princier n'étant pas une surprise, les commentateurs des journaux sont relativement apaisés. Dans le *Times* Sarah Bradford, biographe de la reine, estime que Diana « a triomphé en apparence » mais compare sa situation à celle du duc de Windsor, plutôt marginalisé.

S. Gh.



Défilés protestants sous tension en Irlande du Nord

Violences à Belfast et Londonderry

Les défilés protestants ont été marqués par une atmosphère de tension et de violence en Irlande du Nord. À Belfast, des émeutes ont éclaté entre les protestants et les catholiques, entraînant des blessés et des dégâts matériels. À Londonderry, la situation est également tendue, avec des affrontements sporadiques. Les autorités ont déployé des forces de sécurité pour maintenir l'ordre, mais la confiance entre les communautés reste fragile.

Les tensions religieuses en Irlande du Nord continuent de se manifester lors de ces défilés protestants. Les catholiques accusent les protestants de violence et de terrorisme, tandis que ces derniers rétorquent que les catholiques sont responsables de la situation. Les médias ont largement couvert ces événements, soulignant l'impact humanitaire et politique de ces violences.

La situation en Irlande du Nord reste préoccupante. Les défilés protestants, qui devraient être pacifiques, se transforment en occasions de violence. Les autorités internationales appellent à une médiation efficace pour résoudre ces conflits et promouvoir la paix durable dans la région.

Les tensions en Irlande du Nord ne sont pas nouvelles, mais elles semblent s'être aggravées ces dernières années. Les défilés protestants, qui ont toujours été un sujet sensible, ont pris une tournure plus violente. Les médias et les organisations internationales surveillent de près l'évolution de la situation.

FRANCE

LE MONDE / DIMANCHE 14 - LUNDI 15 JUILLET 1996

14 JUILLET Jacques Chirac devait s'adresser aux Français, dimanche 14 juillet en milieu de journée, à l'occasion de la Fête nationale, sous la forme d'un entre-

tien télévisé diffusé sur TF1 et France 2. L'intervention du président de la République était particulièrement attendue, alors que les indicateurs économiques et politiques

sont mauvais pour le gouvernement. Les relations au sein de la majorité, entre le RPR et l'UDF, sont surveillées par le chef de l'Etat, qui s'efforce de les améliorer personnel-

lement en apportant un soin particulier à son entourage avec Raymond Barre. La semaine politique a été fertile en mauvaises nouvelles pour le pouvoir, la dernière en date

étant la perquisition effectuée vendredi 12 juillet à la mairie de Paris par des policiers agissant sur commission rogatoire du juge Eric Halphen (lire aussi page 20).

Jacques Chirac est ramené, malgré lui, sur le terrain de la politique intérieure

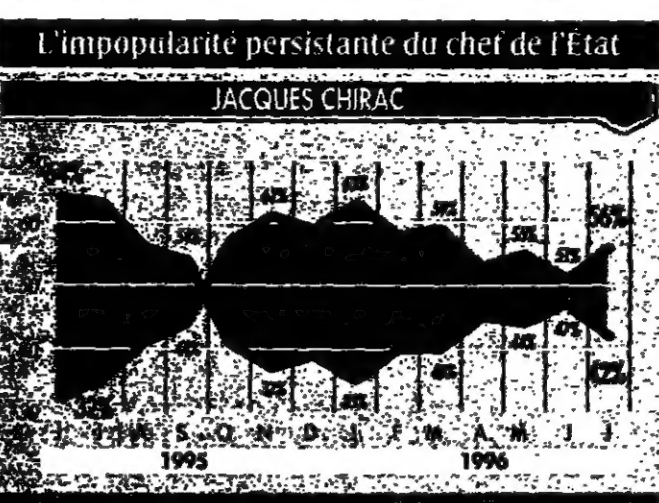
L'intervention télévisée du président de la République, à l'occasion de la Fête nationale, est l'occasion de faire le point, quatorze mois après son entrée en fonctions, alors que la popularité de l'exécutif est en baisse et que la conjoncture économique et sociale est morose

L'APPARENT silence a engendré un espoir sans réserves. Depuis de longues semaines, les Français ont le sentiment que Jacques Chirac ne s'intéresse plus à leurs préoccupations quotidiennes : le chômage qui s'accroît ; le niveau de vie qui, au mieux, stagne ; la « vache folle » qui révèle les aberrations qu'il peut conduire un progrès scientifique non maîtrisé. Leur moral est donc en chute libre, et tous ceux qui s'en inquiètent - au premier rang desquels les élus de la majorité, redoutant l'échéance législative de 1998 - se sont mis à rêver que la traditionnelle intervention télévisée du président de la République, le 14 juillet, pourrait dissiper le brouillard qui aveugle la droite et les électeurs.

M. Chirac n'est pourtant pas resté inerte - ce n'est guère, il est vrai, dans son tempérament. Les chefs d'Etat défilent les uns après les autres dans son bureau. Fin juin, il a présidé à Lyon la réunion du G7, après avoir participé, à Florence, au sommet européen.

En mai, il a fait une visite d'Etat en Grande-Bretagne ; il rentre à peine d'un voyage dans le Golfe. Le 16 juillet, il s'envolera pour la Gabon et le Congo. Mais rien n'y fait. Même à l'ère de la mondialisation, les Français n'arrivent pas à comprendre que la diplomatie est un élément essentiel de la politique nationale qui permet de préserver des emplois dans l'Hexagone. Tous ceux qui s'y livrent sont facilement accusés de se préoccuper de leurs seuls intérêts et d'oublier les soucis quotidiens de leurs concitoyens.

Pour éviter cette « fracture », l'Elysée a inventé des tournées en province, exclusivement consacrées à l'économie des Français. Depuis le début de l'année, elles reviennent régulièrement, pour « casser » les séquences internationales. Cependant, la dernière, dans le Finistère, fin mai, a démontré les limites de l'exercice. Celui qui a été élu au suffrage universel direct ne peut se contenter d'être un « médiateur ». Il lui faut



aussi annoncer des décisions. La remise à plat complète de la stratégie militaire de la France, et donc de sa défense nationale, a certes été l'occasion d'annonces claires et nettes, mais, là encore, cela ne paraît aux Français qu'une

annexe de la politique étrangère. Et lorsqu'ils en voient les retombées dans leur vie quotidienne, c'est pour compter les emplois perdus dans les arsenaux et les usines d'armement, pour calculer les pertes de chiffre d'affaires dans

les villes où le pavillon tricolore cessera de flotter sur la caserne. Une inquiétude de plus pour tous ceux qui cherchent vainement un emploi, pour des parents qui ne savent plus ce que vont devenir leurs enfants, pour des commerçants et des industriels qui constatent, effondrés, que leurs clients freinent leur consommation. Ce dossier vient ainsi s'ajouter à tous les autres : le déficit de la Sécurité sociale qui perdure, la réforme Juppé n'ayant pas eu encore le temps de produire ses effets ; les impôts qui rentrent mal ; un budget de l'Etat pour 1997 qui se prépare dans la douleur, le premier ministre ayant promis de réduire la pression fiscale et le déficit ; un patron de la SNCF mis en examen et en prison au moment même où il semblait avoir réussi à donner un peu de dynamisme à une entreprise aussi critiquée qu'aimée par les Français ; des « affaires » qui font de nouveau la une de l'actualité et qui, cette fois, frappent la mairie de Paris et, même, le premier magistrat de la capitale, dont son prédécesseur a tenu à préciser, vendredi 12 juillet, qu'il est au nombre de ses « amis » : une justice qui semble s'efforcer au président la République en personne, pour conserver un début d'indépendance fraîchement conquise.

Le programme est toujours le même : un dîner, en ouverture, avec les élus du département, pour pouvoir leur demander poliment mais fermement de ne pas l'accompagner les deux jours suivants ; un ou deux thèmes précis pour le reste de la visite, pendant laquelle tout ministre est interdit de séjour ; deux déjeuners de travail avec des jeunes, des animateurs d'associations ou des responsables professionnels ; un dîner avec des personnalités locales non politiques. La Guyane est à l'agenda de la fin juillet.

n'ose pas encore appeler une université d'été. La rentrée pourrait être « chaude » au Parlement. Le président de la République a peut-être en mémoire cette phrase lancée par le polémiste Henri Rochefort à Napoléon III : « La France a trente-six millions de sujets, sans compter les sujets de mécontentement. » Mais la V^e République n'est pas le Second Empire, et des élections se préparent. M. Chirac n'est pas homme à l'ignorer.

Th. B.

Thierry Bréhier

Raymond Barre, l'atout UDF de l'ancien chef du RPR

« JE TIENS à exprimer toute ma gratitude à Raymond Barre. » Quand il a ces mots aimables pour le maire de Lyon, vendredi 28 juin, Jacques Chirac est tout sourire. Il a la mine heureuse des hommes au sommet du pouvoir, presque du pouvoir mondial, puisqu'il parle devant la presse internationale en sa qualité de président du G7. Se souvient-il, à ce moment-là, d'un autre vendredi, le 29 avril 1988, où, au Palais omnisports de Bercy, il avait déjà remercié l'homme qui, en août 1976, lui avait succédé, à l'hôtel Matignon ?

Ce jour-là, celui qui était encore maire de Paris avait la mine défaits d'un candidat qui sait déjà qu'il a perdu la bataille électorale : les résultats du premier tour étaient sans appel, François Mitterrand serait réélu à la présidence de la République. Les remerciements n'avaient pas tardé, d'ailleurs, de réelle gratitude. La compétition avait été sans merci entre Jacques Chirac, candidat du RPR, et Raymond Barre, défenseur des con-

teurs de l'UDF, et si les électeurs avaient sélectionné le premier pour être le porte-drapeau de la droite, le second ne s'était rallié à lui que la mort dans l'âme. Il n'était même pas nécessaire de lire son discours de Bercy entre les lignes pour y découvrir une condamnation des thèmes de campagne de l'homme à côté duquel il faisait grise mine le temps d'un unique meeting commun.

Huit ans ont passé, et la présidentielle de 1995 a fait oublier celle de 1988. M. Barre a eu le bon goût de se montrer fort discret tout le temps où Edouard Balladur lui avait succédé comme adversaire du président du RPR. M. Chirac ne lui en demandait pas plus. Aujourd'hui, le président de la République a besoin d'alliés au sein d'une UDF toujours rétive, l'OPA lancée via les amis de Valéry Giscard d'Estaing et d'Alain Madelin ayant échoué. Toutes les occasions sont donc bonnes pour flatter le dernier carac bariste, dont un des piliers, Charles Millon,

siège déjà au gouvernement. Bruno Durieux, fidèle entre les fidèles du député du Rhône, a été ainsi, bien qu'ancien ministre de Michel Rocard, élevé au rang d'envoyé personnel du chef de l'Etat dans quelques capitales du monde pour préparer le G7.

« UNIVERSITAIRE ÉMINENT » La remise à plat de toutes les attentions. Le sommet des « matures du monde » se tenant dans sa bonne ville, le président de la République l'a associé, bien au-delà de ce qu'exigeait le protocole, à toutes les cérémonies publiques. Dès qu'il le pouvait, M. Chirac lui adressait compliments et éloges. Lors de sa conférence de presse finale, avant même de rendre compte de cette rencontre internationale, il a tenu à assurer que les chefs d'Etat et de gouvernement réunis autour de lui l'avaient chargé d'adresser leurs remerciements à M. Barre pour la qualité de l'organisation et de l'accueil des Lyonnais. Une preuve

La République attend son président

LUNDI : écoutes. Charles Pasqua attend Jacques Chirac au grand bal du 14 juillet. Il en attend même beaucoup. Il le dit lundi, le répète jeudi, le surligne toute la semaine. Un vrai feu d'artifice, le Charles. Bonasse, il grogne que les Français ont besoin d'un « coin de ciel bleu ». Bonimenteur, il prétend que la V^e République « s'use quand on ne s'en sert pas ». Gaullien, il assure que, « si le président de la République opérait les Français à l'effort, il serait entendu ». Encore faudrait-il qu'il fût lui-même... écouté.

François Léotard ne se pose pas ce genre de question. Écoulé, il l'était, du moins indirectement, entre juillet et octobre 1995, par l'intermédiaire de quelques-uns de ses anciens proches collaborateurs au ministère de la Défense lorsqu'il était un des caciques du gouvernement Balladur. Et ce sous couvert de son successeur à l'hôtel de Brienne, Charles Millon, et avec l'aval de Matignon. A peine éclose, l'affaire est close.

Le secret-défense efface opportunément ces pratiques que le président de l'UDF avait crues peu honorables pour la démocratie. Rien de tel, en définitive, que quelques « interceptions de sécurité » pour se comprendre entre barons de l'UDF.

MARDI : déchéances. Le Conseil supérieur de la magistrature attend Jacques Chirac, rentré dans la nuit d'un lointain émirat. L'Orient compliqué n'a rien à envier aux arabesques de la haute hiérarchie judiciaire. Trois postes prestigieux se libèrent, à la tête de la Cour de cassation, de la cour d'appel de Paris et du tribunal de Paris, et voici un ballet févrique de toques et d'hermines ; voici l'horrible soupçon que le garde des sceaux et le chef de l'Etat, garants de l'indépendance de la magistrature, seraient tentés de placer des amis impatients ; voici le président de la République « scandalisé » des « pressions » exercées par certains. Beaux défilés d'indignations !

Alain Carignon, lui, n'attend plus rien du président. Ni de grand monde. Après une dernière ballade dans les monts du Lyonnais, l'ancien maire de Grenoble, l'ancien ministre, l'ancienne étoile montante de la majorité, rejoint la maison d'arrêt de Villefranche-sur-Saône. Déchu. La cour d'appel de Lyon a alourdi sa condamnation dans l'affaire Dauphiné News : cinq ans de prison, quatre fermetures, il veut se persuader que la loi lui permet d'exercer son dernier mandat de président du conseil général de l'Isère. Pouce baissé, son parti, le RPR, lui conseille illico de se mettre en congé du mouvement.

Baroudeur solitaire, Bernard Tapie ne connaît pas cette sorte d'humiliation, mais, harcelé par mille procès, sa liquidation judiciaire personnelle confirmée par la Cour de cassation, le voit désormais menacé de la déchéance prochaine de ses mandats de député des Bouches-du-Rhône et de parlementaire européen. La

prison, dit-il, lui fait peur, comme à tout le monde, mais il y est « prêt ». On le croirait la tête sur le billot.

MERCREDI : successions. Sans attendre l'intervention du chef de l'Etat ni même la chute de la République, le comte de Paris a mis de l'ordre dans ses affaires. Cela faisait grand bruit. Il était temps de calmer la fronde : malgré un coupable divorce, son fils aîné est confirmé solennellement comme héritier des droits à la couronne de France, conformément à la règle traditionnelle de succession. D'ailleurs, M. le Comte aime bien l'actuel monarque. Jacques Chirac « a du cœur », assure-t-il.

Tout républicain qu'ils soient, Lionel Jospin et François Bayrou n'en sont pas moins respectueux des ordres de succession. Le premier vise 1998. Le second le coup suivant. Devant le bureau national du PS, le patron des socialistes a installé un de ces échafaudages qu'il affectionne : groupes de travail, commission de coordination, consultation des militants, puis convention nationale devraient conduire, d'ici la fin de l'année, à la définition d'une politique économique qui marie « l'audace et la maîtrise ».

Devant le conseil des ministres, le patron de l'éducation nationale a godaillé, avec son habileté coutumière, pour présenter le calendrier de ses réformes. « Tout vient à point pour qui sait attendre » pourrait être leur devise à tous les deux. Contrairement à Jean-François Mancel, coadjuteur du président du RPR, M. Mancel comprend mal que les Français ne comprennent pas qu'ils n'ont aucune raison d'avoir le moral à zéro. Il a dit, ce midi, au déjeuner des responsables de la ma-

jorité, à l'hôtel Matignon. Il est vrai que M. Mancel ne brigue aucune succession.

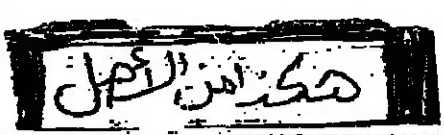
JEUDI : censures. Le maire Front national d'Orange, lui, n'attend pas. Installé depuis un an, Jacques Bompard a entrepris de faire le ménage dans la bibliothèque de sa ville, d'en expurger les ouvrages de nature à démoraleiser notre jeunesse, d'en débarrasser les rayonnages de tout « cosmopolitisme », de toute négritude, de toute dégénérescence rappeuse. L'affaire éclate aujourd'hui. Du coup, M. Bompard dénonce ce « procès d'intention », presque en sorcellerie. Pour un peu, il convoquerait la Milice.

Engagée aujourd'hui. Favorable à un « corps de manoeuvre professionnel », il l'espérait doté « d'un esprit analogue à celui de notre ancienne chevalerie ».

Nul doute que les officiers supérieurs auront su se montrer chevaleresques autant que disciplinés. Reçus à huis-clos par le chef de l'Etat, ils ont eu la primeur des dizaines de règlements, bases et arsenaux qui seront rayés de la carte dans les prochaines années. Ils auront apprécié ce blitzkrieg en connaissances. De ce côté-là, au moins, Jacques Chirac peut espérer une adhésion sans faille.

Les juges aussi savent témoigner d'esprit de chevalerie. Eric Halphen, par exemple. Voilà deux semaines, il avait osé frapper à la porte du domicile du maire de Paris. Un peu seul, il est vrai. Le patron de la PJ de Paris l'avait privé d'assistance policière, manquant à tous ses devoirs plutôt que de perquisitionner l'appartement de Jean Tiberi. Pas rancunier, le juge a donné une chance à ses amis policiers de se racheter. Il a ordonné une perquisition au bureau et au domicile du chef de cabinet du maire de Paris. Les pandores étaient au rendez-vous. Le président de la République aussi.

Gérard Courtols



SOCIÉTÉ

LE MONDE / DIMANCHE 14 - LUNDI 15 JUILLET 1996

IMMIGRATION Les mouvements de solidarité avec les sans-papiers se multiplient depuis trois mois, en région parisienne et en province. Des pétitions circulent

dans les milieux universitaires, des parrainages d'enfants d'irréguliers ont été organisés à Nice et à Lille, les jeunes de solidarité se succèdent. **● PARENTS D'ENFANTS FRANÇAIS**

ou nés en France, conjoints de Français, jeunes entrés en France hors regroupement familial : le recensement de la revendication sur le « droit de vivre en famille » favorise la mobilisation des mouvements chrétiens.

● **À L'ÉGLISE SAINT-HIPPOLYTE**, sept femmes et un homme, s'engageant au nom de dizaines de cas similaires, poursuivent une grève de la faim. Le

curé et quatre paroissiens ont entamé, jeudi 11 juillet, un jeûne de quatre jours afin de « dénoncer le refus des pouvoirs publics d'entamer une discussion ».

Les mouvements de solidarité avec les sans-papiers se multiplient

Malgré l'été, les associations et les réseaux chrétiens continuent à se mobiliser contre la politique répressive du gouvernement. Pétitions, parrainages, jeûnes de soutien, les initiatives se développent, à Paris et en province, en faveur des étrangers en situation irrégulière

JEÛNES, occupations d'église, pétitions, parrainage d'enfants... L'immigration des défenseurs des étrangers sans papiers ne semble pas avoir été bridée par la trêve estivale. Le mouvement, démarré en mars avec l'occupation de l'église Saint-Ambroise par des Africains, a essaimé au printemps en de nombreuses manifestations de solidarité soutenues cette fois par les Eglises et encadrées par les associations de défense des droits de l'homme.

Aujourd'hui, tandis que des familles issues du mouvement de Saint-Ambroise continuent d'occuper les entrepôts SNCF de la rue Pajol et l'église Saint-Bernard-de-la-Chapelle, sept femmes et un homme poursuivent, depuis le 1^{er} juillet, une grève de la faim à l'église Saint-Hippolyte, à Paris. Dans le Val-de-Marne, où plus de deux cents dossiers sont en instance d'examen par la préfecture, quatre journées de jeûne ont été organisées dans des salles municipales et paroissiales. A Nice et à Lille, des « parrainages républicains » d'enfants d'étrangers sans papiers ont été célébrés, manière pour des citoyens français de s'engager à protéger des familles guettées par l'expulsion. Ces mouvements se sont concentrés sur quatre catégories d'étrangers sans papiers : les parents étrangers d'enfants français nés en France, les conjoints de Français et les jeunes entrés hors regroupement familial mais élevés en France. Une focalisation sur le « droit de vivre en famille » qui a facilité la mobilisation des mouvements chrétiens.

A Versailles, Nantes, Nîmes, des collectifs réunissant la Cimade (d'obédience protestante), la Pastoral des migrants (catholique), la LDH et le MRAP sont en première ligne. Critiquée pour avoir requis l'intervention de la police à Saint-Ambroise, l'Eglise catholique a repris l'initiative. Dans son message adressé aux sans-papiers de l'église Saint-Hippolyte, Claude Frikart, évêque auxiliaire de Paris a dénoncé « l'injustice, l'immoralité

de certaines lois sur l'immigration ». « S'il y a un temps pour discuter, il y a aussi un temps pour crier devant ce qui est insupportable », a-t-il déclaré. Cette paroisse du 13^e arrondissement semble, malgré les vacances, plus décidée que jamais. Jeudi 11 juillet, le curé de la paroisse, Guy de Lachaux, et quatre de ses fidèles, ont même entamé un jeûne de quatre jours pour « dénoncer le refus des pouvoirs publics d'entamer une discussion » avec les grévistes de la faim. Une épreuve

que Jeanine Martin, infirmière retraitée, avoue « redouter un peu, mais on se doit de faire le maximum ». L'église n'a pas ménagé ses efforts. Eau, thé, lait et couches pour les enfants sont achetés grâce à la caisse de solidarité. Trois permanences de deux heures sont organisées chaque jour - démarches administratives, suivi médical - mais surtout, les paroissiens se succèdent auprès des grévistes pour les soutenir. « Parfois, on est presque trop nombreux, on les fatigue », assure l'un d'eux.

Aussi, même s'il confesse redouter l'« effet 14 juillet », le père de Lachaux rêve d'« un jeûne solidaire de toutes les Eglises de France, le 21 juillet ». D'autres manifestations d'hostilité aux projets répressifs du gouvernement se sont développées dans le milieu universitaire, inquiet de l'aggravation des peines menaçant les personnes aidant des irréguliers à demeurer sur le territoire. « Je déclare avoir hébergé des étrangers sans leur avoir demandé s'ils étaient en situation régulière ou

pas, et affirme mon attention de continuer à le faire. Ce sont nos propres libertés de citoyens français que je défends ainsi », ont ainsi écrit 530 personnes, dont le sociologue Pierre Bourdieu, l'historien Jacques Le Goff et l'astronome Jean-Claude Pecker, dans une lettre adressée à M. Chirac. Deux cents autres universitaires ont déclaré offrir « l'hospitalité à quelqu'un du groupe de Saint-Ambroise » en précisant qu'ils le feraient « à l'avenir pour toute personne en situation similaire ».

Jeûner pour défendre « le droit de vivre en famille »

LEUR SORTIE n'a duré qu'une demi-heure. Juste le temps d'entendre le père Guy de Lachaux, curé de l'église Saint-Hippolyte, annoncer officiellement le début d'un jeûne de solidarité de quatre jours, de répondre aux quelques questions des journalistes et de poser pour les photographes. Doucement, ils ont demandé au prêtre s'il avait encore besoin d'eux. Puis ils ont refait les cinquante mètres qui séparent l'église de la salle paroissiale, prêts à s'écrouler sur leurs lits.

Depuis qu'ils ont cessé de s'alimenter, le 1^{er} juillet, ils ne quittent plus cette pièce de 20 mètres carrés où s'étale leur vie. Sous la table, des dizaines de bouteilles d'eau minérale. Dessus, des sachets de thé, des réserves de sucre et quelques bouquets de fleurs. Des paquets de lait en poudre. Une poussette, un lit d'enfant, des cintres pendus aux poignées de fenêtre. Et ces huit matelas, placés côte à côte, à même le sol. Huit, parce que le père de Lachaux avait été très clair : « Au-delà, nous ne pourrions pas vous soutenir. » Aujourd'hui, toute la vie de la paroisse tourne autour d'eux : sept femmes et un homme, fers de lance d'un comité regroupant plus de cent familles. Cinq nationalités, pour en représenter des dizaines. Mais surtout, huit cas « significatifs » des entraves à ce « droit de vivre en famille » qu'ils ont décidé de défendre.

Gloria, Gladys et Anna Maria sont toutes trois péruviennes, toutes trois mères d'enfants français, toutes trois déjà éconduites après une première demande de régularisation. Gloria se souvient de sa précédente tentative. La carte d'identité de son fils de quatre ans à la main, elle s'était présentée avec bon espoir. « Une circulaire inchaînait les préfets à nous régu-

lariser. Alors j'y croyais. Ils m'ont demandé mes ressources. Je leur ai dit que je travaillais à gauche, à droite. Des ménages, des gardes d'enfants... Mais je ne pouvais pas leur montrer de fiches de paye. » Le refus n'a pas été long à venir. Catégorique. Avec invitation à quitter le territoire.

Pour ses deux amies, l'accusation de « détournement de la loi » fut tout aussi prompt à tomber, malgré les avis favorables donnés par la commission de séjour à leur demande de régularisation. Certes, leurs enfants étaient nés après l'entrée en vigueur des lois Pasqua. Mais, faute d'avoir été déclarés au consulat du Pérou, ils ne disposaient d'aucune nationalité. Le tribunal d'instance les avait donc jugés français. « Vous avez organisé l'apatriage de votre enfant », a estimé la préfecture de police. Aujourd'hui, Gladys et Anna-Maria sont donc « invitées à quitter la France ».

L'ACHARNEMENT DE L'ADMINISTRATION Comme Assia et Naïma. Son dernier bébé dans les bras, Naïma assure ne rien comprendre à l'« acharnement » de l'administration. D'accord, son mari a été expulsé de France, où il vivait depuis trente ans, après une « tentative de vol » payée d'une peine de prison. « Mais mes trois enfants n'y sont pour rien. Ils n'ont jamais vécu ailleurs qu'en France. L'ainé a douze ans. Vous l'imaginez en Algérie ? » Assia ne dit rien, car elle n'écoute pas. Aujourd'hui, il n'y en a que pour cette fille de six ans qu'elle tient sur ses genoux. « J'ai dû la placer car je galérais. Pas de logement, pas d'argent. Je ne pouvais même pas chercher du travail. Et le mois dernier la préfecture a refusé ma demande. Sans explication. »

Allan n'en a pas eue davantage. Du reste, elle n'en a jamais eue. A la naissance de son premier enfant, il y a sept ans, personne n'est venu lui dire qu'il avait droit à la nationalité française. Débutée du droit d'asile, accrochée à sa machine à coudre dans les ateliers clandestins, cette jeune Chinoise ne pensait qu'à travailler. Puis les lois Pasqua sont passées par là. Aujourd'hui, c'est donc comme « mère d'enfant né en France » qu'elle se bat, ne ratant jamais une manifestation, attirant derrière elle des dizaines de Chinoises.

A onze mois, le fils de Musmane n'est pas non plus français. Quant à sa femme, en France depuis vingt-deux ans, elle restera marocaine. « Elle a demandé la nationalité française, raconte-t-elle. Ils lui ont dit que tant que je résiderai en France, ils n'examineraient pas son dossier. Je ne vais quand même pas la laisser seule ici, non ? »

Des mots que Marie aurait presque pu entendre prononcés par Tahar. Lorsque, en novembre 1994, elle, la « bonne Française », épousait ce Tunisien en situation irrégulière, tous deux prévoyaient bien quelques obstacles administratifs. Mais elle ne pensait pas que la mairie les dénoncerait à la police. Quelques semaines plus tard, Tahar est frappé d'un arrêté de reconduite à la frontière. Aussi, c'est « pour le droit de vivre en famille mais aussi contre le viol des lois par l'administration elle-même » qu'elle a cessé, le 1^{er} juillet, de s'alimenter.

Derrière elle, deux femmes écoutent, le bébé de Naïma crie. « Il a faim », assure l'une d'elles. « Moi, ça va », sourit Marie.

Des « parrainages républicains » d'enfants d'étrangers sans papiers ont été célébrés

Ces avancées n'ont pas suffi à apaiser l'inquiétude des centaines de familles dont les dossiers n'ont pas encore été examinés ou l'ont été défavorablement. Et le camouflet infligé au « collège de médiateurs », qui avait tenté de négocier avec Maignon des critères précis de régularisation, n'est pas fait pour les rassurer. L'appel en faveur d'une nouvelle médiation lancé par le conseil des Eglises chrétiennes de France (Le Monde du 13 juillet) entend entretenir l'espoir d'une issue négociée. En attendant, le « collège des médiateurs » a décidé de mettre en place une permanence à partir du 14 juillet afin que les sans-papiers ne tombent pas dans l'oubli à la faveur de l'été.

Philippe Bernard et Nathaniel Herzberg

Deux tiers des places d'accueil resteront ouvertes aux sans-abri cet été

L'IMAGE de « hordes » de marginaux venus du nord de la Loire et envahissant, dès le début de l'été, les villes touristiques du sud de la France est souvent brandie par les maires concernés pour justifier leurs arrêtés contre la mendicité. Or cette image-prétexte est fautive, selon le dernier constat établi par Danielle Huéges, chargée de mission auprès de Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence. Selon elle, « le phénomène de l'errance des gens sans domicile fixe durant l'été est très exagéré : 80 % d'entre eux demeurent en fait toute l'année dans ces villes. Simplement, ils sont plus voyants parce qu'ils restent dehors, ils dérangent davantage ».

De récentes visites à Menton, Béziers et Avignon, étayées par les observations des associations de solidarité, ont conforté M^{me} Huéges dans des conclusions qu'elle avait déjà faites durant l'été 1995, et qui étaient prévisibles pour 1996 (Le Monde daté 16-17 juin). Une autre donnée confirme la forte « sédentarisation » des sans-abri pendant la période esti-

vale : dans les grandes villes, notamment à Paris, la demande d'accueil dans les centres d'hébergement reste élevée.

Alors que les errants ont pu déplorer, dans le passé, la fermeture de nombreux foyers pendant les vacances, il a été décidé, cette année, de laisser ouvertes, en juillet et en août, près de 10 000 places (sur 15 000) d'hébergement d'urgence, dont 1 300 à Paris (sur 2 000). A cette date, 1 100 lits parisiens sont effectivement occupés.

« SAMU SOCIAL A PIED » S'ils répugnent à admettre qu'ils sont confrontés pour une grande part à leur propre population d'exclus, les maires des cités touristiques n'en sont pas moins, selon Danielle Huéges, « promoteurs de solutions ». Par exemple, la municipalité (RPR) de Roquebrune-Cap Martin (Alpes-Maritimes) a sollicité elle-même la venue de l'envoyée spéciale de M. Emmanuelli. « Les arrêts anti-mendicité, estime cette dernière, sont en fait de vrais appels au se-

cours. » Les solutions résident, en particulier, dans l'instauration de centres d'accueil de jour - encore peu nombreux en province - et dans la constitution d'équipes techniques de rue, qui joueraient en quelque sorte, pour M^{me} Huéges, un rôle de « SAMU sociaux à pied ».

A Béziers, un lieu de vie va ainsi être créé. De même, en plein Festival d'Avignon, un centre d'accueil doit être aménagé, avec le concours de la SNCF, dans la gare de la Cité des papes. Pour le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, maintenir ouverts les centres d'accueil n'est pas seulement de ne pas accroître l'errance, mais encore de ne pas rompre la prise en charge. Ainsi, l'Armée du salut fait savoir qu'elle poursuit son travail habituel, et l'association RESO (soins aux plus démunis) indique que près de deux mille médecins continuent de recevoir gratuitement les plus défavorisés (numéro vert : 05-23-26-00).

M. C.

Les chiffres de la délinquance à Paris sont en baisse

AU COURS du premier semestre de 1996, les statistiques des crimes et délits constatés par la police dans Paris intra-muros ont nettement baissé (-10,52 %) par rapport à la même période de 1995, a indiqué, vendredi 12 juillet, le préfet de police de Paris, Philippe Masson. Les délits de voie publique (cambriolages, vols de voiture et dans les voitures, etc.) ont diminué de 16,4 %, les infractions économiques et financières de 6,6 %, celles relatives aux stupéfiants de 13,5 %. Les atteintes physiques aux personnes (sous la violence ou la contrainte) sont toutefois en hausse (+4 %). Dans le métro et le RER, une forte baisse a enfin été enregistrée (-19,3 %).

DÉPÊCHES **■ VIOLENCES URBAINES** : cinq jeunes gens ont été écroués et mis en examen pour « dégradations volontaires par incendie », jeudi 11 juillet, après les incidents survenus l'avant-veille à Mantes-la-Jolie (Yvelines) dans le quartier du Val-Fourré. Deux voitures avaient été brûlées et un engin incendiaire avait été lancé dans le poste de police du quartier. Ces incidents faisaient suite à la mort d'un jeune homme de la cité qui avait plongé dans la Seine, le 8 juillet, pour échapper à une poursuite des gendarmes à la suite d'un vol de scooter.

■ SPÉLÉOLOGIE : l'un des deux derniers spéléologues bloqués depuis le 7 juillet dans un gouffre du massif du Vercors (Isère) a regagné l'air libre dans la matinée, samedi 13 juillet. Ce ressortissant hongrois âgé de vingt-sept ans devait être transporté vers l'hôpital de Grenoble. Aidé par des spéléologues secouristes de la Drôme, l'homme rescapé de la violente crue souterraine qui avait tué deux personnes, le 7 juillet, était attendu en surface dans la journée de samedi.

■ PROFANATION : vingt et une croix du cimetière de la Trinité, près de Nice (Alpes-Maritimes), ont été descellées, dans la nuit du samedi 6 au dimanche 7 juillet. Une douzaine de croix ont été placées à l'intérieur de cercles réalisés à l'aide d'objets funéraires, ou plantés à l'envers dans le sol, selon une mise en scène d'inspiration satanique. Aucun vol n'a été commis, ni aucune sépulture violée. La gendarmerie de Nice a été chargée de l'enquête.

Le parcours initiatique du volontaire au service militaire long

LES APPELÉS du contingent qui se portent volontaires pour effectuer un service long (VSL) ne cherchent pas seulement à parfaire une formation professionnelle ou à retarder une entrée difficile dans la vie civile. Pour nombre d'entre eux, prolonger son service militaire de quatre à douze mois apparaît aussi comme un parcours initiatique nécessaire pour s'imposer dans son groupe familial. Une conclusion à laquelle est parvenue Anne-Marie Devreux, chercheur à l'Institut de recherche sur les sociétés contemporaines (Iresco), après avoir mené de longs entretiens auprès de quarante-quatre appelés incorporés dans cinq casernes de l'Est et du Centre.

« Au-delà des raisons immédiates invoquées - voir du pays, passer gratuitement le permis poids lourd, faire une période d'essai avant d'envisager un contrat d'engagement -, les motivations profondes de ces jeunes doivent être recherchées dans leur histoire personnelle », souligne la sociologue. Ces appelés, qui, souvent, appartiennent à des milieux modestes et connaissent des difficultés d'insertion professionnelle, affichent une « perception très négative de tout ce qui ressemble de près ou de loin à l'instruction, à laquelle s'oppose un point de vue très positif sur ce que représente l'activité militaire ».

Là, pourtant, n'est pas l'essen-

tiel. « Les VSL sont beaucoup plus souvent que les autres issus de familles nombreuses de quatre enfants et plus, dans lesquelles ont trouvé très fréquemment un père ou des frères militaires. » « Derrière les motivations premières, ajoute-t-elle, se cache souvent un positionnement incertain dans la famille d'origine. Face à un frère héritier évident du rôle masculin, face à un père pour qui l'armée représente la virilité ou à une famille de femmes qui attend qu'il soit son représentant mâle dans la société, le jeune homme se trouve en quelque sorte en situation de devoir confirmer son appartenance au groupe social des hommes. »

Spécialiste des rapports sociaux entre les sexes, M^{me} Devreux s'est

aussi intéressée aux travaux domestiques, les « travaux d'intérêt général » (TIG). « De la notion de service rendu à la collectivité s'opère un glissement vers l'idée d'un asservissement non pas tant aux besoins du groupe qu'à l'ordre hiérarchique. » « L'apprentissage du travail domestique à l'armée, insiste-t-elle, a pour arrière-plan la division sexuelle du travail expérimentée dans le cadre familial. » « Institution masculine, l'armée apparaît comme un vecteur de transmission et d'apprentissage de l'ordre hiérarchique entre le féminin et le masculin. » A vrai dire, on s'en doutait un peu...

Jean-Michel Normand

ETUDIANTS TROUVEZ VOTRE STAGE 3615 LEMONDE	SPORTS RÉSULTATS, RECORDS et PALMARÈS 3615 LE MONDE
--	---

REPORTAGE



GENS DE MER

vit même offrir un jour le cadeau d'un héjortage du « Clem » sur son île. Jean-Pierre, le lamerneux qui n'avait qu'une envie, quitter le quai, larguer les amarres, profiter de la moindre aubaine pour embarquer sur un remorqueur. Et puis François surtout, qui confesse pourtant d'avoir « jamais eu de bol ». Deux navires coulés, sept moteurs cassés, les économies émietées. Non, « le pognon rentrait par la fenêtre et ressortait par la porte. Ma croûte, c'est en dormant moins que les autres que j'ai pu la gagner. Mais j'en ai eu du plaisir ! Plein de plaisirs. »

ALONS ! Il y eut des revers, il y a donc eu des peurs, des angoisses, des périls, de vraies trouilles ? Oui, il s'en souvient. De bien fameuses. « Mais, tout compte fait, ce n'est pas si triste de mourir naïf. On ne doit pas souffrir. Deux tasses, c'est l'asphyxie. Fini, on n'en parle plus. La mer l'a pris ».

Est-ce parce qu'il s'inquiétait qu'on charrie trop de souvenirs ? Est-ce parce qu'il craignait qu'on juge l'île nostalgique et somme toute un peu triste, malgré les dénégations des convives enthousiastes ? Pierre, un instant, nous faussa compagnie et revint avec l'accordéon - et l'accordéoniste - de l'autre côté de la rue. Il nous restait du vin, du far et, en réserve, cent chansons. En français, en breton. Des chansons à virer, à hisser, et à boire. Des berceuses et des hymnes, *Loguivy, Marins de Groix*... Et puis celle-ci : que Joséphine,

Pierre, Jean-Pierre – qui font partie de la chorale de Seim –, François, ont entonné gravement :

*La mer, toujours la mer,
à quelque chose à dire,
Musique et poésie,
amour et liberté.*

*Les mots que nous chantons
vogueront, beaux navires,
A travers les saisons,
toute une éternité.*

C'était un soir à Pile de Seim. Au ras des flots.

Arnick Cojean
Photographie : Jean Mourot

PROCHAIN ARTICLE :
Le bonheur foudroyé
d'une sentinelle de l'océan

C'ÉTAIT un soir, à l'île de Sein. Un soir de grande marée, et de ténébreuses précoces. Un soir d'été plombé. Un soir de manigances. La mer avait tiré sur l'île le grand rideau de brouille. Si l'on prenait cette nuit-là la fantaisie d'agir, elle n'aurait pas de témoin. Dans une ruelle au quartier de Roch'ne, derrière le quai des Français-Libres, la porte de Pierre Salin était comme toujours entrouverte et laissait échapper des rires de chenevaux.

C'était soir de ripaille, c'était soir de fête, entre copains, entre marins, entre Sénams. Et autour d'une table couverte d'un paréo turquise, revenait d'un séjour à Tahiti pour le compte de la Royale, des Sénams gourmets et bons vivants dégustaient avec fougue un formidable ragout de comoran. « Rameux ! Rameux Pierre, vraiment ! » Pierre faisait le modeste. « Un peu trop cuit je crois, c'est du réchauffé ! » Mais tous se se récrier : « Puisque on te dit que c'est parfait ! »

La chair était couleur charbon, on hésitait à croire. Mais ces petits os et ce fin cartilage... l'évidence s'imposait : le chef nous avait préparé ce « poulet-chocolat » dont parlent les liens avec un air gourmand et des regards complices, avertis de l'amende élevée sanctionnant les chasseurs de comorons. Ce n'était pas, bien sûr, le cas de Pierre. Son comorone, jurait-il, n'était truffé d'aucun plomb ! « Un suicide, peut-être, ou bien un accident » Le

voltaire, dont on mangeait.

François Follet, le pêcheur, concéda quelques courtes pendaisons (oues, gamus, ou malheureux animal. « On l'empaillait en partie, on déplaçait ses ailes retenues par un morceau de bois, et on le posait sur un tréchet afin qu'il serve d'éclaireur pour les commorants de la pointe du Raz qui se venaient pêcher à Seih. "Tiens, un copain", se disaient-ils en s'approchant. Et hop ! on les gaillait chacun à notre tour... » Il fut un temps, dans l'île, où le moindre volatile venait de l'océan constituant un appoint précieux pour les familles de pêcheurs confrontées à la pénurie de poissons. Cela n'empêchait pas les enfants de s'en faire des amis. Par-

pois Follic se souvient encore de « son » commoran, qui, le soir, traversait le café familial pour aller dormir dans le jardin. Joséphine Spinec avait aussi « sa » morotte... La mer était leur terrain de jeu. Là mer, chaque jour, remplit leur horizon.

« Je t'ai vu venir pour ça ! », dit Follie. La mer, la mer, la mer. Je ne voyais que ça ! C'était un bout. C'était une jote. Tout gamin fin rebais, je passais mes journées à l'eau, à plonger dans les vagues, à piquer des canots, à manier la godaile. Sur la digue, avec mon frère jumeau, nous pouissions en courant la poussette de ma petite sœur en essayant de passer sous les rouleaux. Elle hurlait : s'il qu'elle adorait ça ! Et quand on m'a emprisonné à la pension de Pont-Croix pour faire des études, je m'étais mis à courir à Audierne, juste quelques minutes, juste pour voir la mer. C'était un truc vital. C'est comme une partie de moi, comme si je venais de là. » La mer, ici, est s'honni maternelle.

FOLLIC s'est arrêté, presque étonné d'avoir parlé autant, mais soucieux de savoir si on l'a bien compris. C'est le plus grand sujet de sa vie. Alors, il est à vif. D'ailleurs, il dit « vital » et il ajoute avec conviction : *« Pécheur était une vocation. Je serais resté à terre, j'au-*

Il a croisé les bras au-dessus d'un venton aujourd'hui imposant, les yeux, sous une broussaille de sommets roux, perdus dans l'infini. Et tous hochent la tête en silence. Jean-Pierre Bloch, son copain de toujours, qui dut suivre sa famille à Brest, ne s'y est jamais plu, fit dix ans de « marchandage » - « ma mère ne voulait pas la pêche » - avant d'être l'amanieur au port de commerce et de rêver d'un retour définitif à Sein. « On était plusieurs à s'être donné rendez-vous en retribue. A savoir qu'à Sein on retrouverait nos repères, nos plaisirs, nos sensations de

Josephine Spinec, la compagne de leurs jeux, qui se confectionnait des spartiates romaines en lançant des aigues autour de ses mollets et participait, sur la plage du port, aux combats fratricides entre nordistes et sudistes de l'île, a quitté Quimper pour les rejoindre à son tour. Le désir de Sein, dit-elle, est autre chose

qu'un retour au bercail. « Il y a ici, plus que sur n'importe quelle côte, plus que dans d'autres îles, une intimité avec la mer qui fortifie et qui élève, qui réunit, qui donne un sens. » De la vie qui coule et de la mort qui

Où, Sein, disent-ils, est unique. Et les Sénans sont tous gens de la mer, de la race des goëlands, des dauphins, des sirènes. La filiation est criante. Car Sein est un miracle : radeau, berceau, confetti posé sur l'océan, à la merci des humeurs et coïres des flots qui, s'ils le voulaient, n'en feraient qu'une bouclée. « Une aberration, vous dis-je. Une magnifique aberration. » Trois raz de marée, dit-on, faillirent la submerger. Les Sénans en rigolent.

« L'Ile est indestructible ! », affirme Josephine. Pourquoi la mer lèche l'Ile de partout — parfois avec un allang inquiétant — cherche-t-elle à l'engloutir ? Elle est fière de la mer ! Elle est plus mœlle que terre... Il suffit de vivre ici un hiver pour comprendre, dit François Follic. Qu'est-ce qu'on se prend à ? Des vagues gigantesques assaillent les façades de front de mer, obligeant les flâneurs à fermer leurs citermes sous peine de boîre de l'eau sauté. Les goudilliers recueillent des galets et des godmons, des torrents épilépiques dévalent sur le quai. La mer danse, se creuse et se bousmouille, avance, repousse, attaque, tandis que

ses embruns voltigent dans toute l'île, donnant à la pierre, aux végétaux, aux hommes, un goût et un parfum salés. La mer est en furie. Mais c'est la faute du vent.

Pierre ressort du vin et des pommes de terre. « Allons, mes mignons ! Il faut finir le cormoran ! » Personne ne se fait prier. De l'autre côté de la rue, large d'un bon mètre – le passage d'un tonneau –, chante un accordéon. « Chaque année, dit Jean-Pierre, la mer nous grignote un bout de terre. Mûne de rien, elle façonne la structure de l'île. La dune devient la plage, le gravier est char-

— Ah ! Si tu t'absentes de Sein deux ans, tu sens tout de suite la morsure de la mer !

— Il faudrait mettre des pieux à l'endroit où nous jouions, enfants ! A marée haute, ils seraient couverts d'eau.

— La mer avance et les liens vieillissent. Mille habitants il y a cinquante ans, cent cinquante aujourd'hui... un jour, il n'y aura plus d'habitants. Le sera aux mains des Parisiens et des Quimpérois. De la mer, ils ne sauront plus rien. »

ILS ne sauront pas ces histoires de tempêtes, de naufrages, de sauvetages, de trésors qu'on se raconte chez Pierre, le cheveu lisse et ras puisque la coiffense d'Audierne est passée ce jour-là. Ces his-

toires de pêches stupéfiantes dont se souvient François — « tant de crevettes une année qu'on en donnait aux poules ! », ces souvenirs de mariage, non, de menus de mariage — « du homard, du turbot et une lessiveuse de polourdes ! », les expéditions-langoustes à Ouessant, à Saint-Malo, en Angleterre, au Portugal, la chasse à la coquille, l'hiver, à Saint-Quay-Portrieux. Et puis la pêche au bar, avec six, puis vingt-deux hameçons, en face, autour du phare de la Vieille, « du coucher au lever du soleil », au milieu du raz de Sein. « C'était souvent risqué, mais les bars adorent le courant ».

La mère de François était « terrienne », de Poncrot, elle ignorait la force d'un appel de la mer. Elle s'est même réjouie, l'imprudente, en apprenant que François, des ses premières marées, était malade en bateau. « Malade ? Comme un chien ! A dégueuler de la bile, à trembler sur mes jambes. On aurait pu me jouter à l'eau. » En voilà un, pensait-elle, qui ne prendrait pas la mer, échapperait aux dangers et puis à la misère.

« Ah ! ma pauvre Anna, dit Follicle tendrement, tu n'as pas été dégue du

Ce qu'ils ont été heureux en mer ! Pierre, dans la Royale, qui finit sa carrière à bord du Clemenceau et se

répressive du gouvernement.
des étrangers en situation irrégulière

[illegible]

Des « perrains
républicains »
et enfants d'étrangers
sans papiers
ont été rélé-

Les chiffres de la délinquance à Paris sont en baisse

[illegible]

STUDIANTE

3615 LINGGONG 3615E

1981 29 juillet Lady Diana Spencer et le prince Charles se marient à la cathédrale Saint-Paul de Londres



Le mariage entre Charles et Diana s'est embourbé dans de longues tractations juridiques et financières consacrant une rupture médiatisée à outrance et dont l'institution monarchique ne sort pas grandie

La fin d'un rêve princier

famille et que l'amoralisme ambiant n'aurait pas pollué a fait long feu. Cette ravissante oiselle au cœur de midinette, initiée au monde à travers les romans à l'eau de rose de sa parente Barbara Cartland, est devenue tigre. Piquée au vif par l'infidélité de son prince charmant, elle lui a rendu la pareille avec autant d'énergie qu'elle en met dans l'aérobic. Instable, anorexique, bombardant certains de ses amis de coups de fil nocturnes, obsédée par elle-même, ambitionnant de devenir une ambassadrice internationale des cœurs et de toutes les souffrances de ce monde, Diana s'est, entre autres, entichée d'un officier de cavalerie qui, après s'être fait offrir ses cravates, l'a quittée pour écrire ses Mémoires, *Princess in Love*. *Kiss and tell*, déjà. Puis, elle a tourné ses regards vers le capitaine de l'équipe anglaise de rugby, Will Carling. Ce qui ne l'a pas empêchée de rester en relation avec des tabloïds, inévitables du monde.

Charles, lui, est d'un autre monde. Gentleman à l'ancienne mode, grand chasseur et joueur de polo, élevé pour son métier de futur roi sous la tutelle d'un père dont il a abhorré la dureté, négligé par sa mère au profit de ses fonctions officielles, il promène un regard ennuyé sur le monde qui l'entoure. Ce qui ne l'empêche pas d'avoir ses idées sur la société ou la religion. Il souhaite devenir le représentant de toutes les confessions et non plus seulement du culte anglican - ni de patronner la fondation qui porte son nom et qui fait un travail exceptionnel pour l'insertion des jeunes. Il ne dissimule pas ses vives controverses sur l'architecture et l'urbanisme. Il avait en vain tenté d'intéresser M^{me} Thatcher aux

problèmes des banlieues. A ses heures perdues, il s'est aussi livré à des confidences téléphoniques scabreuses à Camilla. Évidemment interceptées par des journalistes et publiées in extenso.

Deux visions du monde, deux générations, deux modèles de société opposent Charles et Diana. Compassée, introvertie, confiante dans ses traditions et un rituel empoussiéré - mais qui fascine les touristes -, la monarchie peine à s'ajuster à un monde qui change. Diana l'a plongée brutalement dans ce monde médiatique que la famille royale tentait d'attirer dans son camp avec des méthodes d'avant-guerre. Elle aura réussi au-delà de ses espérances. Peut-être même, en ruinant Charles, aura-t-elle contribué à faire plonger l'institution dans le réel. Mais peut-être aussi, selon David Starkey, de la London School of Economics, la cupidité de la princesse nuira-t-elle à sa popularité, ce dont ne peuvent que bénéficier les « Royals ».

« La monarchie bourgeoise issue des années 20 a bel et bien sombré dans le pire des gâchis »

épouse ? Même si, constitutionnellement, rien ne l'empêche de se remarier - sauf avec une catholique -, il risque de se heurter à une opinion publique qui ne lui a toujours pas pardonné la confession télévisée de son infidélité. Alors qu'elle en avait moins voulu à Diana d'étaler ses sentiments éplorés sur la BBC et d'affirmer que Charles n'était pas fait pour être roi, ouvrant ainsi la voie à son fils William... Gageons toutefois que Charles n'a pas plus envie de céder son tour qu'Elizabeth II d'abdiquer en faveur du prince de Galles.

Patrice de Beer

Un nouvel objet vient de débarquer sur le marché britannique : un mug, une tasse à thé, commémorant le divorce à venir du prince héritier d'Angleterre et de « Lady Di ». La princesse de Galles. A l'inverse de toute la bimbeloterie mise en vente à l'occasion de leur mariage, le 29 juillet 1981, et que s'arrachent les collectionneurs de bonheurs royaux, Charles et Diana se tournent le dos, à côté de bannières inclinées vers le bas en signe de deuil.

L'heureux créateur de ce gadget devrait voir ses ventes s'envoler avec l'annonce officielle par Buckingham Palace, vendredi 12 juillet à 15 h 30, que l'expéditive procédure de divorce était entamée. Un premier décret, qui reconnaît l'irréversibilité de la séparation, devrait être pris par les juges dès lundi matin et le « décret absolu » officialisant le divorce, fin août. « Lady Di » restera membre de la famille royale, avec le titre de « Diana, princesse de Galles » et, selon le porte-parole de la cour, « il sera parfaitement acceptable de l'appeler Ma'am ». A l'issue de négociations qualifiées d'« amicales », Charles et la reine Elizabeth ont accepté la plupart des conditions posées par l'incontrôlable princesse. En particulier, un solde de tout compte d'une quinzaine de millions de livres (120 millions de francs) et, au bas mot, un demi-million de livres de revenus et de frais par an.

« Le » divorce aura fait couler autant d'encre que de larmes. Pain béni pour les journalistes, ce feuilleton médiatique a rebondissements multiples, ce conte de fées tourné en bluette et s'achevant en drame pour presse du cœur, a rapporté énormément d'argent. Ce soap opera dynastique, à faire pâlir les scénaristes de Hollywood, s'il a fait rêver dans les cottages et dans les longues banlieues tristes des villes anglaises, s'il a permis d'oublier dans les ors des bals la dure réalité quotidienne de la pauvreté, du chômage, de la violence et de la désespérance, n'aura pas eu de happy end. Ceux qui y cherchaient un dérivatif, l'ont bien vu : on trouve au cinéma ou devant une pinte de bière, ne peuvent qu'être déçus de voir le rideau se baisser sur le plus beau des romans-photos.

SANS doute, certains Anglais en voudront-ils aux « Royals » de les avoir ainsi laissés tomber, de n'avoir pas joué jusqu'à leur dernier souffle le rôle que l'on attendait d'eux, d'avoir préféré leurs intérêts mesquins à un script qui faisait se pâmer le public, de n'être plus des acteurs mais des êtres humains. Même dans cette bonne vieille Angleterre où des pasteurs anglicans offrent à leurs ouailles des cérémonies de divorce pour clore devant l'autel un sacrement qui y avait pris naissance, où le sens de la famille en a pris un bon coup, où les futurs divorcés rejoindront les quelque 30 % de familles éclatées, les larmes de tristesse et de déception vont pleuvoir dru pour l'ex-couple princier ; surtout pour Diana, plus populaire que tous les autres « Royals » réunis.

Ces derniers mois, on a vu apparaître deux figures à l'arrière-plan de cette lutte au couteau d'amoureux déçus qui ont utilisé journalistes, courtisans et courtisanes.

1982 21 juin Naissance du premier fils, le Prince William

Journalistes, confidences distillées comme des poisons florentins et rumeurs assassines. Elles tiraient les ficelles du scénario juridique derrière la volonté de Charles de tirer le plus rapidement possible un trait sur un mariage raté, qu'il avait accepté avec la soumission d'un fils trop bien élevé, alors qu'il en aimait une autre, et la détermination de Diana de se venger en ruinant son ex-mari. Ce sont les avocats des deux parties, ceux que le futur Charles III et celle qui se voit devenir « reine des cœurs » se sont choisis pour mener la « guerre des Galles » à son terme. La presse a donné leurs noms, disséqué leurs origines sociales et leurs méthodes d'une redoutable efficacité.

En contrepoint de cette guerre entre Charles et Diana, il y a donc eu celle qui a opposé Fiona Shackleton à Anthony Julius, tous deux âgés de trente-neuf ans, les dents longues et une solide réputation d'efficacité. Élegante blonde, M^{me} Shackleton, du cabinet Farrer & Co - les avocats de la reine -, est l'auteur d'un manuel sur le divorce, *The Divorce Handbook*, évoluant avec aisance dans le petit monde des beaux quartiers, elle représente les intérêts du prince héritier. « Une salle de tribunal, a-t-elle écrit dans ce livre qui consacre un chapitre aux « choix des très riches », est un droit barbare pour ramasser la carcasse d'un mariage raté. C'est aussi un processus coûteux et lent. » Spécialiste des grosses fortunes, elle sait de quoi elle parle, puisque ses émoluments se comptent en millions de francs et que les frais du divorce princier atteindraient le demi-million de livres.

M^{me} Julius, du cabinet de Lord Mishcon de Reya, un pair qui a le cœur à gauche, est de la même trempe, mais sort d'un autre monde. L'air d'un séducteur derrière ses lunettes d'intellectuel, auteur d'un ouvrage qui tente de démontrer que le poète T. S. Eliot aurait fait preuve d'antisémitisme, il mettrait plutôt des gants de boxe que de soie pour traiter avec la famille royale ; travailleur, on lui prête des sentiments républicains, même s'il a mis ses talents au service de la locataire de Kensington Palace. Pugnace, retors, arrogant, traité de « diable du barreau » par le *Sunday Times*, il a tracé la stratégie de Diana, dilatoire et théâtrale. Il n'a eu aucun complexe à croiser le fer avec l'institution monarchique pour défendre les intérêts de sa cliente.

Car, depuis l'oukase royal enjoignant aux deux époux - séparés depuis 1992 - de mettre un terme à leur dispute, plus de six mois ont passé, pendant lesquels la jeune femme, qui vient d'avoir trente-cinq ans, a peaufiné sa stratégie. Il est évident que, ne pouvant briser sa longue liaison avec Camilla Parker Bowles - contre laquelle elle éprouve une haine obsessionnelle, allant jusqu'à collectionner ses photos -, Diana a décidé de frapper Charles au portefeuille. D'où ses exigences démesurées, estimées, à l'origine, par la presse entre 15 et 30 millions de livres, alors que les revenus du duché de Cornwallais

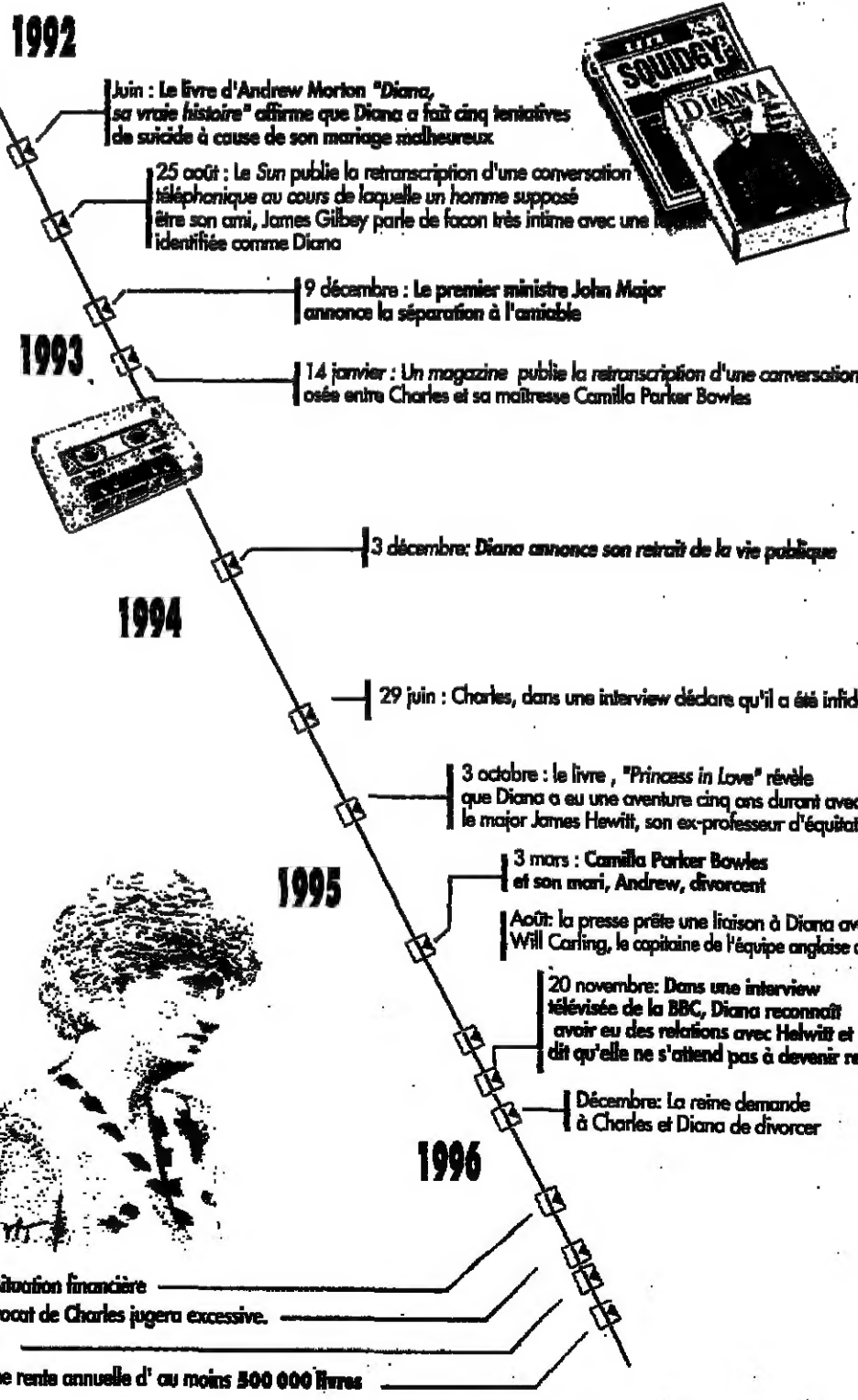
1984 15 septembre Naissance du second fils, le Prince Harry

rapportent au prince moins de 5 millions par an ; une fois impôts et salaires payés, Charles ne dispose plus que d'un million et demi.

Survivance de l'époque féodale, cet apanage de 175 000 hectares du prince de Galles est inaliénable ; ainsi en avait décidé Édouard III au XIV^e siècle. Pour satisfaire aux exigences de Diana, Charles devra faire le tour des banques et aura besoin de la garantie de sa mère. A moins que cette dernière, dans un accès de générosité dont elle est peu coutumière, ne lui donne tout ou partie des millions qui seront versés à sa gourmande épouse. Sinon, ses revenus seront engloutis pendant des lustres ou jusqu'à ce qu'il monte lui-même sur le trône.

Le dernier épisode de la saga des Windsor s'est donc achevé sur une affaire de titre et de zéros sur un chèque d'adieu. Certes, il n'était pas question de priver Lady Di de ses toilettes, de son club de sports, de ses frais de coiffure, de massage et autres. D'autant qu'elle reste la mère de l'héritier du trône après Charles, le prince William, quatorze ans, comme du prince Harry, onze ans, dont les deux parents superviseront ensemble l'éducation. Ultime codicille au divorce, ils devraient s'engager à conserver le silence sur leurs aventures passées. Pour éviter ce que les Britanniques appellent, dans leur langage imagé, tout risque de « kiss and tell » (embrasser puis raconter).

L'idée de la reine et du prince Philip de faire épouser par leur fils une oie blanche issue d'une vieille



DISPARITIONS

■ **LOUIS LUC**, maire communiste de Choisy-le-Roi (Val-de-Marne) depuis 1979, est mort, vendredi 12 juillet, d'une crise cardiaque, à l'âge de soixante-huit ans. Né le 22 juillet 1927 à Saint-Bonnet-L'Enfantier (Corrèze), Louis Luc avait adhéré au Parti communiste français en décembre 1943. Il participa à la Résistance. Journaliste aux quotidiens *Ce soir*, puis à *L'Humanité*, il était entré dans le cabinet de Maurice Thorez, vice-président du conseil, en 1947, avant de retrouver ses activités de journaliste parlementaire. élu maire de Choisy en octobre 1979, en remplacement du maire et député communiste Fernand Dupuy, Louis Luc avait été réélu en mars 1983, en juin 1989, et en juin 1995, au second tour, lors d'une triangulaire avec le Front national, avec 49,1 % des voix. Proche des communistes refondateurs, Louis Luc était l'époux d'Hélène Luc, vice-présidente du conseil général du Val-de-Marne et présidente du groupe communiste républicain au conseil.

■ **GOTTFRIED VON EINEM**, compositeur autrichien, est mort vendredi 12 juillet, à Vienne, à l'âge de 82 ans, le ministre autrichien de l'Intérieur Caspar Einem. Il était âgé de soixante-dix-huit ans. Né le 24 janvier 1918 à Berne (Suisse), où son père était attaché militaire, Gottfried von Einem avait passé son enfance en Allemagne et fait ses études à Berlin avec le compositeur allemand Paul Hindemith, puis avec Boris Blacher. Nommé administrateur du Festival de Salzbourg en 1946, il y restera jusqu'en 1966; en 1963, il avait été nommé professeur de composition à l'Académie de Vienne. Gottfried von Einem est devenu célèbre en 1947, lors de la première de son opéra *La Mort de Danton*, au Festival de Salzbourg, mais son ballet *Princesse Turandot* l'avait déjà fait remarquer quelques années plus tôt. Son œuvre comprend notamment sept opéras, cinq ballets, quatre symphonies et se caractérise par sa force dramatique.

■ **KAZUKO YASUKAWA**, pianiste japonaise, est morte, vendredi 12 juillet, des suites d'une faiblesse cardiaque. Elle était âgée de soixante-quatre ans. Kazuko Yasukawa avait passé une bonne partie de sa jeunesse en France, où elle avait étudié la musique. Elle y avait remporté plusieurs concours de piano avant la guerre et fut la pre-

mière japonaise à obtenir le premier prix du Conservatoire de Paris. Revenue au Japon, elle œuvra pour la connaissance de la musique française - en particulier Debussy, Fauré, Ravel et Chopin, qu'elle avait étudiés avec Viado Perlemuter -, à une époque où la musique allemande était largement prédominante dans l'archipel nippon. Grande personnalité de la vie musicale japonaise, parallèlement à sa carrière d'interprète, Kazuko Yasukawa était un professeur très recherché et organisait des concerts et des festivals où elle conviait de nombreux musiciens français; dans le même temps elle envoyait de nombreux jeunes pianistes étudier en France. On peut même affirmer qu'elle est à l'origine de l'extraordinaire attraction exercée par l'enseignement français de la musique au Japon depuis les années 60. Elle avait reçu la Légion d'honneur en 1967.

NOMINATIONS

DIPLOMATIE

Patrick Christmann, ambassadeur en Macédoine, est nommé ambassadeur en Albanie, en remplacement de Louis Dominici. (Né le 14 avril 1947 à Rouen (Seine-et-Marne), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'Ecole nationale des langues orientales, ainsi que de l'Institut d'études hispaniques et de la Chambre de commerce britannique, Patrick Christmann fut admis au concours pour le recrutement de secrétaires des affaires étrangères en décembre 1972. Il a été en poste à Stockholm, à l'administration centrale, à Ankara, Islamabad, Helsinki et Tokyo. Revenu au quai d'Orsay en 1983 comme chargé de mission auprès du secrétaire général (1983-1990), il fut nommé premier conseiller à Athènes avant d'être successivement délégué général de France (mars 1993), puis chargé d'affaires (janvier 1994) à Skopje (Macédoine), et ambassadeur en Macédoine.)

Michel Legras, représentant permanent adjoint de la France auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques, est nommé ambassadeur en Arménie, en remplacement de Marie-France de Harting.

(Né le 14 mars 1946, diplômé de l'Institut national des langues et civilisations orientales, à occupé des postes à Pékin, Budapest, Hongkong, Moscou et Sydney. Il était représentant permanent adjoint de la France auprès de l'OCDE depuis octobre 1994.)

ADMISSIONS AUX GRANDES ECOLES

Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales (Essec)

Laure Allouy (25/29), Alice Altamirano (26/29), Nathalie Arnoult (31/29), Cécile Arragon (26/29), Frédéric Auzan (24/29), Frédéric Auzan (25/29), Frédéric Auzan (26/29), Frédéric Auzan (27/29), Frédéric Auzan (28/29), Frédéric Auzan (29/29), Frédéric Auzan (30/29), Frédéric Auzan (31/29), Frédéric Auzan (32/29), Frédéric Auzan (33/29), Frédéric Auzan (34/29), Frédéric Auzan (35/29), Frédéric Auzan (36/29), Frédéric Auzan (37/29), Frédéric Auzan (38/29), Frédéric Auzan (39/29), Frédéric Auzan (40/29), Frédéric Auzan (41/29), Frédéric Auzan (42/29), Frédéric Auzan (43/29), Frédéric Auzan (44/29), Frédéric Auzan (45/29), Frédéric Auzan (46/29), Frédéric Auzan (47/29), Frédéric Auzan (48/29), Frédéric Auzan (49/29), Frédéric Auzan (50/29), Frédéric Auzan (51/29), Frédéric Auzan (52/29), Frédéric Auzan (53/29), Frédéric Auzan (54/29), Frédéric Auzan (55/29), Frédéric Auzan (56/29), Frédéric Auzan (57/29), Frédéric Auzan (58/29), Frédéric Auzan (59/29), Frédéric Auzan (60/29), Frédéric Auzan (61/29), Frédéric Auzan (62/29), Frédéric Auzan (63/29), Frédéric Auzan (64/29), Frédéric Auzan (65/29), Frédéric Auzan (66/29), Frédéric Auzan (67/29), Frédéric Auzan (68/29), Frédéric Auzan (69/29), Frédéric Auzan (70/29), Frédéric Auzan (71/29), Frédéric Auzan (72/29), Frédéric Auzan (73/29), Frédéric Auzan (74/29), Frédéric Auzan (75/29), Frédéric Auzan (76/29), Frédéric Auzan (77/29), Frédéric Auzan (78/29), Frédéric Auzan (79/29), Frédéric Auzan (80/29), Frédéric Auzan (81/29), Frédéric Auzan (82/29), Frédéric Auzan (83/29), Frédéric Auzan (84/29), Frédéric Auzan (85/29), Frédéric Auzan (86/29), Frédéric Auzan (87/29), Frédéric Auzan (88/29), Frédéric Auzan (89/29), Frédéric Auzan (90/29), Frédéric Auzan (91/29), Frédéric Auzan (92/29), Frédéric Auzan (93/29), Frédéric Auzan (94/29), Frédéric Auzan (95/29), Frédéric Auzan (96/29), Frédéric Auzan (97/29), Frédéric Auzan (98/29), Frédéric Auzan (99/29), Frédéric Auzan (100/29), Frédéric Auzan (101/29), Frédéric Auzan (102/29), Frédéric Auzan (103/29), Frédéric Auzan (104/29), Frédéric Auzan (105/29), Frédéric Auzan (106/29), Frédéric Auzan (107/29), Frédéric Auzan (108/29), Frédéric Auzan (109/29), Frédéric Auzan (110/29), Frédéric Auzan (111/29), Frédéric Auzan (112/29), Frédéric Auzan (113/29), Frédéric Auzan (114/29), Frédéric Auzan (115/29), Frédéric Auzan (116/29), Frédéric Auzan (117/29), Frédéric Auzan (118/29), Frédéric Auzan (119/29), Frédéric Auzan (120/29), Frédéric Auzan (121/29), Frédéric Auzan (122/29), Frédéric Auzan (123/29), Frédéric Auzan (124/29), Frédéric Auzan (125/29), Frédéric Auzan (126/29), Frédéric Auzan (127/29), Frédéric Auzan (128/29), Frédéric Auzan (129/29), Frédéric Auzan (130/29), Frédéric Auzan (131/29), Frédéric Auzan (132/29), Frédéric Auzan (133/29), Frédéric Auzan (134/29), Frédéric Auzan (135/29), Frédéric Auzan (136/29), Frédéric Auzan (137/29), Frédéric Auzan (138/29), Frédéric Auzan (139/29), Frédéric Auzan (140/29), Frédéric Auzan (141/29), Frédéric Auzan (142/29), Frédéric Auzan (143/29), Frédéric Auzan (144/29), Frédéric Auzan (145/29), Frédéric Auzan (146/29), Frédéric Auzan (147/29), Frédéric Auzan (148/29), Frédéric Auzan (149/29), Frédéric Auzan (150/29), Frédéric Auzan (151/29), Frédéric Auzan (152/29), Frédéric Auzan (153/29), Frédéric Auzan (154/29), Frédéric Auzan (155/29), Frédéric Auzan (156/29), Frédéric Auzan (157/29), Frédéric Auzan (158/29), Frédéric Auzan (159/29), Frédéric Auzan (160/29), Frédéric Auzan (161/29), Frédéric Auzan (162/29), Frédéric Auzan (163/29), Frédéric Auzan (164/29), Frédéric Auzan (165/29), Frédéric Auzan (166/29), Frédéric Auzan (167/29), Frédéric Auzan (168/29), Frédéric Auzan (169/29), Frédéric Auzan (170/29), Frédéric Auzan (171/29), Frédéric Auzan (172/29), Frédéric Auzan (173/29), Frédéric Auzan (174/29), Frédéric Auzan (175/29), Frédéric Auzan (176/29), Frédéric Auzan (177/29), Frédéric Auzan (178/29), Frédéric Auzan (179/29), Frédéric Auzan (180/29), Frédéric Auzan (181/29), Frédéric Auzan (182/29), Frédéric Auzan (183/29), Frédéric Auzan (184/29), Frédéric Auzan (185/29), Frédéric Auzan (186/29), Frédéric Auzan (187/29), Frédéric Auzan (188/29), Frédéric Auzan (189/29), Frédéric Auzan (190/29), Frédéric Auzan (191/29), Frédéric Auzan (192/29), Frédéric Auzan (193/29), Frédéric Auzan (194/29), Frédéric Auzan (195/29), Frédéric Auzan (196/29), Frédéric Auzan (197/29), Frédéric Auzan (198/29), Frédéric Auzan (199/29), Frédéric Auzan (200/29), Frédéric Auzan (201/29), Frédéric Auzan (202/29), Frédéric Auzan (203/29), Frédéric Auzan (204/29), Frédéric Auzan (205/29), Frédéric Auzan (206/29), Frédéric Auzan (207/29), Frédéric Auzan (208/29), Frédéric Auzan (209/29), Frédéric Auzan (210/29), Frédéric Auzan (211/29), Frédéric Auzan (212/29), Frédéric Auzan (213/29), Frédéric Auzan (214/29), Frédéric Auzan (215/29), Frédéric Auzan (216/29), Frédéric Auzan (217/29), Frédéric Auzan (218/29), Frédéric Auzan (219/29), Frédéric Auzan (220/29), Frédéric Auzan (221/29), Frédéric Auzan (222/29), Frédéric Auzan (223/29), Frédéric Auzan (224/29), Frédéric Auzan (225/29), Frédéric Auzan (226/29), Frédéric Auzan (227/29), Frédéric Auzan (228/29), Frédéric Auzan (229/29), Frédéric Auzan (230/29), Frédéric Auzan (231/29), Frédéric Auzan (232/29), Frédéric Auzan (233/29), Frédéric Auzan (234/29), Frédéric Auzan (235/29), Frédéric Auzan (236/29), Frédéric Auzan (237/29), Frédéric Auzan (238/29), Frédéric Auzan (239/29), Frédéric Auzan (240/29), Frédéric Auzan (241/29), Frédéric Auzan (242/29), Frédéric Auzan (243/29), Frédéric Auzan (244/29), Frédéric Auzan (245/29), Frédéric Auzan (246/29), Frédéric Auzan (247/29), Frédéric Auzan (248/29), Frédéric Auzan (249/29), Frédéric Auzan (250/29), Frédéric Auzan (251/29), Frédéric Auzan (252/29), Frédéric Auzan (253/29), Frédéric Auzan (254/29), Frédéric Auzan (255/29), Frédéric Auzan (256/29), Frédéric Auzan (257/29), Frédéric Auzan (258/29), Frédéric Auzan (259/29), Frédéric Auzan (260/29), Frédéric Auzan (261/29), Frédéric Auzan (262/29), Frédéric Auzan (263/29), Frédéric Auzan (264/29), Frédéric Auzan (265/29), Frédéric Auzan (266/29), Frédéric Auzan (267/29), Frédéric Auzan (268/29), Frédéric Auzan (269/29), Frédéric Auzan (270/29), Frédéric Auzan (271/29), Frédéric Auzan (272/29), Frédéric Auzan (273/29), Frédéric Auzan (274/29), Frédéric Auzan (275/29), Frédéric Auzan (276/29), Frédéric Auzan (277/29), Frédéric Auzan (278/29), Frédéric Auzan (279/29), Frédéric Auzan (280/29), Frédéric Auzan (281/29), Frédéric Auzan (282/29), Frédéric Auzan (283/29), Frédéric Auzan (284/29), Frédéric Auzan (285/29), Frédéric Auzan (286/29), Frédéric Auzan (287/29), Frédéric Auzan (288/29), Frédéric Auzan (289/29), Frédéric Auzan (290/29), Frédéric Auzan (291/29), Frédéric Auzan (292/29), Frédéric Auzan (293/29), Frédéric Auzan (294/29), Frédéric Auzan (295/29), Frédéric Auzan (296/29), Frédéric Auzan (297/29), Frédéric Auzan (298/29), Frédéric Auzan (299/29), Frédéric Auzan (300/29), Frédéric Auzan (301/29), Frédéric Auzan (302/29), Frédéric Auzan (303/29), Frédéric Auzan (304/29), Frédéric Auzan (305/29), Frédéric Auzan (306/29), Frédéric Auzan (307/29), Frédéric Auzan (308/29), Frédéric Auzan (309/29), Frédéric Auzan (310/29), Frédéric Auzan (311/29), Frédéric Auzan (312/29), Frédéric Auzan (313/29), Frédéric Auzan (314/29), Frédéric Auzan (315/29), Frédéric Auzan (316/29), Frédéric Auzan (317/29), Frédéric Auzan (318/29), Frédéric Auzan (319/29), Frédéric Auzan (320/29), Frédéric Auzan (321/29), Frédéric Auzan (322/29), Frédéric Auzan (323/29), Frédéric Auzan (324/29), Frédéric Auzan (325/29), Frédéric Auzan (326/29), Frédéric Auzan (327/29), Frédéric Auzan (328/29), Frédéric Auzan (329/29), Frédéric Auzan (330/29), Frédéric Auzan (331/29), Frédéric Auzan (332/29), Frédéric Auzan (333/29), Frédéric Auzan (334/29), Frédéric Auzan (335/29), Frédéric Auzan (336/29), Frédéric Auzan (337/29), Frédéric Auzan (338/29), Frédéric Auzan (339/29), Frédéric Auzan (340/29), Frédéric Auzan (341/29), Frédéric Auzan (342/29), Frédéric Auzan (343/29), Frédéric Auzan (344/29), Frédéric Auzan (345/29), Frédéric Auzan (346/29), Frédéric Auzan (347/29), Frédéric Auzan (348/29), Frédéric Auzan (349/29), Frédéric Auzan (350/29), Frédéric Auzan (351/29), Frédéric Auzan (352/29), Frédéric Auzan (353/29), Frédéric Auzan (354/29), Frédéric Auzan (355/29), Frédéric Auzan (356/29), Frédéric Auzan (357/29), Frédéric Auzan (358/29), Frédéric Auzan (359/29), Frédéric Auzan (360/29), Frédéric Auzan (361/29), Frédéric Auzan (362/29), Frédéric Auzan (363/29), Frédéric Auzan (364/29), Frédéric Auzan (365/29), Frédéric Auzan (366/29), Frédéric Auzan (367/29), Frédéric Auzan (368/29), Frédéric Auzan (369/29), Frédéric Auzan (370/29), Frédéric Auzan (371/29), Frédéric Auzan (372/29), Frédéric Auzan (373/29), Frédéric Auzan (374/29), Frédéric Auzan (375/29), Frédéric Auzan (376/29), Frédéric Auzan (377/29), Frédéric Auzan (378/29), Frédéric Auzan (379/29), Frédéric Auzan (380/29), Frédéric Auzan (381/29), Frédéric Auzan (382/29), Frédéric Auzan (383/29), Frédéric Auzan (384/29), Frédéric Auzan (385/29), Frédéric Auzan (386/29), Frédéric Auzan (387/29), Frédéric Auzan (388/29), Frédéric Auzan (389/29), Frédéric Auzan (390/29), Frédéric Auzan (391/29), Frédéric Auzan (392/29), Frédéric Auzan (393/29), Frédéric Auzan (394/29), Frédéric Auzan (395/29), Frédéric Auzan (396/29), Frédéric Auzan (397/29), Frédéric Auzan (398/29), Frédéric Auzan (399/29), Frédéric Auzan (400/29), Frédéric Auzan (401/29), Frédéric Auzan (402/29), Frédéric Auzan (403/29), Frédéric Auzan (404/29), Frédéric Auzan (405/29), Frédéric Auzan (406/29), Frédéric Auzan (407/29), Frédéric Auzan (408/29), Frédéric Auzan (409/29), Frédéric Auzan (410/29), Frédéric Auzan (411/29), Frédéric Auzan (412/29), Frédéric Auzan (413/29), Frédéric Auzan (414/29), Frédéric Auzan (415/29), Frédéric Auzan (416/29), Frédéric Auzan (417/29), Frédéric Auzan (418/29), Frédéric Auzan (419/29), Frédéric Auzan (420/29), Frédéric Auzan (421/29), Frédéric Auzan (422/29), Frédéric Auzan (423/29), Frédéric Auzan (424/29), Frédéric Auzan (425/29), Frédéric Auzan (426/29), Frédéric Auzan (427/29), Frédéric Auzan (428/29), Frédéric Auzan (429/29), Frédéric Auzan (430/29), Frédéric Auzan (431/29), Frédéric Auzan (432/29), Frédéric Auzan (433/29), Frédéric Auzan (434/29), Frédéric Auzan (435/29), Frédéric Auzan (436/29), Frédéric Auzan (437/29), Frédéric Auzan (438/29), Frédéric Auzan (439/29), Frédéric Auzan (440/29), Frédéric Auzan (441/29), Frédéric Auzan (442/29), Frédéric Auzan (443/29), Frédéric Auzan (444/29), Frédéric Auzan (445/29), Frédéric Auzan (446/29), Frédéric Auzan (447/29), Frédéric Auzan (448/29), Frédéric Auzan (449/29), Frédéric Auzan (450/29), Frédéric Auzan (451/29), Frédéric Auzan (452/29), Frédéric Auzan (453/29), Frédéric Auzan (454/29), Frédéric Auzan (455/29), Frédéric Auzan (456/29), Frédéric Auzan (457/29), Frédéric Auzan (458/29), Frédéric Auzan (459/29), Frédéric Auzan (460/29), Frédéric Auzan (461/29), Frédéric Auzan (462/29), Frédéric Auzan (463/29), Frédéric Auzan (464/29), Frédéric Auzan (465/29), Frédéric Auzan (466/29), Frédéric Auzan (467/29), Frédéric Auzan (468/29), Frédéric Auzan (469/29), Frédéric Auzan (470/29), Frédéric Auzan (471/29), Frédéric Auzan (472/29), Frédéric Auzan (473/29), Frédéric Auzan (474/29), Frédéric Auzan (475/29), Frédéric Auzan (476/29), Frédéric Auzan (477/29), Frédéric Auzan (478/29), Frédéric Auzan (479/29), Frédéric Auzan (480/29), Frédéric Auzan (481/29), Frédéric Auzan (482/29), Frédéric Auzan (483/29), Frédéric Auzan (484/29), Frédéric Auzan (485/29), Frédéric Auzan (486/29), Frédéric Auzan (487/29), Frédéric Auzan (488/29), Frédéric Auzan (489/29), Frédéric Auzan (490/29), Frédéric Auzan (491/29), Frédéric Auzan (492/29), Frédéric Auzan (493/29), Frédéric Auzan (494/29), Frédéric Auzan (495/29), Frédéric Auzan (496/29), Frédéric Auzan (497/29), Frédéric Auzan (498/29), Frédéric Auzan (499/29), Frédéric Auzan (500/29), Frédéric Auzan (501/29), Frédéric Auzan (502/29), Frédéric Auzan (503/29), Frédéric Auzan (504/29), Frédéric Auzan (505/29), Frédéric Auzan (506/29), Frédéric Auzan (507/29), Frédéric Auzan (508/29), Frédéric Auzan (509/29), Frédéric Auzan (510/29), Frédéric Auzan (511/29), Frédéric Auzan (512/29), Frédéric Auzan (513/29), Frédéric Auzan (514/29), Frédéric Auzan (515/29), Frédéric Auzan (516/29), Frédéric Auzan (517/29), Frédéric Auzan (518/29), Frédéric Auzan (519/29), Frédéric Auzan (520/29), Frédéric Auzan (521/29), Frédéric Auzan (522/29), Frédéric Auzan (523/29), Frédéric Auzan (524/29), Frédéric Auzan (525/29), Frédéric Auzan (526/29), Frédéric Auzan (527/29), Frédéric Auzan (528/29), Frédéric Auzan (529/29), Frédéric Auzan (530/29), Frédéric Auzan (531/29), Frédéric Auzan (532/29), Frédéric Auzan (533/29), Frédéric Auzan (534/29), Frédéric Auzan (535/29), Frédéric Auzan (536/29), Frédéric Auzan (537/29), Frédéric Auzan (538/29), Frédéric Auzan (539/29), Frédéric Auzan (540/29), Frédéric Auzan (541/29), Frédéric Auzan (542/29), Frédéric Auzan (543/29), Frédéric Auzan (544/29), Frédéric Auzan (545/29), Frédéric Auzan (546/29), Frédéric Auzan (547/29), Frédéric Auzan (548/29), Frédéric Auzan (549/29), Frédéric Auzan (550/29), Frédéric Auzan (551/29), Frédéric Auzan (552/29), Frédéric Auzan (553/29), Frédéric Auzan (554/29), Frédéric Auzan (555/29), Frédéric Auzan (556/29), Frédéric Auzan (557/29), Frédéric Auzan (558/29), Frédéric Auzan (559/29), Frédéric Auzan (560/29), Frédéric Auzan (561/29), Frédéric Auzan (562/29), Frédéric Auzan (563/29), Frédéric Auzan (564/29), Frédéric Auzan (565/29), Frédéric Auzan (566/29), Frédéric Auzan (567/29), Frédéric Auzan (568/29), Frédéric Auzan (569/29), Frédéric Auzan (570/29), Frédéric Auzan (571/29), Frédéric Auzan (572/29), Frédéric Auzan (573/29), Frédéric Auzan (574/29), Frédéric Auzan (575/29), Frédéric Auzan (576/29), Frédéric Auzan (577/29), Frédéric Auzan (578/29), Frédéric Auzan (579/29), Frédéric Auzan (580/29), Frédéric Auzan (581/29), Frédéric Auzan (582/29), Frédéric Auzan (583/29), Frédéric Auzan (584/29), Frédéric Auzan (585/29), Frédéric Auzan (586/29), Frédéric Auzan (587/29), Frédéric Auzan (588/29), Frédéric Auzan (589/29), Frédéric Auzan (590/29), Frédéric Auzan (591/29), Frédéric Auzan (592/29), Frédéric Auzan (593/29), Frédéric Auzan (594/29), Frédéric Auzan (595/29), Frédéric Auzan (596/29), Frédéric Auzan (597/29), Frédéric Auzan (598/29), Frédéric Auzan (599/29), Frédéric Auzan (600/29), Frédéric Auzan (601/29), Frédéric Auzan (602/29), Frédéric Auzan (603/29), Frédéric Auzan (604/29), Frédéric Auzan (605/29), Frédéric Auzan (606/29), Frédéric Auzan (607/29), Frédéric Auzan (608/29), Frédéric Auzan (609/29), Frédéric Auzan (610/29), Frédéric Auzan (611/29), Frédéric Auzan (612/29), Frédéric Auzan (613/29), Frédéric Auzan (614/29), Frédéric Auzan (615/29), Frédéric Auzan (616/29), Frédéric Auzan (617/29), Frédéric Auzan (618/29), Frédéric Auzan (619/29), Frédéric Auzan (620/29), Frédéric Auzan (621/29), Frédéric Auzan (622/29), Frédéric Auzan (623/29), Frédéric Auzan (624/29), Frédéric Auzan (625/29), Frédéric Auzan (626/29), Frédéric Auzan (627/29), Frédéric Auzan (628/29), Frédéric Auzan (629/29), Frédéric Auzan (630/29), Frédéric Auzan (631/29), Frédéric Auzan (632/29), Frédéric Auzan (633/29), Frédéric Auzan (634/29), Frédéric Auzan (635/29), Frédéric Auzan (636/29), Frédéric Auzan (637/29), Frédéric Auzan (638/29), Frédéric Auzan (639/29), Frédéric Auzan (640/29), Frédéric Auzan (641/29), Frédéric Auzan (642/29), Frédéric Auzan (643/29), Frédéric Auzan (644/29), Frédéric Auzan (645/29), Frédéric Auzan (646/29), Frédéric Auzan (647/29), Frédéric Auzan (648/29), Frédéric Auzan (649/29), Frédéric Auzan (650/29), Frédéric Auzan (651/29), Frédéric Auzan (652/29), Frédéric Auzan (653/29), Frédéric Auzan (654/29), Frédéric Auzan (655/29), Frédéric Auzan (656/29), Frédéric Auzan (657/29), Frédéric Auzan (658/29), Frédéric Auzan (659/29), Frédéric Auzan (660/29), Frédéric Auzan (661/29), Frédéric Auzan (662/29), Frédéric Auzan (663/29), Frédéric Auzan (664/29), Frédéric Auzan (665/29), Frédéric Auzan (666/29), Frédéric Auzan (667/29), Frédéric Auzan (668/29), Frédéric Auzan (669/29), Frédéric Auzan (670/29), Frédéric Auzan (671/29), Frédéric Auzan (672/29), Frédéric Auzan (673/29), Frédéric Auzan (674/29), Frédéric Auzan (675/29), Frédéric Auzan (676/29), Frédéric Auzan (677/29), Frédéric Auzan (678/29), Frédéric Auzan (679/29), Frédéric Auzan (680/29), Frédéric Auzan (681/29), Frédéric Auzan (682/29), Frédéric Auzan (683/29), Frédéric Auzan (684/29), Frédéric Auzan (685/29), Frédéric Auzan (686/29), Frédéric Auzan (687/29), Frédéric Auzan (688/29), Frédéric Auzan (689/29), Frédéric Auzan (690/29), Frédéric Auzan (691/29), Frédéric Auzan (692/29), Frédéric Auzan (693/29), Frédéric Auzan (694/29), Frédéric Auzan (695/29), Frédéric Auzan (696/29), Frédéric Auzan (697/29), Frédéric Auzan (698/29), Frédéric Auzan (699/29), Frédéric Auzan (700/29), Frédéric Auzan (701/29), Frédéric Auzan (702/29), Frédéric Auzan (703/29), Frédéric Auzan (704/29), Frédéric Auzan (705/29), Frédéric Auzan (706/29), Frédéric Auzan (707/29), Frédéric Auzan (708/29), Frédéric Auzan (709/29), Frédéric Auzan (710/29), Frédéric Auzan (711/29), Frédéric Auzan (712/29), Frédéric Auzan (713/29), Frédéric Auzan (714/29), Frédéric Auzan (715/29), Frédéric Auzan (716/29), Frédéric Auzan (717/29), Frédéric Auzan (718/29), Frédéric Auzan (719/29), Frédéric Auzan (720/29), Frédéric Auzan (721/29), Frédéric Auzan (722/29), Frédéric Auzan (723/29), Frédéric Auzan (724/29), Frédéric Auzan (725/29), Frédéric Auzan (726/29), Frédéric Auzan (727/29), Frédéric Auzan (728/29), Frédéric Auzan (729/29), Frédéric Auzan (730/29), Frédéric Auzan (731/29), Frédéric Auzan (732/29), Frédéric Auzan (733/29), Frédéric Auzan (734/29), Frédéric Auzan (735/29), Frédéric Auzan (736/29), Frédéric Auzan (737/29), Frédéric Auzan (738/29), Frédéric Auzan (739/29), Frédéric Auzan (740/29), Frédéric Auzan (741/29), Frédéric Auzan (742/29), Frédéric Auzan (743/29), Frédéric Auzan (744/29), Frédéric Auzan (745/29), Frédéric Auzan (746/29), Frédéric Auzan (747/29), Frédéric Auzan (748/29), Frédéric Auzan (749/29), Frédéric Auzan (750/29), Frédéric Auzan (751/29), Frédéric Auzan (752/29), Frédéric Auzan (753/29), Frédéric Auzan (754/29), Frédéric Auzan (755/29), Frédéric Auzan (756/29), Frédéric Auzan (757/29), Frédéric Auzan (758/29), Frédéric Auzan (759/29), Frédéric Auzan (760/29), Frédéric Auzan (761/29), Frédéric Auzan (762/29), Frédéric Auzan (763/29), Frédéric Auzan (764/29), Frédéric Auzan (765/29), Frédéric Auzan (766/29), Frédéric Auzan (767/29), Frédéric Auzan (768/29), Frédéric Auzan (769/29), Frédéric Auzan (770/29), Frédéric Auzan (771/29), Frédéric Auzan (772/29), Frédéric Auzan (773/29), Frédéric Auzan (774/29), Frédéric Auzan (775/29), Frédéric Auzan (776/29), Frédéric Auzan (777/29), Frédéric Auzan (778/29), Frédéric Auzan (779/29), Frédéric Auzan (780/29), Frédéric Auzan (781/29), Frédéric Auzan (782/29), Frédéric Auzan (783/29), Frédéric Auzan (784/29), Frédéric Auzan (785/29), Frédéric Auzan (786/29), Frédéric Auzan (787/29), Frédéric Auzan (788/29), Frédéric Auzan (789/29), Frédéric Auzan (790/29), Frédéric Auzan (791/29), Frédéric Auzan (792/29), Frédéric Auzan (793/29), Frédéric Auzan (794/29), Frédéric Auzan (795/29), Frédéric Auzan (796/29), Frédéric Auzan (797/29), Frédéric Auzan (798/29), Frédéric Auzan (799/29), Frédéric Auzan (800/29), Frédéric Auzan (801/29), Frédéric Auzan (802/29), Frédéric Auzan (803/29), Frédéric Auzan (804/29), Frédéric Auzan (805/29), Frédéric Auzan (806/29), Frédéric Auzan (807/29), Frédéric Auzan (808/29), Frédéric Auzan (809/29), Frédéric Auzan (810/29), Frédéric Auzan (811/29), Frédéric Auzan (812/29), Frédéric Auzan (813/29), Frédéric Auzan (814/29), Frédéric Auzan (815/29), Frédéric Auzan (816/29), Frédéric Auzan (817/29), Frédéric Auzan (818/29), Frédéric Auzan (819/29), Frédéric Auzan (820/29), Frédéric Auzan (821/29), Frédéric Auzan (822/29), Frédéric Auzan (823/29), Frédéric Auzan (824/29), Frédéric Auzan (825/29), Frédéric Auzan (826/29), Frédéric Auzan (827/29), Frédéric Auzan (828/29), Frédéric Auzan (829/29), Frédéric Auzan (830/29), Frédéric Auzan (831/29), Frédéric Auzan (832/29), Frédéric Auzan (833/29), Frédéric Auzan (834/29), Frédéric Auzan (835/29), Frédéric Auzan (836/29), Frédéric Auzan (837/29), Frédéric Auzan (838/29), Frédéric Auzan (839/29), Frédéric Auzan (840/29), Frédéric Auzan (841/29), Frédéric Auzan (842/29), Frédéric Auzan (843/29), Frédéric Auzan (844/29), Frédéric Auzan (845/29), Frédéric Auzan (846/29), Frédéric Auzan (847/29), Frédéric Auzan (848/29), Frédéric Auzan (849/29), Frédéric Auzan (850/29), Frédéric Auzan (851/29), Frédéric Auzan (852/29), Frédéric Auzan (853/29), Frédéric Auzan (854/29), Frédéric Auzan (855/29), Frédéric Auzan (856/29), Frédéric Auzan (857/29), Frédéric Auzan (858/29), Frédéric Auzan (859/29), Frédéric Auzan (860/29), Frédéric Auzan (861/29), Frédéric Auzan (862/29), Frédéric Auzan (863/29), Frédéric Auzan (864/29), Frédéric Auzan (865/29), Frédéric Auzan (866/29), Frédéric Auzan (867/29), Frédéric Auzan (868/29), Frédéric Auzan (869/29), Frédéric Auzan (870/29), Frédéric Auzan (871/29), Frédéric Auzan (872/29), Frédéric Auzan (873/29), Frédéric Auzan (874/29), Frédéric Auzan (875/29), Frédéric Auzan (876/29), Frédéric Auzan (877/29), Frédéric Auzan (878/29), Frédéric Auzan (879/29), Frédéric Auzan (880/29), Frédéric Auzan (881/29), Frédéric Auzan (882/29), Frédéric Auzan (883/29), Frédéric Auzan (884/29), Frédéric Auzan (885/29), Frédéric Auzan (886/29), Frédéric Auzan (887/29), Frédéric Auzan (888/29), Frédéric Auzan (889/29), Frédéric Auzan (890/29), Frédéric Auzan (891/29), Frédéric Auzan (892/29), Frédéric Auzan (893/29), Frédéric Auzan (894/29), Frédéric Auzan (895/29), Frédéric Auzan (896/29), Frédéric Auzan (897/29), Frédéric Auzan (898/29), Frédéric Auzan (899/29), Frédéric Auzan (900/29), Frédéric Auzan (901/29), Frédéric Auzan (902/29), Frédéric Auzan (903/29), Frédéric Auzan (904/29), Frédéric Auzan (905/29), Frédéric Auzan (906/29), Frédéric Auzan (907/29), Frédéric Auzan (908/29

ENTREPRISES

LE MONDE / DIMANCHE 14 - LUNDI 15 JUILLET 1996

COMPÉTITIVITÉ Pour rentabiliser un nouvel investissement dans son usine phare de la région parisienne, la direction d'IBM France a négocié une organisation du travail

beaucoup plus contraignante pour les salariés. ● SIGNED par la CGC le 12 juillet, l'accord qui devait également parapher FO et le syndicat autonome le 15 juillet, banalise

le travail de nuit, de week-end et des jours fériés en l'étendant à l'ensemble des salariés. ● LA SEMAINE de travail passe de 38 h 30 à 33 h 36, sans perte de salaire,

mais personne ne vit cette évolution comme une avancée sociale. ● LA DIRECTION reconnaît, en privé, qu'il s'agit d'une régression rendue, selon elle, nécessaire par

le montant des investissements réalisés. Cet accord amène à s'interroger : à quel prix la France est-elle compétitive et jusqu'où faut-il aller pour défendre l'emploi ?

IBM banalise le travail de nuit, du dimanche et des jours fériés à Corbeil

La direction estime que l'investissement de 5 milliards de francs qu'elle réalise dans cette usine de l'Essonne impose cette « régression ». L'accord signé par la CGC, vraisemblablement rejointe par FO, relance le débat sur le prix à payer pour défendre l'emploi

LA DIRECTION d'IBM France a obtenu ce qu'elle voulait pour la toute nouvelle ligne de production de composants mémoire - des DRAM (« dynamic random access memory ») de 64 mégabits - qui doit entrer en service d'ici à fin 1996 sur le site de Corbeil-Essonnes (Essonne). Vendredi 12 juillet, la CGC a signé un accord visant à instaurer une nouvelle organisation du travail et de nouveaux horaires au sein de la filiale qui sera créée afin de prendre en charge la production de ces puces pour lesquelles l'investissement, annoncé en novembre, doit s'élever à 5 milliards de francs. Les syndicats FO et SNA (autonome) devaient signer cet accord lundi 15 juillet, selon la direction d'IBM France.

La nouvelle organisation va consister à faire fonctionner la future unité de production en continu avec cinq équipes : à l'intérieur d'un cycle de cinq semaines, chacune d'elles travaillera le matin, le soir, la nuit, avant de s'arrêter pendant quatre jours. Actuellement, les trois lignes de fabrication existantes à Corbeil fonctionnent également en continu vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept avec cinq équipes. Mais, deux

équipes travaillent alternativement une semaine le matin, une semaine l'après-midi, une autre l'intervient que la nuit, alors que les deux dernières travaillent deux fois douze heures le week-end.

MOUVEMENTS DE GRÈVE La filiale du géant américain de l'informatique attend de cette nouvelle organisation des économies sur les coûts de fabrication. Les salariés du site de Corbeil, qui progressivement seront appelés à rejoindre cette unité de production, devront quant à eux composer avec une totale remise en cause de leurs conditions de travail et de leur vie sociale. A cette perspective, ils ont été nombreux ces dernières semaines à marquer leur opposition : le 10 et le 17 juin, des mouvements de grève ont été suivis respectivement par 950 et 750 personnes sur un effectif de 1 200 personnes employées directement en production.

A la direction d'IBM France, on fait valoir que ces modifications sont essentielles pour « réduire l'écart sur le plan de la main-d'œuvre » avec les pays du Sud-Est asiatique avec qui la France était en concurrence pour attirer cet inves-



tissement. « Nous avons intégré dès le départ dans notre dossier auprès de la maison-mère le fait qu'il nous faudrait avoir des conditions de travail et de salaires un peu plus compétitives », indique-t-on à la direction, où l'on ajoute que « si nous voulons maintenir le niveau de travail en France, ce

type d'aménagement constitue la condition sine qua non ». « La direction assure que ce changement d'horaires permettra de réduire de 12 % les coûts de fabrication, mais nous ne comprenons pas bien comment, car les machines sont déjà quasiment utilisées à 100 % avec les

horaires actuels », souligne un élu de la CFDT, qui, tout comme, la CGT, s'est opposée à ce projet. Les deux syndicats dénoncent un « horaire continu qui entraîne une banalisation des week-ends et jours fériés, qui détruit la vie sociale et familiale des individus ». La CFDT est le premier syndicat chez IBM France (28,5 %) et à Corbeil. Le deuxième syndicat au niveau de la compagnie est le SNA (25 %). Viennent ensuite la CGC (22,7 %), FO (10 %), la CGT (7,6 %) et la CFTC (6,2 %).

UN CHÈQUE INCITATIF « Les gains avec la nouvelle organisation se feront aussi sur la masse salariale », relève un élu CGT. « La direction parle d'un gain de 8 %, ajoute le représentant CFDT, qui explique qu'« avec ce nouveau système, on gomme le coût financier des équipes de nuit (payées 50 % de plus) et de week-end (payées sur environ 38 heures pour 24 heures effectuées), tout le monde se retrouvant à égalité, les majorations disparaissent ». « Il n'y aura pas de baisse des revenus », assure la direction, qui, au fil des négociations avec les syndicats, a lâché un peu de lest sur le plan financier. Les salariés qui rejoindront

la nouvelle unité toucheront ainsi leur salaire de base actuel et leur ancienneté, plus différentes primes : outre 225 francs par mois pour le port des tenues spécifiques à l'univers des semi-conducteurs - combinaisons, masques... afin de ne pas contaminer les composants - ils percevront une prime de 15 % liée à l'horaire de travail, ainsi que 1 500 francs par mois de prime forfaitaire.

Un chèque de 40 000 francs sera également versé à titre d'incitation, les premiers transferts devant se faire sur la base du volontariat. Une sous-traitance de personnes devraient être concernées d'ici à fin 1996, puis 100 à 150 en 1997. « Ce qui inquiète d'autant plus les gens c'est qu'à terme nous sommes presque tous concernés sur le site car deux des lignes actuelles sont proches de la fin de vie », souligne l'élu CGT. L'une des trois unités de production doit fermer en octobre, une deuxième arrivera en fin de vie en 1998. « Toute la question dans cette affaire est de savoir jusqu'où on peut accepter de reculer socialement pour accepter de maintenir l'emploi » conclut l'élu CFDT.

Philippe Le Cour

A quel prix faut-il défendre l'emploi ?

DEPUIS PLUSIEURS ANNÉES, IBM-France est une entreprise dont les innovations sociales dérogent. En proposant à ses salariés, extrêmement qualifiés, de passer, parallèlement ou totalement, leur activité des 52 ans en continuant à la rémunérer, l'entreprise avait déjà été

montrée du doigt. Personne n'avait tenu compte du fait qu'il s'agissait là du plus onéreux plan social jamais élaboré par une société privée en France.

Nul doute que l'accord en cours de signature pour réorganiser la production à Corbeil-Essonnes va susciter le même type de protestation. Pour construire son usine fabriquant « les mémoires de de-

main », Big Blue a hérité entre l'Asie du Sud-est et l'Europe avant de trancher en faveur de la France. Pour notre pays, cet investissement de cinq milliards de francs est une incontestable bonne nouvelle. Il prouve que, grâce à la qualité de sa main-d'œuvre, la France reste l'un des pays les plus compétitifs de la planète. Certes les aides publiques - dont le montant n'est pas connu - ont joué un rôle non négligeable dans ce choix mais tous les gouvernements ont recouru à ce genre d'arguments. L'accord signé avec les syndicats montre que cela ne suffisait pas.

Pour être compétitifs et conserver leurs emplois, les salariés de Corbeil-Essonnes, bacheliers ou techniciens supérieurs pour la plupart, ont dû accepter des horaires de travail beaucoup plus contraignants. Désormais, l'ensemble du personnel affecté à ces nouvelles

lignes de production sera régulièrement amené à travailler la nuit, les week-ends et les jours fériés.

En privé, la direction reconnaît que cela peut être vécu comme une régression sociale. Elle estime que, pour être rentable, l'investissement doit tourner en permanence, jours fériés compris, mais que les traditionnelles équipes de fin de semaine (les VSD, vendredi-samedi-dimanche) n'offrent pas les garanties de qualité suffisantes. Si, dans la métallurgie, un accord de 1986 permet le travail en continu pour des raisons économiques et non plus seulement pour des raisons de sécurité, rares étaient jusqu'ici les entreprises à avoir adopté un tel système.

Dénoncer la pratique d'IBM est insuffisant. D'autres entreprises de la métallurgie remettent en question leurs équipes de fin de semaine, généralement peu enca-

drées et assurant une qualité de travail qui n'est pas toujours optimale. Dans les mois ou les années à venir, d'autres entreprises vont vouloir banaliser le travail le week-end et les jours fériés, et sans doute étendre le travail de nuit.

UN BILAN DISCUTABLE Cet accord démontre que la réduction du temps de travail - les horaires à Corbeil passent de 38 h 30 à 33 h 36 - même sans perte de salaire, ne constitue pas forcément un progrès social. Rien ne permet par ailleurs d'affirmer que le bilan d'une telle organisation du travail sera positif pour la direction. Est-on sûr de pouvoir imposer des horaires contraignants à des salariés tout en exigeant d'eux une qualité totale ? Nul ne possède aujourd'hui la réponse.

Plus profondément, l'accord amène chacun à s'interroger : jus-

qu'où faut-il aller pour la défense de l'emploi ? Les salariés, les syndicats et les pouvoirs publics vont devoir inventer de nouvelles contreparties aux exigences de l'internationalisation.

Trois pistes paraissent envisageables : une nouvelle organisation du temps de travail tout au long de la vie active (IBM-Allemagne vient d'accorder des congés parentaux de six ans à la naissance du premier enfant et de dix ans à la naissance du second), un engagement très fort des employeurs à développer en permanence les compétences des salariés et, enfin, bien que cela ne soit pas dans l'air du temps, une prise en charge accrue des problèmes de santé et de retraite qui ne manquent pas de se poser aux salariés dans les prochaines années.

Philippe Lemaître

Le savoir-faire Citroën pour près de huit cents Chinois

POUR RÉALISER ses ambitions en Chine, Citroën compte non seulement sur l'argent mais également sur la formation des hommes. A ce jour, 24 000 Citroën ZX ont déjà été assemblées en Chine par la société mixte DCAC (Dongfeng Citroën Automobile Company) qui associe, depuis 1992, la marque aux chevrons et DFM (Dong Feng Motor), l'un des principaux constructeurs chinois de camions. Pour être en mesure de porter la capacité de production des installations à 150 000 véhicules, fin 1997, les deux partenaires vont investir 7,5 milliards de francs.

Mais l'argent ne saurait être le seul nerf de la guerre. La formation des opérateurs est tout aussi stratégique. C'est pourquoi, depuis début 1993, les deux partenaires ont développé des programmes de formation

technique. Près de huit cents stagiaires chinois de DCAC bénéficieront d'un total de 205 000 heures de formation en France, ce qui représente, en moyenne, une trentaine de jours par personne. En mai 1996, 64 % du volume d'heures prévues a été atteint.

Durant les trente jours, les programmes de formation technique des stagiaires sont regroupés autour de trois axes : le « processus » (méthodes et moyens de production), les caractéristiques propres de la ZX et le management. Le contrat avec DCAC prévoit également un stage de management, ainsi qu'une formation sur le poste de travail. Les transferts de technologie et de savoir-faire sont organisés dans tous les domaines : conception, production, commerce et gestion.

Citroën a également organisé l'envoi de

50 expatriés pour une durée de trois ans, ainsi que de 600 assistants techniques de manière ponctuelle sur les deux sites industriels de Wuhan et Xianfan. Soumis à la législation du travail chinois, les expatriés - élevés au rang d'émisaires du savoir-faire occidental - sont des cadres Citroën préalablement formés.

DES MOYENS D'ÉNERGIE

Les salariés chinois devraient ainsi bénéficier de « tout le savoir » Citroën. Selon la direction de cette entreprise, « la volonté de DFM est d'avoir un partenaire occidental pour apprendre ce que les Chinois ne savent pas faire ». Le constructeur français devrait y trouver son compte en aidant la Chine à devenir son client. Son objectif avoué ne manque pas d'ambition : « donner les

moyens aux Chinois de s'enrichir pour qu'ils achètent nos productions ».

Au-delà des divergences culturelles, du choc des mentalités entre Chinois et Français - certains stagiaires chinois ayant une grande expérience professionnelle ne seraient pas prêts à travailler en groupe - on assure chez Citroën que le déroulement du projet est conforme au calendrier prévu.

Un centre de formation implanté sur le site industriel de Wuhan, créé à la demande de DCAC, devrait débiter ses sessions de formation en septembre 1996. Objectif : que les Chinois « se débrouillent seuls rapidement », selon l'expression de la direction. Avant Citroën, Mao n'avait-il pas déjà compris que, pour se nourrir, mieux vaut apprendre à pêcher que se voir offrir le poisson ?

Le gouvernement crée une banque de développement des PME

LES POUVOIRS PUBLICS ont annoncé vendredi 12 juillet la création d'une banque de développement des PME qui sera l'actionnaire majoritaire du CEPME (Crédit d'équipement des PME) et de la Sofaris (Société française de garantie de financements des PME). La nouvelle entité, destinée à améliorer le financement du tissu industriel français, sera dirigée par Jacques-Henri David, actuel président du directoire du CEPME et dont les propositions ont servi de base à ce projet.

La création de cette banque vise à « renforcer l'efficacité du dispositif de soutien public au financement des petites et moyennes entreprises » explique le ministère de l'économie. Le

rapprochement entre le CEPME et la Sofaris était souhaité par le premier ministre depuis l'automne. L'objectif est de donner naissance en France à une véritable banque de développement des PME, à l'instar de celles qui existent dans d'autres pays européens, comme en Allemagne. Les pouvoirs publics souhaitent que le CEPME agisse en complément du réseau bancaire traditionnel et non pas en concurrence, situation qui a lui a valu de lourdes pertes depuis quatre ans. En 1995, le CEPME a encaissé 256 millions de francs.

Concrètement, la banque de développement des PME sera l'actionnaire majoritaire du CEPME et dé-

tiendra conjointement avec le CEPME la majorité du capital de la Sofaris, les deux organismes conservant chacun leur identité. Pour améliorer l'efficacité du CEPME, les ressources Codevi mises à sa disposition seront portées à 30 milliards de francs contre 12 milliards. Le CEPME pourra continuer à faire appel au marché financier. Les interventions du CEPME pour renforcer les fonds propres des entreprises seront « significativement développées avec le soutien financier de la Caisse des dépôts et consignations ». De son côté la Sofaris, « grâce à la contribution du budget de l'Etat », conservera son activité de garant d'une partie des crédits consentis aux PME.

GROUPE MOULINEX

CHANGEMENT DE LIEU

Les actionnaires de la Société Moulinex S.A., sont convoqués en Assemblée Générale Mixte le 22 juillet 1996 à 8 h 30 au Centre Français du Commerce Extérieur (CFCE) 10 avenue d'Iéna, 75116 Paris.

Pour assister à cette Assemblée, les actionnaires devront avoir sollicité au préalable, 5 jours au moins avant la date de celle-ci, une carte d'admission auprès de leurs intermédiaires financiers habituels.

Les obligations américaines profitent de la faiblesse de Wall Street

La Banque de France, qui s'efforce d'entretenir le climat de détente monétaire, a réduit d'un seizième de point le taux de l'argent au jour le jour. Le conseil de la Bundesbank a opté pour le statu quo

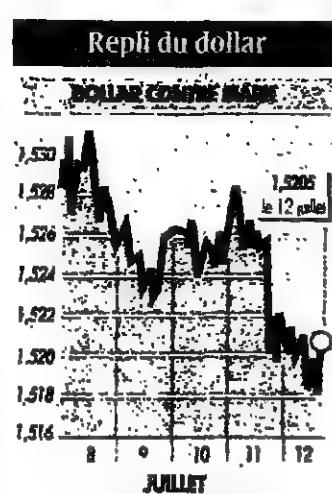
Les emprunts d'Etat américains ont, paradoxalement, profité cette semaine de la chute de Wall Street et d'un phénomène de flight to quality, de fuite vers la qualité. Dans la crainte d'un krach de la Bourse

new-yorkaise, les investisseurs préfèrent placer leurs capitaux sur des titres d'Etat, jugés plus sûrs que des actions d'entreprises privées. En Europe, le conseil de la Bundesbank a opté, jeudi 11 juillet, pour le

statu quo. Elle a maintenu inchangé, à 3,30 %, le taux de ses prises en pension hebdomadaire (REPO). De son côté, la banque centrale des Pays-Bas a relevé, vendredi, de 0,10 %, le niveau de ses avances

spéciales, son principal taux directeur. Seule la Banque de France s'est efforcée d'entretenir le climat de détente monétaire en Europe en abaissant, mercredi, d'un seizième de point, le taux de l'argent au jour le jour.

LA PUBLICATION, vendredi 12 juillet, des statistiques des ventes au détail (-0,2 %) et des prix de gros (+0,2 %) aux Etats-Unis au mois de juin, ont permis de ramener le calme sur les marchés financiers américains. Elles ont permis de relativiser la vigueur actuelle de



La chute de Wall Street a pénalisé le dollar; les investisseurs internationaux préfèrent placer leurs capitaux hors des Etats-Unis.

TAUX ET DEVISES L'économie outre-atlantique et d'apaiser les craintes de tensions inflationnistes. Le rendement de l'emprunt d'Etat à trente ans, qui était monté, lundi 8 juillet, jusqu'à 7,25 %, est revenu, vendredi, à 7,07 %. La plupart des analystes estiment, toutefois, que ce répit pourrait être de courte durée car ils continuent à prévoir un relèvement des taux directeurs de la réserve fédérale (Fed) au cours des prochaines semaines. Une hausse d'un quart de point pourrait être annoncée par le président de la Fed, Alan Greenspan, dès son intervention, jeudi 18 juillet, devant la commission bancaire du Sénat. Un quart de point supplémentaire serait décidé lors de la réunion régulière du conseil de la Fed, qui se tiendra à la fin d'août.

Ce scénario monétaire et obligataire pourrait toutefois être perturbé par le comportement de Wall

Street. Comme l'a prouvé cette semaine l'évolution en ciseaux des deux marchés, une accélération de la chute des actions, paradoxalement, serait plutôt favorable aux emprunts. D'une part, ces derniers bénéficieraient du phénomène de flight to quality, de fuite vers la qualité, les titres de l'Etat américain étant considérés comme des place-

ments plus sûrs que les actions d'entreprises privées. D'autre part, un mini-krach de la Bourse new-yorkaise, à travers l'effet de destruction de richesses qu'il provoquerait, ralentirait naturellement la croissance de l'économie américaine et éloignerait le danger inflationniste.

a progressé de 10,3 % en mai). Les chiffres de juin seront connus au alentours du 20 juillet. Les économistes prévoient un léger ralentissement, insuffisant toutefois pour autoriser un assouplissement de la politique monétaire allemande. La Banque de France ne connaît

Polémique sur la titrisation du Crédit lyonnais

La Société générale, la Banque nationale de Paris et la Caisse des dépôts et consignations ont refusé de participer au placement de l'opération de titrisation de 40 milliards de francs lancée par le Crédit lyonnais, sous sa propre direction et celle des banques américaines Merrill Lynch et Morgan Stanley. Elles ont jugé que la part qui leur était allouée (1 %) était trop faible. Elles réclamaient au moins 5 % des titres, un montant plus conforme à leur capacité de vente et aux pratiques habituelles.

Pour sa défense, le Crédit lyonnais a fait savoir que cette réduction était liée à la taille de l'opération et à son placement international. Les trois banques mécontentes envisageraient de prendre des mesures de rétorsion à l'encontre du Crédit lyonnais. Elles pourraient choisir de l'écartier des syndicats de placement des prochaines émissions qu'elles dirigeront.

En Europe, la Bundesbank a, mercredi 11 juillet, à 3,30 %, le taux de ses prises en pension hebdomadaire (REPO). Reimut Jochimsen, membre du conseil, avait préparé les opérateurs des marchés financiers à cette mauvaise nouvelle en observant, mercredi, que la croissance de la masse monétaire restait « trop élevée » (l'agrégat M3

pas, avec l'évolution de sa masse monétaire, les mêmes soucis que la Bundesbank. A l'inverse de ce qui se passe en Allemagne, l'agrégat M3 progresse en France à un rythme très modéré, presque inquiétant, car il tend à indiquer que l'économie française manque, pour croître, des liquidités nécessaires. Il a augmenté en France de 2,4 %, sur un

UNE INFLATION TROP BASSE Ces indicateurs - recul des prix, faiblesse de la croissance monétaire -, conjugués à la morosité économique ambiante et au plan de rigueur budgétaire du gouvernement, ont suffi à relancer le débat sur le bien-fondé de la politique de la Banque de France.

Le président de la Générale des eaux, Jean-Marie Messier, a déclaré, sur l'antenne de Radio-Classique, qu'il ne participe pas à « l'autosatisfaction générale actuelle sur la politique monétaire de la France ». « Je me réjouis de ce qui a été fait depuis novembre, mais ce n'est pas suffisant [...], cela ne répond pas aux vrais problèmes de l'économie française », a-t-il affirmé. Philippe Bressard, économiste à la banque ABN-AMRO, s'interrogeait, vendredi, dans un point de vue publié par l'agence Reuters, sur l'effet négatif que présente selon lui le - trop - faible taux d'inflation observé aujourd'hui en France : « Craint-on encore de voir s'échapper un flot d'inflation devenant ensuite incontrôlable, comme le dentifrice s'échappant d'un tube trop pressé ? Aujourd'hui, le tube est vide. »

Confrontée d'un côté à ces critiques et de l'autre à l'immobilisme de la Bundesbank, la Banque de France fait face en s'efforçant d'entretenir le climat de détente monétaire. Elle a réduit, mercredi, d'un seizième de point, le taux de l'argent au jour le jour, ramené de 3,69 % à 3,65 %. Le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, a expliqué, vendredi, au micro d'Europe 1, que « grâce à la crédibilité monétaire, grâce à la stratégie de réduction des déficits publics engagée, nous avons la possibilité de convaincre les épargnants mondiaux, européens et français que les taux d'intérêt peuvent être plus bas ».

Le potentiel de baisse, estiment toutefois les analystes, apparaît aujourd'hui très limité en France, en l'absence de geste de la Bundesbank. L'écart qui sépare le REPO allemand du taux d'appels d'offres français se situe à 0,25 %. La Banque de France peut, dans ces conditions, difficilement abaisser davantage le levier des taux sans remettre en cause l'ordre monétaire solidement établi en Europe, qui veut que l'Allemagne possède les rendements à court terme les plus bas et que la Bundesbank impose à ses partenaires sa propre politique.

Christophe Vetter

Pierre-Antoine Delhommeas

Carole Petit

Marché international des capitaux : engouement pour les pays de l'Est

UN EMPRUNT BULGARE viendra à échéance vendredi 19 juillet, malgré les craintes, ces derniers jours, d'un retard ou de difficultés de paiement. Les assurances nécessaires ont été fournies par Sofia et on espère maintenant que les sommes dues seront versées à temps.

La portée de cette affaire va au-delà de l'intérêt immédiat des porteurs d'obligations, des intermédiaires financiers et du débiteur lui-même. Les pays de l'Europe de l'Est sont de plus en plus nombreux à vouloir accéder au marché international des capitaux et une défaillance de la part d'un établissement public, qui avait bénéficié d'un bon accueil il y a quelques années, pourrait, sinon mettre en cause la réalisation de plusieurs projets, du moins renchérir les coûts de financement.

L'opération date de 1989. L'émetteur, la Banque bulgare du commerce extérieur, avait alors levé 150 millions de deutschemarks en promettant une rémunération de 8,5 %. Comme sa proposition remportait la faveur des souscripteurs, elle en a rapidement augmenté le montant à 200 millions.

Au début de cette année encore, les cours de ses obligations dépassaient leur valeur nominale. Il n'y avait pas de raison de douter de son remboursement prochain. L'incertitude qui s'est récemment manifestée est liée aux difficultés d'un autre débiteur bulgare à tenir les engagements qu'il avait pris sur le marché du yen. La situation est quelque peu différente de celle de l'emprunt en marks parce que la transaction japonaise avait un caractère privé et qu'elle était réservée à quelques investisseurs seulement.

Il convient de préciser que l'Europe de l'Est, d'une façon générale, attire énormément les investisseurs, mais que la situation est loin d'être perçue en bloc. Des pays comme la Hongrie, la République tchèque, sortent nettement du lot, de même que la Pologne, qui vient d'obtenir d'excellentes conditions de financement. Une sorte d'engouement se manifeste depuis quelques mois qui fait se réduire sans cesse la prime dont ces pays doivent s'acquitter par rapport aux meilleures des signatures des plus grands pays industrialisés. Jusqu'à présent les candidats n'ont rien perdu à différer leur apparition.

LA RUSSIE EST TRÈS ATTENDUE

La Russie, attendue depuis des mois, pourrait encore patienter jusqu'à l'automne avant de solliciter le marché pour la première fois depuis la suppression de l'URSS. Sa monnaie d'emprunt devrait être le dollar et on prévoit qu'elle commencera par émettre une transaction de courte durée de l'ordre de trois ans.

Il est très difficile de préjuger des conditions que ce pays obtiendra. Au début de l'année on parlait d'une prime de l'ordre de huit points de pourcentage qui se serait ajoutée au rendement des fonds d'Etat américains. Ces derniers jours, certaines estimations faisaient croire que trois points de surabondance. Si le calendrier actuellement envisagé est tenu, ses nouvelles obligations auront l'avantage de la rareté car la Russie devrait avoir fini de rem-

boursier la masse des emprunts obligataires que l'Union soviétique avait contractés en deutschemarks, à l'époque de la perestroïka, par le truchement de sa Banque économique du commerce extérieur. Il lui reste un emprunt de 500 millions de marks, qui a encore un peu plus de deux mois à courir et dont le taux d'intérêt est de 7,5 %.

Pour ce qui est des emprunts de premier plan, la semaine a été animée dans tous les principaux compartiments du marché international. Les débiteurs ont aujourd'hui un choix très étendu de monnaies dans lesquelles ils peuvent libérer leurs opérations, ce qui leur permet non seulement de se procurer les ressources qui leur sont nécessaires, mais également de gérer au mieux leur endettement.

La Cades (Caisse d'amortissement de la dette sociale) a retenu le marché du florin, où elle a obtenu un succès retentissant qui confirme sa réputation. L'Espagne a augmenté à 21 % la place prise par le franc dans la composition de sa dette extérieure, rapprochant la pondération de la monnaie française de celle du mark, qui se trouve à 30 %. L'Autriche, de son côté, voulait des fonds dans sa devise nationale et elle les a trouvés à meilleur compte que sur son propre marché en faisant un détour par le compartiment du dollar et en concluant immédiatement un contrat d'échange avec un établissement financier spécialisé.

Christophe Vetter

Pierre-Antoine Delhommeas

Carole Petit

Tokyo et Paris ont été plus affectées que les autres places par la baisse de la Bourse de New York

WALL STREET a continué sans surprise à donner le ton cette semaine. La fragilité grandissante de la première Bourse de la planète, confirmée par un nouvel accès de faiblesse jeudi (-1,46 %), a contaminé, à des degrés divers, l'ensemble des places. Tokyo et Paris ont été les plus affectées et perdent respectivement 2,59 % et 2,30 % d'un vendredi à l'autre, tandis que Francfort (-1,52 %) et surtout Londres (-0,40 %) ont limité les dégâts.

Cette situation n'est pas trop inquiétante pour la Bourse de Tokyo, qui sort d'une année de reprise exceptionnelle et a gagné 56 % lors des douze derniers mois. Le recul de Paris semble plus significatif d'un changement d'attitude à l'égard des valeurs françaises. La stagnation de l'économie, le retour des « affaires » sur le devant de la scène politique et économique, la hausse du chômage et la crainte d'une rentrée sociale difficile sont autant d'arguments qui incitent les investisseurs, notam-

ment étrangers, à désertir la place parisienne.

Ce qu'ils ont fait notamment lors des deux dernières séances de la semaine, marquées par des volumes de transactions très importants de 8 milliards de francs, à chaque fois, sur le marché à règlement mensuel. Des valeurs comme Elf Aquitaine et LVMH, qui sont souvent les favorites des fonds de pensions anglo-saxons, ont nettement baissé vendredi. Paris est d'autant plus sensible au vent mauvais venu de Wall Street qu'il n'y a pas aujourd'hui d'élément moteur capable de lui permettre d'avoir une tendance propre. La faiblesse de la croissance devrait affecter les résultats des entreprises et les perspectives de poursuite de la baisse des taux semblent réduites tant que la Bundesbank campe sur ses positions.

Si Tokyo n'a pas été épargnée par la contagion américaine, la Bourse nipponne bénéficie, elle, d'un puissant soutien : la forte reprise de la croissance au Japon.

Mais l'indice Nikkei doit digérer des prises de bénéfices et les inquiétudes concernant une hausse, jugée inéluctable, de ses taux par la Banque du Japon. Ces effets négatifs devraient être contrebalancés par l'amélioration de la rentabilité des entreprises.

MAUVAIS RÉSULTATS

De baisse des résultats des entreprises, il n'en est plus question aux Etats-Unis. « La nouvelle chute importante de Wall Street jeudi est significative d'une détérioration des facteurs fondamentaux de l'économie », souligne Byron Wien, économiste chez Morgan Stanley. Pour la première fois depuis le début de l'année, un recul sensible, jusqu'à 131 points en séance, a été la conséquence d'une déception sur les performances des entreprises et non pas de soubresauts sur les marchés de taux.

Jeudi, l'annonce par le groupe informatique Hewlett-Packard d'une révision en baisse de ses prévisions de bénéfices a provo-

qué une réaction en chaîne. Les valeurs liées à la haute technologie étaient déjà sous pression après la publication, mardi, par Motorola de résultats nettement inférieurs aux prévisions pour le deuxième trimestre. M. Wien s'attend à d'autres déceptions sur les résultats de sociétés, à une remontée des taux d'intérêt et à la poursuite du ralentissement du flot de liquidités dans les fonds mutuels d'investissement.

Sur la semaine, le recul de l'indice Dow Jones se chiffre à 1,39 %. Depuis la fin du mois de mai, l'indice a perdu 4,6 % et les analystes sont de plus en plus nombreux à considérer que la correction, maintes fois annoncée, a commencé. Reste à savoir s'il s'agit d'un simple ajustement ou de la fin de la période exceptionnelle qui a commencé pour Wall Street il y a bientôt six ans, au moment de la crise du Golfe. Depuis cette date, le marché a gagné plus de 80 % et n'avait pas subi le moindre à-coup. Cet « oubli » pourrait être conti-

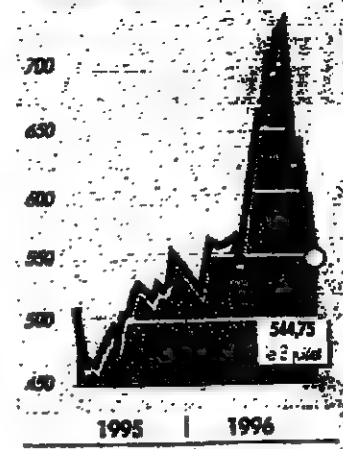
gé si l'on se réfère à la dégringolade du Nasdaq, le marché électronique sur lequel sont cotés la plupart des groupes informatiques et des valeurs de haute technologie. Ce marché a depuis plusieurs années montré l'exemple au New York Stock Exchange. L'indice du Nasdaq a perdu 3,05 % jeudi et 4,7 % sur la semaine. Il a abandonné 11,7 % depuis son dernier record, atteint début juin.

Face aux craintes venues des Etats-Unis, Francfort et Londres font preuve d'une belle capacité de résistance. Les deux places ont bénéficié de spéculations sur des restructurations à venir dans certains secteurs d'activités pour l'une et de l'éloignement des craintes de tensions inflationnistes pour l'autre. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, le bon élève en matière d'inflation est anglais et les spéculateurs sont allemands.

En Allemagne, le marché a été animé par des rumeurs de rapprochements futurs dans des secteurs aussi divers que la chimie, la phar-

MATIÈRES PREMIÈRES

Repli du blé



APRÈS UN CONTRAT à terme sur le colza en octobre 1992, la Bourse du commerce a ouvert, le 5 juillet, un marché à terme du blé.

Il aura fallu pour cela abroger les dispositions d'une loi datant de 1936 interdisant la cotation à terme des céréales. Il aura fallu aussi l'appui des négociants et des industriels car les producteurs y étaient très hostiles. Ceux-ci estiment que ce marché fait peser une menace sur la politique agricole commune qui fixe au niveau européen un prix d'intervention. Le Matif compte profiter de la situation actuelle des cours du blé qui sont bien au-delà du prix de référence, même s'ils ont reculé, notamment vendredi, après la révision en hausse par le département de l'Agriculture américain (USDA) de ses estimations de production de blé d'hiver et de blé au total en 1996 aux Etats-Unis. L'USDA a relevé à 40,41 millions de tonnes son estimation de la récolte de blé d'hiver en 1996/1997, contre 37,28 MT prévues en juin et 42,11 MT engrangées en 1995. La récolte totale de blé est estimée à 61,60 MT, contre 56,61 MT annoncées le mois dernier, et 59,48 MT produites en 1995.

Les principales caractéristiques du contrat : le produit sous-jacent est un blé meunier 115 au marché européen. Il est coté en francs par tonnes métriques (le nominal concerne 50 tonnes métriques). Il comporte six échéances cotées en permanence, soit un horizon à quinze ou vingt mois. Septembre, novembre, février et mai ont été choisis car ces mois correspondent aux divers stades de la campagne céréalière.

La marchandise est livrée à l'échéance du contrat pendant tout le mois de livraison selon les modalités du contrat physique FOB-Finval. Les membres compensateurs sont BNP, Cargill, Investors Services, Crédit agricole, Futures E. D. & R. Man International, Finat, Finacor Vendôme, Indosuez, CARR Futures, Refco S. A. Les négociateurs agréés en marchandises sont AOT Prothema France Commerciale, DWD-S. A., Kleffler, Sigma, Société des établissements Plantureux.

Carole Petit

TOKYO	NEW YORK	PARIS	LONDRES	FRANCFORT
INDICE NIKKEI	DOW JONES	CAC 40	FT 100	DAX 30
- 2,59%	- 1,39%	- 2,30%	- 0,40%	- 1,52%

Eric Leser

مركز النظم

AUJOURD'HUI

SPORTS

TOUR DE FRANCE La douzième étape a été remportée, vendredi 12 juillet au Puy-en-Velay, par le Suisse Pascal Richard, au terme d'une échappée menée dès le dixième kilomètre par neuf hommes. Les fu-

gitifs ont terminé avec un bon quart d'heure d'avance sur le reste de la troupe, un écart rarement enregistré sur le Tour. ● LE PELOTON n'a pas réagi à cette attaque, hormis l'espagnol José-Ramon Uriarte, qui a arrêté,



pendant 100 kilomètres, de revenir sur les hommes de tête. ● BJARNE RITIS a enfilé son quatrième maillot jaune sans avoir été inquiété par ses rivaux au classement général. L'équipe Telekom, à laquelle appartient

le coureur danois, semble de plus en plus maîtriser la course. Une année de préparation intensive permet aux huit maillots roses toujours dans le peloton de se porter souvent en tête pour protéger leur leader.

La neutralité du peloton laisse la voie libre au Suisse Pascal Richard

Le Tour a choisi de musarder sur les belles routes escarpées de l'Ardèche lors de sa douzième étape, laissant s'échapper quelques intrépides en quête d'une gloire éphémère

LE PUY-EN-VELAY de notre envoyé spécial

Par cette belle journée du vendredi 12 juillet 1996, les coureurs du Tour de France, estimant qu'ils avaient déjà assez souffert, remonteront au magasin des clichés éculés leur image de « forçats de la route » pour s'offrir une trêve dans un paysage fabuleux. Alors, le peloton musarda, laissant neuf hommes qui avaient pris la poudre d'escampette dès le dixième kilomètre accumuler les minutes d'avance et arriver au Puy-en-Velay plus d'un quart d'heure avant le gros de la troupe.

Les Tours modernes, où les différences se mesurent au trebuchet, voient rarement de tels écarts. Il faut dire que les hommes de tête se relayaient parfaitement et que personne ne se sentait d'humeur à contrecarrer leur cavalcade ; sauf le courageux Espagnol José-Ramon Uriarte, qui s'écroula durant l'essentiel de la course à vouloir revenir sur les échappés. En vain. Il était dit que cette journée ne serait pas celle des exploits.

« Ce n'est pas la Suisse, c'est moins terrible. Ce n'est pas l'Italie, c'est encore plus beau », écrit George Sand à propos du Puy-en-Velay. L'écrivain avait vu juste, tant la beauté de la région traversée étouffe toute la caravane. Ce fut pourtant un citoyen herpétologue, Pascal Richard, qui remporta facilement dans la capitale de la Haute-Loire. Intraitable, il ne laisse aucune chance à ses huit comparses, leur faisant même, à quelques kilomètres de l'arrivée, le coup du coureur à bout de souffle, pour les « enlever », ensuite de la plus belle manière.

Efficace, Monsieur Richard, même si le procédé pourrait nuire à la réputation de scrupuleux

honnêteté des autres citoyens de votre Confédération. « Certains sont protégés pour finir dixième au classement général, moi, non. Je roule au jour le jour avec comme objectif une victoire d'étape ; ensuite, il arrive souvent que je paie physiquement le lendemain », confiait l'ancien vainqueur du Tour de Suisse après son arrivée.

Et puis, il faut bien que les petits pays se fassent remarquer dans ce Tour de France, sinon on pourrait penser que l'épreuve est devenue une affaire... danoise. Il s'en est fallu de peu pour qu'un autre descendant des Vikings, Jesper Skibby, gagne au Puy-en-Velay, au

grand plaisir des supporters venus du froid, de plus en plus nombreux sur le parcours à agiter le drapeau rouge à croix blanche.

PATRON DE LA COURSE

Vendredi 12 juillet au soir, ils pouvaient toutefois se consoler tant Bjarné Ritis et sa Mannschaft de Deutsche Telekom avaient continué à contrôler la course. Le porteur du maillot jaune a distribué les légendaires « bons de sortie » de la caravane à qui et quand il le voulait, comme un homme qui s'installe peu à peu dans la peau du « patron » de la course. Quant à son coéquipier Erik Zabel, il a en-

core ajouté quelques points à son maillot vert en remportant, comme à la parade, le sprint du peloton.

Manque de vigilance ? Moment d'écourderie ? Nouveau (petit) passage à vide ? Toujours est-il que l'on a vu Miguel Indurain en très légère difficulté au cours de cette étape. A la suite d'une « cassure » du peloton, le quintuple vainqueur du Tour se retrouva, un court instant, distancé. Mais personne ne voulait la bagarre, et tout rentra dans l'ordre tranquille de cette étape harmonieuse.

On arrivait dans la patrie de Pierre Chany, le journaliste aux

quarante-neuf Tours de France récemment décédé, qui aimait fêter le passage du peloton sur « ses » terres. Comme pour un hommage à un disparu de la famille, le peloton maintenait son allure buissonnière. Les nostalgiques de la caravane pouvaient donner libre cours à leur machine à remonter le temps. En 1954, par exemple, où l'Italien Fontana l'avait remporté au Puy-en-Velay, à l'issue d'une étape animée par Raphaël Géminiani. Un autre Suisse, le grand Ferdi Kübler, y avait poussé un de ses coups de gueule légendaires, traitant de « cow-boy » un coureur français, Guerinelli, accusé de

l'avoir un peu trop « frotté » dans la descente. Louis Bobet allait remporter son deuxième Tour de France, mais la bagarre était dure.

De bagarre, il n'en fut pas question vendredi. Certes, à moins de 40 kilomètres à l'heure, les coureurs ne sont pas des vulgaires cyclotouristes. Mais, le temps d'une étape, pourquoi ne se seraient-ils pas, eux aussi, laissés prendre au subtil équilibre d'une Ardèche douce comme une vallée et aride comme un rocher ?

« C'est trop beau ! », commentait, avec un sourire radieux, un journaliste néerlandais ébahi par le paysage sublime qui l'environnait. Peut-être faut-il chercher dans ce cri du cœur l'explication de cette douce longueur du peloton. Quant aux habitants de ces marches de l'entre-deux, qui connaissent la dure loi d'une nature sans complaisance, ils seront sûrement contents d'apprendre que « leur » étape avait accouché... d'un sourire.

José-Alain Fralon

Le joli parcours de Deutsche Telekom

LE PUY-EN-VELAY de notre envoyé spécial

Sur la place Michelet, derrière la ligne d'arrivée du Puy-en-Velay, les transports des équipes attendent. Ils ramassent leurs valises fourbues pour leur prodigieux premiers réconforts. Dans la frénésie de l'après-course, les concurrents trouvent là un premier havre. Les cars de Mapei, de TTM et d'Once sont rangés en file indienne. Derrière ces mastodontes colorés, la camionnette blanche de Deutsche Telekom, sage-ment rangée, semble bien modeste. « Notre voiture est petite, mais elle est bien aménagée », se défend Walter Godefroot, directeur sportif de la formation allemande, qui en décrit par le menu l'organisation. Le Belge ne fait aucun complexe d'infériorité. Le véhicule n'est pas spacieux, mais reçoit du beau monde. Vendredi 12 juillet, ses occupants étaient thibauds de trois des quatre maillots prestigieux : le jaune, le vert et le blanc, celui du meilleur jeune.

Depuis la victoire de Bjarné Ritis à Jester, l'équipe contrôle la course, les mains aux cotées. La route vers Paris est encore longue et semée de cols. Avoir le maillot jaune aide à supporter le voyage. Un oiseau dans la main vaut mieux que dix dans la clé, énonce un proverbe

flamand qu'affectionne Walter Godefroot. Mais le patron n'en conçoit pas plus de morgue. « J'ai la chance de disposer encore de huit hommes à cent pour cent de leur potentiel, explique-t-il. Regardez Once. C'est l'équipe la plus complète avec Mapei, mais un de ses leaders est tombé malade et l'autre a chuté dans un ravin. » Walter Godefroot prend les airs de l'inspecteur Colombo : « Je suis comme ça, jamais enthousiaste mais jamais démoralisé ». Quinze ans sur une selle, seize ans dans une voiture de directeur sportif ont forgé cette humeur étale. Un jour bien, l'autre moins. Une année bonne et l'autre non.

En 1995, Telekom ne devait pas être sélectionnée dans le Tour. Elle avait été repêchée après le forfait du Groupement. Mais elle fut contrainte de s'associer avec une formation italienne. Cette alliance contre nature entre les fiers gabarits allemands, taillés pour emmener les sprints d'Erik Zabel, et les poids plume transalpins, dédiés à la montagne, avait fait sourire. Hormis une victoire à Bordeaux d'Erik Zabel, la demi-équipe avait surtout fait de la figuration.

Un an plus tard, au complet, ils jouent les patrons du peloton. « Cela fait trois ans que nous travaillons pour cela », explique leur directeur

sportif. Après une année terne, le sponsor piaffait d'impatience. En liaison avec le département de médecine sportive de l'université de Fribourg, Walter Godefroot bâtit depuis des années des programmes d'entraînement scientifiques.

Rolf Aldag, Udo Boltz, Christian Henn, Jens Heppner, Mario Kummer (qui a dû abandonner en raison d'une fracture d'une clavicule), Jan Ullrich et Erik Zabel sortent tous de l'école de l'Allemagne de l'Est. Ils appartiennent à ces « brigades grises » qui écrasaient les courses « amateurs ». « Ils avaient le talent, raconte leur mentor. Il leur fallait apprendre les mœurs du peloton professionnel et s'habituer au mode de vie occidental. »

L'arrivée de Bjarné Ritis à l'intersaison a donné une assise supplémentaire à l'équipe. Avec ses airs embarrassés, son sourire timide d'ancien porteur d'eau, le Danois possède une force de conviction hors du commun. « Je peux gagner le Tour de France en 1996 », avait-il déclaré, en 1995. « Je pense que je suis le plus fort », renchérit-il, après avoir revêtu le maillot jaune.

Benoît Hopquin

RÉSULTATS

CYCLISME

Tour de France
12^e étape Valence - Le Puy-en-Velay (149,5 km)
1. P. Richard (Sui., MG) ; 2. J. Skibby (Dan.) ; 3. M. Gossard (Bel.) ; 4. D. Nollman (P-B) ; 5. F. G. Cases (Esp.)
Classement général : 1. B. Ritis (Dan., Telekom) ; 2. E. Baccini (Fra.) ; 3. A. Chini (Esp.) ; 4. A. Chini (Esp.) ; 5. A. Chini (Esp.) ; 6. A. Chini (Esp.) ; 7. R. Vireque (Fra.) ; 8. M. Indurain (Esp.) ; 9. M. Indurain (Esp.) ; 10. M. Indurain (Esp.) ; 11. M. Indurain (Esp.) ; 12. M. Indurain (Esp.) ; 13. M. Indurain (Esp.) ; 14. M. Indurain (Esp.) ; 15. M. Indurain (Esp.) ; 16. M. Indurain (Esp.) ; 17. M. Indurain (Esp.) ; 18. M. Indurain (Esp.) ; 19. M. Indurain (Esp.) ; 20. M. Indurain (Esp.) ; 21. M. Indurain (Esp.) ; 22. M. Indurain (Esp.) ; 23. M. Indurain (Esp.) ; 24. M. Indurain (Esp.) ; 25. M. Indurain (Esp.) ; 26. M. Indurain (Esp.) ; 27. M. Indurain (Esp.) ; 28. M. Indurain (Esp.) ; 29. M. Indurain (Esp.) ; 30. M. Indurain (Esp.) ; 31. M. Indurain (Esp.) ; 32. M. Indurain (Esp.) ; 33. M. Indurain (Esp.) ; 34. M. Indurain (Esp.) ; 35. M. Indurain (Esp.) ; 36. M. Indurain (Esp.) ; 37. M. Indurain (Esp.) ; 38. M. Indurain (Esp.) ; 39. M. Indurain (Esp.) ; 40. M. Indurain (Esp.) ; 41. M. Indurain (Esp.) ; 42. M. Indurain (Esp.) ; 43. M. Indurain (Esp.) ; 44. M. Indurain (Esp.) ; 45. M. Indurain (Esp.) ; 46. M. Indurain (Esp.) ; 47. M. Indurain (Esp.) ; 48. M. Indurain (Esp.) ; 49. M. Indurain (Esp.) ; 50. M. Indurain (Esp.) ; 51. M. Indurain (Esp.) ; 52. M. Indurain (Esp.) ; 53. M. Indurain (Esp.) ; 54. M. Indurain (Esp.) ; 55. M. Indurain (Esp.) ; 56. M. Indurain (Esp.) ; 57. M. Indurain (Esp.) ; 58. M. Indurain (Esp.) ; 59. M. Indurain (Esp.) ; 60. M. Indurain (Esp.) ; 61. M. Indurain (Esp.) ; 62. M. Indurain (Esp.) ; 63. M. Indurain (Esp.) ; 64. M. Indurain (Esp.) ; 65. M. Indurain (Esp.) ; 66. M. Indurain (Esp.) ; 67. M. Indurain (Esp.) ; 68. M. Indurain (Esp.) ; 69. M. Indurain (Esp.) ; 70. M. Indurain (Esp.) ; 71. M. Indurain (Esp.) ; 72. M. Indurain (Esp.) ; 73. M. Indurain (Esp.) ; 74. M. Indurain (Esp.) ; 75. M. Indurain (Esp.) ; 76. M. Indurain (Esp.) ; 77. M. Indurain (Esp.) ; 78. M. Indurain (Esp.) ; 79. M. Indurain (Esp.) ; 80. M. Indurain (Esp.) ; 81. M. Indurain (Esp.) ; 82. M. Indurain (Esp.) ; 83. M. Indurain (Esp.) ; 84. M. Indurain (Esp.) ; 85. M. Indurain (Esp.) ; 86. M. Indurain (Esp.) ; 87. M. Indurain (Esp.) ; 88. M. Indurain (Esp.) ; 89. M. Indurain (Esp.) ; 90. M. Indurain (Esp.) ; 91. M. Indurain (Esp.) ; 92. M. Indurain (Esp.) ; 93. M. Indurain (Esp.) ; 94. M. Indurain (Esp.) ; 95. M. Indurain (Esp.) ; 96. M. Indurain (Esp.) ; 97. M. Indurain (Esp.) ; 98. M. Indurain (Esp.) ; 99. M. Indurain (Esp.) ; 100. M. Indurain (Esp.) ; 101. M. Indurain (Esp.) ; 102. M. Indurain (Esp.) ; 103. M. Indurain (Esp.) ; 104. M. Indurain (Esp.) ; 105. M. Indurain (Esp.) ; 106. M. Indurain (Esp.) ; 107. M. Indurain (Esp.) ; 108. M. Indurain (Esp.) ; 109. M. Indurain (Esp.) ; 110. M. Indurain (Esp.) ; 111. M. Indurain (Esp.) ; 112. M. Indurain (Esp.) ; 113. M. Indurain (Esp.) ; 114. M. Indurain (Esp.) ; 115. M. Indurain (Esp.) ; 116. M. Indurain (Esp.) ; 117. M. Indurain (Esp.) ; 118. M. Indurain (Esp.) ; 119. M. Indurain (Esp.) ; 120. M. Indurain (Esp.) ; 121. M. Indurain (Esp.) ; 122. M. Indurain (Esp.) ; 123. M. Indurain (Esp.) ; 124. M. Indurain (Esp.) ; 125. M. Indurain (Esp.) ; 126. M. Indurain (Esp.) ; 127. M. Indurain (Esp.) ; 128. M. Indurain (Esp.) ; 129. M. Indurain (Esp.) ; 130. M. Indurain (Esp.) ; 131. M. Indurain (Esp.) ; 132. M. Indurain (Esp.) ; 133. M. Indurain (Esp.) ; 134. M. Indurain (Esp.) ; 135. M. Indurain (Esp.) ; 136. M. Indurain (Esp.) ; 137. M. Indurain (Esp.) ; 138. M. Indurain (Esp.) ; 139. M. Indurain (Esp.) ; 140. M. Indurain (Esp.) ; 141. M. Indurain (Esp.) ; 142. M. Indurain (Esp.) ; 143. M. Indurain (Esp.) ; 144. M. Indurain (Esp.) ; 145. M. Indurain (Esp.) ; 146. M. Indurain (Esp.) ; 147. M. Indurain (Esp.) ; 148. M. Indurain (Esp.) ; 149. M. Indurain (Esp.) ; 150. M. Indurain (Esp.) ; 151. M. Indurain (Esp.) ; 152. M. Indurain (Esp.) ; 153. M. Indurain (Esp.) ; 154. M. Indurain (Esp.) ; 155. M. Indurain (Esp.) ; 156. M. Indurain (Esp.) ; 157. M. Indurain (Esp.) ; 158. M. Indurain (Esp.) ; 159. M. Indurain (Esp.) ; 160. M. Indurain (Esp.) ; 161. M. Indurain (Esp.) ; 162. M. Indurain (Esp.) ; 163. M. Indurain (Esp.) ; 164. M. Indurain (Esp.) ; 165. M. Indurain (Esp.) ; 166. M. Indurain (Esp.) ; 167. M. Indurain (Esp.) ; 168. M. Indurain (Esp.) ; 169. M. Indurain (Esp.) ; 170. M. Indurain (Esp.) ; 171. M. Indurain (Esp.) ; 172. M. Indurain (Esp.) ; 173. M. Indurain (Esp.) ; 174. M. Indurain (Esp.) ; 175. M. Indurain (Esp.) ; 176. M. Indurain (Esp.) ; 177. M. Indurain (Esp.) ; 178. M. Indurain (Esp.) ; 179. M. Indurain (Esp.) ; 180. M. Indurain (Esp.) ; 181. M. Indurain (Esp.) ; 182. M. Indurain (Esp.) ; 183. M. Indurain (Esp.) ; 184. M. Indurain (Esp.) ; 185. M. Indurain (Esp.) ; 186. M. Indurain (Esp.) ; 187. M. Indurain (Esp.) ; 188. M. Indurain (Esp.) ; 189. M. Indurain (Esp.) ; 190. M. Indurain (Esp.) ; 191. M. Indurain (Esp.) ; 192. M. Indurain (Esp.) ; 193. M. Indurain (Esp.) ; 194. M. Indurain (Esp.) ; 195. M. Indurain (Esp.) ; 196. M. Indurain (Esp.) ; 197. M. Indurain (Esp.) ; 198. M. Indurain (Esp.) ; 199. M. Indurain (Esp.) ; 200. M. Indurain (Esp.) ; 201. M. Indurain (Esp.) ; 202. M. Indurain (Esp.) ; 203. M. Indurain (Esp.) ; 204. M. Indurain (Esp.) ; 205. M. Indurain (Esp.) ; 206. M. Indurain (Esp.) ; 207. M. Indurain (Esp.) ; 208. M. Indurain (Esp.) ; 209. M. Indurain (Esp.) ; 210. M. Indurain (Esp.) ; 211. M. Indurain (Esp.) ; 212. M. Indurain (Esp.) ; 213. M. Indurain (Esp.) ; 214. M. Indurain (Esp.) ; 215. M. Indurain (Esp.) ; 216. M. Indurain (Esp.) ; 217. M. Indurain (Esp.) ; 218. M. Indurain (Esp.) ; 219. M. Indurain (Esp.) ; 220. M. Indurain (Esp.) ; 221. M. Indurain (Esp.) ; 222. M. Indurain (Esp.) ; 223. M. Indurain (Esp.) ; 224. M. Indurain (Esp.) ; 225. M. Indurain (Esp.) ; 226. M. Indurain (Esp.) ; 227. M. Indurain (Esp.) ; 228. M. Indurain (Esp.) ; 229. M. Indurain (Esp.) ; 230. M. Indurain (Esp.) ; 231. M. Indurain (Esp.) ; 232. M. Indurain (Esp.) ; 233. M. Indurain (Esp.) ; 234. M. Indurain (Esp.) ; 235. M. Indurain (Esp.) ; 236. M. Indurain (Esp.) ; 237. M. Indurain (Esp.) ; 238. M. Indurain (Esp.) ; 239. M. Indurain (Esp.) ; 240. M. Indurain (Esp.) ; 241. M. Indurain (Esp.) ; 242. M. Indurain (Esp.) ; 243. M. Indurain (Esp.) ; 244. M. Indurain (Esp.) ; 245. M. Indurain (Esp.) ; 246. M. Indurain (Esp.) ; 247. M. Indurain (Esp.) ; 248. M. Indurain (Esp.) ; 249. M. Indurain (Esp.) ; 250. M. Indurain (Esp.) ; 251. M. Indurain (Esp.) ; 252. M. Indurain (Esp.) ; 253. M. Indurain (Esp.) ; 254. M. Indurain (Esp.) ; 255. M. Indurain (Esp.) ; 256. M. Indurain (Esp.) ; 257. M. Indurain (Esp.) ; 258. M. Indurain (Esp.) ; 259. M. Indurain (Esp.) ; 260. M. Indurain (Esp.) ; 261. M. Indurain (Esp.) ; 262. M. Indurain (Esp.) ; 263. M. Indurain (Esp.) ; 264. M. Indurain (Esp.) ; 265. M. Indurain (Esp.) ; 266. M. Indurain (Esp.) ; 267. M. Indurain (Esp.) ; 268. M. Indurain (Esp.) ; 269. M. Indurain (Esp.) ; 270. M. Indurain (Esp.) ; 271. M. Indurain (Esp.) ; 272. M. Indurain (Esp.) ; 273. M. Indurain (Esp.) ; 274. M. Indurain (Esp.) ; 275. M. Indurain (Esp.) ; 276. M. Indurain (Esp.) ; 277. M. Indurain (Esp.) ; 278. M. Indurain (Esp.) ; 279. M. Indurain (Esp.) ; 280. M. Indurain (Esp.) ; 281. M. Indurain (Esp.) ; 282. M. Indurain (Esp.) ; 283. M. Indurain (Esp.) ; 284. M. Indurain (Esp.) ; 285. M. Indurain (Esp.) ; 286. M. Indurain (Esp.) ; 287. M. Indurain (Esp.) ; 288. M. Indurain (Esp.) ; 289. M. Indurain (Esp.) ; 290. M. Indurain (Esp.) ; 291. M. Indurain (Esp.) ; 292. M. Indurain (Esp.) ; 293. M. Indurain (Esp.) ; 294. M. Indurain (Esp.) ; 295. M. Indurain (Esp.) ; 296. M. Indurain (Esp.) ; 297. M. Indurain (Esp.) ; 298. M. Indurain (Esp.) ; 299. M. Indurain (Esp.) ; 300. M. Indurain (Esp.) ; 301. M. Indurain (Esp.) ; 302. M. Indurain (Esp.) ; 303. M. Indurain (Esp.) ; 304. M. Indurain (Esp.) ; 305. M. Indurain (Esp.) ; 306. M. Indurain (Esp.) ; 307. M. Indurain (Esp.) ; 308. M. Indurain (Esp.) ; 309. M. Indurain (Esp.) ; 310. M. Indurain (Esp.) ; 311. M. Indurain (Esp.) ; 312. M. Indurain (Esp.) ; 313. M. Indurain (Esp.) ; 314. M. Indurain (Esp.) ; 315. M. Indurain (Esp.) ; 316. M. Indurain (Esp.) ; 317. M. Indurain (Esp.) ; 318. M. Indurain (Esp.) ; 319. M. Indurain (Esp.) ; 320. M. Indurain (Esp.) ; 321. M. Indurain (Esp.) ; 322. M. Indurain (Esp.) ; 323. M. Indurain (Esp.) ; 324. M. Indurain (Esp.) ; 325. M. Indurain (Esp.) ; 326. M. Indurain (Esp.) ; 327. M. Indurain (Esp.) ; 328. M. Indurain (Esp.) ; 329. M. Indurain (Esp.) ; 330. M. Indurain (Esp.) ; 331. M. Indurain (Esp.) ; 332. M. Indurain (Esp.) ; 333. M. Indurain (Esp.) ; 334. M. Indurain (Esp.) ; 335. M. Indurain (Esp.) ; 336. M. Indurain (Esp.) ; 337. M. Indurain (Esp.) ; 338. M. Indurain (Esp.) ; 339. M. Indurain (Esp.) ; 340. M. Indurain (Esp.) ; 341. M. Indurain (Esp.) ; 342. M. Indurain (Esp.) ; 343. M. Indurain (Esp.) ; 344. M. Indurain (Esp.) ; 345. M. Indurain (Esp.) ; 346. M. Indurain (Esp.) ; 347. M. Indurain (Esp.) ; 348. M. Indurain (Esp.) ; 349. M. Indurain (Esp.) ; 350. M. Indurain (Esp.) ; 351. M. Indurain (Esp.) ; 352. M. Indurain (Esp.) ; 353. M. Indurain (Esp.) ; 354. M. Indurain (Esp.) ; 355. M. Indurain (Esp.) ; 356. M. Indurain (Esp.) ; 357. M. Indurain (Esp.) ; 358. M. Indurain (Esp.) ; 359. M. Indurain (Esp.) ; 360. M. Indurain (Esp.) ; 361. M. Indurain (Esp.) ; 362. M. Indurain (Esp.) ; 363. M. Indurain (Esp.) ; 364. M. Indurain (Esp.) ; 365. M. Indurain (Esp.) ; 366. M. Indurain (Esp.) ; 367. M. Indurain (Esp.) ; 368. M. Indurain (Esp.) ; 369. M. Indurain (Esp.) ; 370. M. Indurain (Esp.) ; 371. M. Indurain (Esp.) ; 372. M. Indurain (Esp.) ; 373. M. Indurain (Esp.) ; 374. M. Indurain (Esp.) ; 375. M. Indurain (Esp.) ; 376. M. Indurain (Esp.) ; 377. M. Indurain (Esp.) ; 378. M. Indurain (Esp.) ; 379. M. Indurain (Esp.) ; 380. M. Indurain (Esp.) ; 381. M. Indurain (Esp.) ; 382. M. Indurain (Esp.) ; 383. M. Indurain (Esp.) ; 384. M. Indurain (Esp.) ; 385. M. Indurain (Esp.) ; 386. M. Indurain (Esp.) ; 387. M. Indurain (Esp.) ; 388. M. Indurain (Esp.) ; 389. M. Indurain (Esp.) ; 390. M. Indurain (Esp.) ; 391. M. Indurain (Esp.) ; 392. M. Indurain (Esp.) ; 393. M. Indurain (Esp.) ; 394. M. Indurain (Esp.) ; 395. M. Indurain (Esp.) ; 396. M. Indurain (Esp.) ; 397. M. Indurain (Esp.) ; 398. M. Indurain (Esp.) ; 399. M. Indurain (Esp.) ; 400. M. Indurain (Esp.) ; 401. M. Indurain (Esp.) ; 402. M. Indurain (Esp.) ; 403. M. Indurain (Esp.) ; 404. M. Indurain (Esp.) ; 405. M. Indurain (Esp.) ; 406. M. Indurain (Esp.) ; 407. M. Indurain (Esp.) ; 408. M. Indurain (Esp.) ; 409. M. Indurain (Esp.) ; 410. M. Indurain (Esp.) ; 411. M. Indurain (Esp.) ; 412. M. Indurain (Esp.) ; 413. M. Indurain (Esp.) ; 414. M. Indurain (Esp.) ; 415. M. Indurain (Esp.) ; 416. M. Indurain (Esp.) ; 417. M. Indurain (Esp.) ; 418. M. Indurain (Esp.) ; 419. M. Indurain (Esp.) ; 420. M. Indurain (Esp.) ; 421. M. Indurain (Esp.) ; 422. M. Indurain (Esp.) ; 423. M. Indurain (Esp.) ; 424. M. Indurain (Esp.) ; 425. M. Indurain (Esp.) ; 426. M. Indurain (Esp.) ; 427. M. Indurain (Esp.) ; 428. M. Indurain (Esp.) ; 429. M. Indurain (Esp.) ; 430. M. Indurain (Esp.) ; 431. M. Indurain (Esp.) ; 432. M. Indurain (Esp.) ; 433. M. Indurain (Esp.) ; 434. M. Indurain (Esp.) ; 435. M. Indurain (Esp.) ; 436. M. Indurain (Esp.) ; 437. M. Indurain (Esp.) ; 438. M. Indurain (Esp.) ; 439. M. Indurain (Esp.) ; 440. M. Indurain (Esp.) ; 441. M. Indurain (Esp.) ; 442. M. Indurain (Esp.) ; 443. M. Indurain (Esp.) ; 444. M. Indurain (Esp.) ; 445. M. Indurain (Esp.) ; 446. M. Indurain (Esp.) ; 447. M. Indurain (Esp.) ; 448. M. Indurain (Esp.) ; 449. M. Indurain (Esp.) ; 450. M. Indurain (Esp.) ; 451. M. Indurain (Esp.) ; 452. M. Indurain (Esp.) ; 453. M. Indurain (Esp.) ; 454. M. Indurain (Esp.) ; 455. M. Indurain (Esp.) ; 456. M. Indurain (Esp.) ; 457. M. Indurain (Esp.) ; 458. M. Indurain (Esp.) ; 459. M. Indurain (Esp.) ; 460. M. Indurain (Esp.) ; 461. M. Indurain (Esp.) ; 462. M. Indurain (Esp.) ; 463. M. Indurain (Esp.) ; 464. M. Indurain (Esp.) ; 465. M. Indurain (Esp.) ; 466. M. Indurain (Esp.) ; 467. M. Indurain (Esp.) ; 468. M. Indurain (Esp.) ; 469. M. Indurain (Esp.) ; 470. M. Indurain (Esp.) ; 471. M. Indurain (Esp.) ; 472. M. Indurain (Esp.) ; 473. M. Indurain (Esp.) ; 474. M. Indurain (Esp.) ; 475. M. Indurain (Esp.) ; 476. M. Indurain (Esp.) ; 477. M. Indurain (Esp.) ; 478. M. Indurain (Esp.) ; 479. M. Indurain (Esp.) ; 480. M. Indurain (Esp.) ; 481. M. Indurain (Esp.) ; 482. M. Indurain (Esp.) ; 483. M. Indurain (Esp.) ; 484. M. Indurain (Esp.) ; 485. M. Indurain (Esp.) ; 486. M. Indurain (Esp.) ; 487. M. Indurain (Esp.) ; 488. M. Indurain (Esp.) ; 489. M. Indurain (Esp.) ; 490. M. Indurain (Esp.) ; 491. M. Indurain (Esp.) ; 492. M. Indurain (Esp.) ; 493. M. Indurain (Esp.) ; 494. M. Indurain (Esp.) ; 495. M. Indurain (Esp.) ; 496. M. Indurain (Esp.) ; 497. M. Indurain (Esp.) ; 498. M. Indurain (Esp.) ; 499. M. Indurain (Esp.) ; 500. M. Indurain (Esp.) ; 501. M. Indurain (Esp.) ; 502. M. Indurain (Esp.) ; 503. M. Indurain (Esp.) ; 504. M. Indurain (Esp.) ; 505. M. Indurain (Esp.) ; 506. M. Indurain (Esp.) ; 507. M. Indurain (Esp.) ; 508. M. Indurain (Esp.) ; 509. M. Indurain (Esp.) ; 510. M. Indurain (Esp.) ; 511. M. Indurain (Esp.) ; 512. M. Indurain (Esp.) ; 513. M. Indurain (Esp.) ; 514. M. Indurain (Esp.) ; 515. M. Indurain (Esp.) ; 516. M. Indurain (Esp.) ; 517. M. Indurain (Esp.) ; 518. M. Indurain (Esp.) ; 519. M. Indurain (Esp.) ; 520. M. Indurain (Esp.) ; 521. M. Indurain (Esp.) ; 522. M. Indurain (Esp.) ; 523. M. Indurain (Esp.) ; 524. M. Indurain (Esp.) ; 525. M. Indurain (Esp.) ; 526. M. Indurain (Esp.) ; 527. M. Indurain (Esp.) ; 528. M. Indurain (Esp.) ; 529. M. Indurain (Esp.) ; 530. M. Indurain (Esp.) ; 531. M. Indurain (Esp.) ; 532. M. Indurain (Esp.) ; 533. M. Indurain (Esp.) ; 534. M. Indurain (Esp.) ; 535. M. Indurain (Esp.) ; 536. M. Indurain (Esp.) ; 537. M. Indurain (Esp.) ; 538. M. Indurain (Esp.) ; 539. M. Indurain (Esp.) ; 540. M. Indurain (Esp.) ; 541. M. Indurain (Esp.) ; 542. M. Indurain (Esp.) ; 543. M. Indurain (Esp.) ; 544. M. Indurain (Esp.) ; 545. M. Indurain (Esp.) ; 546. M. Indurain (Esp.) ; 547. M. Indurain (Esp.) ; 548. M. Indurain (Esp.) ; 549. M. Indurain (Esp.) ; 550. M. Indurain (Esp.) ; 551. M. Indurain (Esp.) ; 552. M. Indurain (Esp.) ; 553. M. Indurain (Esp.) ; 554. M. Indurain (Esp.) ; 555. M. Indurain (Esp.) ; 556. M. Indurain (Esp.) ; 557. M. Indurain (Esp.) ; 558. M. Indurain (Esp.) ; 559. M. Indurain (Esp.) ; 560. M. Indurain (Esp.) ; 561. M. Indurain (Esp.) ; 562. M. Indurain (Esp.) ; 563. M. Indurain (Esp.) ; 564. M. Indurain (Esp.) ; 565. M. Indurain (Esp.) ; 566. M. Indurain (Esp.) ; 567. M. Indurain (Esp.) ; 568. M. Indurain (Esp.) ; 569. M. Indurain (Esp.) ; 570. M. Indurain (Esp.) ; 571. M. Indurain (Esp.) ; 572. M. Indurain (Esp.) ; 573. M. Indurain (Esp.) ; 574. M. Indurain (Esp.) ; 575. M. Indurain (Esp.) ; 576. M. Indurain (Esp.) ; 577. M. Indurain (Esp.) ; 578. M. Indurain (Esp.) ; 579. M. Indurain (Esp.) ; 580. M. Indurain (Esp.) ; 581. M. Indurain (Esp.) ; 582. M. Indurain (Esp.) ; 583. M. Indurain (Esp.) ; 584. M. Indurain (Esp.) ; 585. M. Indurain (Esp.) ; 586. M. Indurain (Esp.) ; 587. M. Indurain (Esp.) ; 588. M. Indurain (Esp.) ; 589. M. Indurain (Esp.) ; 590. M. Indurain (Esp.) ; 591. M. Indurain (Esp.) ; 592. M. Indurain (Esp.) ; 593. M. Indurain (Esp.) ; 594. M. Indurain (Esp.) ; 595. M. Indurain (Esp.) ; 596. M. Indurain (Esp.) ; 597. M. Indurain (Esp.) ; 598. M. Indurain (Esp.) ; 599. M. Indurain (Esp.) ; 600. M. Indurain (Esp.) ; 601. M. Indurain (Esp.) ; 602. M. Indurain (Esp.) ; 603. M. Indurain (Esp.) ; 604. M. Indurain (Esp.) ; 605. M. Indurain (Esp.) ; 606. M. Indurain (Esp.) ; 607. M. Indurain (Esp.) ; 608. M. Indurain (Esp.) ;

La communauté scientifique demeure divisée sur l'utilisation des vaccins dans la lutte contre le sida

Les difficultés techniques rejoignent les interrogations éthiques

Lors de la onzième conférence internationale sur le sida, qui a terminé ses travaux vendredi 12 juillet à Vancouver (Canada), des spécialistes

se sont interrogés sur l'utilisation des vaccins dans les pays les plus touchés par la maladie. La mise au point d'une méthode préventive

peu coûteuse pourrait aider certains pays d'Afrique ou d'Asie. Mais avant de lancer de grands programmes de vaccination, avec des

produits qui, pour certains, n'ont pas encore prouvé qu'ils étaient efficaces et sans danger, des spécialistes recommandent la prudence.

VANCOUVER

de notre envoyé spécial
Agir et cesser de réfléchir ! Pour plusieurs des scientifiques spécialistes dans le domaine de la vaccinologie présents à Vancouver, le temps est venu de passer à l'action et de vérifier à une large échelle si les prototypes vaccinaux dont on dispose depuis quelques années sont effectivement sans danger et efficaces. D'autres en appellent à la prudence et plaident pour une intensification des recherches fondamentales avant de mettre en place des expérimentations, dans le tiers-monde ou dans les pays industrialisés, qui concerneront de manière peut-être irréversible des dizaines de milliers de personnes. La onzième conférence internationale de Vancouver aura démontré à quel point on est ici dans une impasse, les difficultés techniques rejoignant plusieurs interrogations éthiques fondamentales.

A la fin des années 80, les spécialistes de vaccinologie affichaient de solides assurances. Le sida était dû à un virus qui avait été identifié puis séquencé. On savait fabriquer des vaccins antiviraux. On savait donc fabriquer un vaccin contre le sida. L'affaire devait se révéler beaucoup plus compliquée. Au début des années 90, les mêmes spécialistes commençaient à confier leurs doutes. Ils disent aujourd'hui leur inquiétude sinon leur trouble. On estime qu'il existe aujourd'hui, à travers le monde, vingt-cinq vaccins expérimentaux contre l'infection par le VIH. Près de deux mille personnes séro-négatives ont participé aux premiers essais expérimentaux (dits de phases I et II) aux Etats-Unis et en Thaïlande notamment. L'institut national américain de l'allergie et des mala-

diés infectieuses responsable de ces essais faisait valoir, sur la base de près de 1 800 dossiers, que tous les « candidats vaccins » anti-sida testés étaient bien tolérés, leurs effets secondaires étant du même type que ceux de la plupart des vaccins actuellement commercialisés.

Les premiers essais s'étaient révélés peu concluants en termes de réponse biologique permettant la production d'anticorps neutralisants et induction d'une immunité cellulaire. En revanche, des protocoles ultérieurs (avec des dosages différents, des modifications des schémas d'immunisation et le recours à de nouvelles protéines recombinantes) devaient fournir des résultats plus intéressants. En 1994, pourtant, l'institut national américain de la santé décidait de ne pas passer à des essais de phase III chez des personnes ayant des comportements à risques. Il bloquait les essais de phase III programmés dans des pays du tiers-monde avec des vaccins expérimentaux similaires. La décision américaine se fondait officiellement sur la découverte de quelques rares cas de séropositivité survenus dans des groupes de personnes vaccinées.

ALLER DE L'AVANT ?

On vient d'apprendre à Vancouver que vingt-huit cas de contamination par le VIH ont, à ce jour, été recensés, dont la moitié concerne des personnes chez lesquelles on a injecté un vaccin que l'on tenait pour efficace.

La rencontre de Vancouver a souligné l'importance qu'il fallait accorder à la recherche vaccinale et à la mise au point d'une méthode préventive peu coûteuse qui pourrait aider les pays les plus touchés.

On a rappelé tous les arguments qui plaident en faveur de la possible mise au point d'un vaccin. De nombreux vaccins sont efficaces actuellement contre des maladies virales. Des vaccins ont déjà protégé des chimpanzés et des macaques contre des infections dues à un virus similaire au VIH.

Pourquoi, dès lors, ne pas aller de l'avant au plus vite ? La question est d'autant plus d'actualité que certains responsables sanitaires et politiques des pays touchés se pro-

posent pour que leurs compatriotes participent à des expérimentations de phase III. C'est le cas du docteur Edward Mbidde, directeur de l'institut national ougandais du cancer. Mercredi 10 juillet, il a prononcé à Vancouver un plaidoyer en faveur de l'élargissement des programmes de vaccination anti-sida à travers le monde.

Pourquoi faudrait-il faire du VIH et du sida une catégorie pathologique particulière ? Tout se passe comme si la médiatisation à la-

quelle avaient donné lieu les premières tentatives vaccinales, les phases de transmission - sanguine et sexuelle - de l'infection et l'accélération des connaissances sur la structure du virus et sur la physiopathologie du sida renvoyait à une date tardive les essais en vraie grandeur. La multiplication des nouveaux résultats sur les récepteurs du virus et sur les mécanismes qui lui permettent de se fixer sur les cellules humaines sont venus apporter ces derniers mois des argu-

Mobiliser les décideurs financiers

Les industriels vont-ils favoriser la recherche en vaccinologie au moment où les spécialistes s'interrogent sur la pertinence du vaccin contre le sida, comme Jean-Paul Lévy, directeur de l'Agence nationale française contre le sida : « Nous ne savons pas aujourd'hui si l'on peut véritablement envisager un vaccin universel contre l'ensemble des virus existants (cela paraît peu probable) ou si des vaccins adaptés aux sous-familles seront nécessaires ? Les quelques multinationales encore impliquées dans ce domaine et dans la production industrielle de vaccins investissent-elles dans des travaux visant à mettre au point des préparations vaccinales pour les populations de pays que l'on sait insaisissables ou presque ? Baptisée IAVI (International Aids Vaccine Initiative), une action groupant notamment le programme Onusida, la Banque mondiale et les fondations Rockefeller et Médecins sans frontières, a pour but de mobiliser les décideurs politiques, financiers et sanitaires, et d'accélérer le développement de vaccins.

ments à ceux qui estiment qu'il faut attendre avant d'agir.

HYPERVARIABILITE

Plusieurs types de données biologiques viennent conforter cette thèse. Il s'agit tout d'abord de la propriété qu'a le VIH de modifier sa structure sans perdre son potentiel pathogène. Mieux connue et décryptée à l'échelle moléculaire, l'hypermutable du VIH soulève de multiples questions quant à sa signification biologique. Est-il rat-

Le métro parisien équipe ses rames d'ordinateurs

LES SIÈGES sans pieds semblent flotter au-dessus du plancher. La fermeture électrique de portes élargies ignore le chuintement des ancêtres pneumatiques qui rythme encore les trajets du métro parisien. Les larges baies vitrées donnent au train une nouvelle transparence, « une ouverture sur la vie de la station », comme l'explique Jean-Paul Bailly, PDG de la RATP. A l'intérieur des voitures, Roger Tallon, le designer du TGV, a intégré le velours ras antilacération des sièges, les revêtements anti-graffitis, les matériaux antifeu et les sols peu salissants. Deux rangées de tubes fluorescents assurent l'éclairage et illuminent le plan de la ligne. Une ventilation renforcée renouvelle l'air des voitures avec un débit de 3 000 mètres cubes par heure.

Le luxe des nouveaux trains MP 89, inconnu jusqu'alors dans les tunnels, coûte 36 millions de francs (valeur 1990) par train de 6 voitures. Soit le tiers du prix d'une rame de TGV. La RATP a déjà commandé à GEC Alsthom 438 voitures pour rénover entièrement, d'ici à 1999, les 52 trains de la ligne 1 (Château-de-Vincennes - Grande-Arche-de-la-Défense) et équiper 21 rames de Météor, la quatorzième ligne du métro, qui reliera Tolbiac-Masséna à Madeleine en 1998. Au total, le contrat signé en 1989 avec GEC Alsthom (d'où le nom MP 89) porte sur 3,6 milliards de francs pour plus de 600 voitures. Un chiffre important comparé à celui des travaux de génie civil et d'équipement de Météor : 6 milliards de francs (valeur janvier 1995).

De telles sommes autorisent de nombreuses innovations même si les voitures destinées à la ligne 1 sont équipées d'une conduite manuelle alors que celles de Météor fonctionneront de façon entièrement automatique. Les châssis du MP 89 sont réalisés avec des profils en alliage d'aluminium soudés. Jean-Michel Barnier, directeur du département matériel roulant ferroviaire de la RATP, indique que le gain de poids atteint 1 tonne sur les 5 d'un châssis en acier. L'économie est plus faible si on la rapporte aux 15 tonnes de la voiture équipée. « En fait, l'intérêt principal de l'aluminium réside dans sa résistance à la corrosion », précise Jean-Michel Barnier. L'investissement initial devrait être amorti en partie par les réductions de coût d'entretien.

De telles sommes autorisent de nombreuses innovations même si les voitures destinées à la ligne 1 sont équipées d'une conduite manuelle alors que celles de Météor fonctionneront de façon entièrement automatique. Les châssis du MP 89 sont réalisés avec des profils en alliage d'aluminium soudés.

Jean-Michel Barnier, directeur du département matériel roulant ferroviaire de la RATP, indique que le gain de poids atteint 1 tonne sur les 5 d'un châssis en acier. L'économie est plus faible si on la rapporte aux 15 tonnes de la voiture équipée. « En fait, l'intérêt principal de l'aluminium réside dans sa résistance à la corrosion », précise Jean-Michel Barnier. L'investissement initial devrait être amorti en partie par les réductions de coût d'entretien.

FREIN DE SECOURS

L'équipement électronique du MP 89 répond largement à cette logique. Chaque voiture est dotée de deux ordinateurs industriels qui gèrent localement toutes les fonctions, à l'exception du frein de secours, isolé afin de garantir son fonctionnement en cas de panne du système informatique. L'autonomie des voitures ainsi obtenue simplifie leur câblage. « Nous avons divisé par trois les 1 200 mètres de fils électriques équipant chaque mètre linéaire des voitures précédentes », indique Jean-Michel Barnier. A bord de chaque train, une « boîte noire » enregistre toutes les anomalies de fonctionnement. L'analyse des données recueillies permet d'intervenir avant que les pannes ne se produisent. Cette maintenance prédictive doit réduire le nombre de dysfonctionnements et le coût des dépannages.

Ainsi rempli d'électronique, le premier train MP 89 roulera à 80 kilomètres heure sur la ligne 1 dès le mois d'octobre. Deux nouvelles rames doivent ensuite être livrées chaque mois par GEC Alsthom. Une vingtaine de trains pourront ainsi circuler d'ici à la fin de 1997. Les MP 89 remplaceront progressivement les MP 73 (sortis en 1973) et les MP 59 qui équipent actuellement la ligne. Les premiers front sur la ligne 6. Les seconds sur les lignes 4 et 11 où les MP 55 encore en service seront progressivement mis au rebut. « Une génération de train dure entre trente et quarante ans », indique Jean-Pierre Barnier pour souligner la solennité du lancement du MP 89.

Michel Alberganti

Le retour d'Alain Gheerbrant chez les Indiens d'Amazonie

BOGOTA

de notre correspondant
Alain Gheerbrant a les yeux malicieux des éternels enfants. Et à soixante-seize ans, ce poète touche-à-tout, à la fois ethnologue, voyageur, éditeur, écrivain, curieux et bon vivant, a plus d'un tour dans son sac. Cette fois-ci, la surprise était réservée aux Indiens Piaros d'Amazonie colombienne. Quarante-neuf ans après leur avoir rendu visite au cours de son expédition Orénoque-Amazone (dont le récit a été réédité chez Gallimard en 1992), l'explorateur est parti pour « restituer » les images prises à l'époque et qui, rassemblées dans le film-documentaire *Ces Hommes qu'on dit sauvages*, racontent certains rituels secrets accomplis par leurs parents et leurs grands-parents.

Évangélisés par les missionnaires, les Indiens ont perdu une partie de leurs coutumes. Leur village s'est déplacé sur un des petits bras de l'affluent de l'Orénoque et n'est plus qu'à sept heures de pirogue de la « civilisation ». Sur la place principale, il y a maintenant un terrain de basket, et la communauté possède un groupe électrogène, un téléviseur et un magnétoscope. Les instruments de musique et les masques secrets, filmés par l'expédition Gheerbrant, n'existent plus, sinon dans un musée d'art traditionnel situé de l'autre côté du fleuve, au Venezuela, à Puerto Ayacucho. Les anciens affirment ne plus vouloir les fabriquer car il n'est pas bon de faire du commerce avec les objets sacrés.

En 1947, après avoir passé plusieurs semaines auprès des Piaros, Alain Gheerbrant avait filmé la cérémonie d'initiation des jeunes enfants à la vie adulte. Un rituel qui semble aujourd'hui réservé, et dans le grand secret, à quelques-uns et qui aurait pu choquer les jeunes générations. Aussi les anciens avaient-ils demandé de projeter une première fois le film en privé - sans les femmes et les enfants - afin de décider si certaines parties devaient être censurées. Au cours de cette cérémonie, les hommes jouent dans tous les villages d'un instrument magique en forme de trompe d'éléphant que les femmes écoutent, cachées et enfermées dans une case.

En 1947, entre Mozart et Louis Armstrong, les Indiens avaient préféré la symphonie de Mozart

La musique sacrée transmet les voix des esprits et les femmes ont interdiction de regarder les instruments, dont personne n'est autorisé à prononcer le nom. Aussi, pour la projection du film, il fut décidé de couper l'image au moment de l'intervention des instruments. L'initiation en elle-même consistait, après une cérémonie de lavage du corps

et de l'esprit, dans l'application de plaques de fourmis vivantes et piquantes sur différentes parties du corps. A l'issue du rituel, les fourmis sont relâchées dans la forêt et rendues à la nature.

L'attraction d'Alain Gheerbrant pour les Indiens remonte à loin. Dans son dernier livre *Transversales* (Actes Sud), il décrit comment il fit sa première fugue à destination du monde indien. Ce ne fut que partie remise. Alors que son père lui promettait, en qualité de cadet, la carrière militaire, il n'eut de cesse de partir à la rencontre de ceux qui, pensait-il, connaissaient l'origine du langage et de la poésie. Il passa un long moment avec eux, en 1947, découvrant même un peuple qui n'avait connu aucun blanc : les Yanomamis.

La vie le mena dans différentes parties du monde. Il fit la connaissance d'autres Indiens, Edita Artaud, Michaux, Bataille, se passionna pour la musique traditionnelle turque, fut journaliste à « Cinq colonnes à la une » et publia, entre autres, le *Dictionnaire des symboles*, édité en quinze langues.

Un jour d'été de 1990, à la porte de sa maison des Pyrénées espagnoles, où il vit, un jeune couple d'ethnologues se présenta. Une pagale d'Amazonie à la main. Tomas et Tania Bolano venaient de passer deux ans sur l'Orénoque. Dans leurs bagages, il avait le livre de Gheerbrant sur l'expédition de 1947. Et sur les photos, les Piaros leurs parents, leurs amis Tomas et Tania promirent aux Indiens qu'ils essaie-

Anne Proenza

ESPACE
BOU
TIQUES

Finsbury
PROMOTIONS D'ÉTÉ
(sur TOUS les modèles)
Chaussures de luxe, fabrication artisanale
Très vaste choix en demi-piquette
et plusieurs largeurs
Rapport qualité/prix exceptionnel
■ 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.
■ 3, rue de Rivoli, 75004 Paris.
■ 112 bis, rue de Rennes, 75006 Paris.

Luxueuses draperies
pour vous sur mesure
LEGRAND
Tailleur
Hommes et Dames
DE LA RETOUCHE
AU BEAU VÊTEMENT
Ouvert Juillet - Août
27, rue du 4-Septembre, PARIS 3^e
Tél : 47.42.70.61

Le monde indien était loin d'être mort. Ses rencontres avec lui ne sont pas non plus terminées. Le film des retrouvailles, réalisé en coproduction avec l'Etat colombien, devrait être projeté en septembre sans attendre que des générations aient disparues.

Temps estival
au sud de la Loire

Le monde indien était loin d'être mort. Ses rencontres avec lui ne sont pas non plus terminées. Le film des retrouvailles, réalisé en coproduction avec l'Etat colombien, devrait être projeté en septembre sans attendre que des générations aient disparues.

Le monde indien était loin d'être mort. Ses rencontres avec lui ne sont pas non plus terminées. Le film des retrouvailles, réalisé en coproduction avec l'Etat colombien, devrait être projeté en septembre sans attendre que des générations aient disparues.

Le monde indien était loin d'être mort. Ses rencontres avec lui ne sont pas non plus terminées. Le film des retrouvailles, réalisé en coproduction avec l'Etat colombien, devrait être projeté en septembre sans attendre que des générations aient disparues.

مكتبة النهر

AGENDA

LE MONDE / DIMANCHE 14 - LUNDI 15 JUILLET 1996 / 15

Temps estival au sud de la Loire

L'ANTICYCLONE des Açores s'est installé de manière durable sur la France et l'Europe centrale : sa présence est en revanche beaucoup plus discrète au nord du cinquantime parallèle, ce qui permet à des masses nuageuses atténuées de pénétrer sur le nord-ouest de notre pays. Au sud de la Loire, soleil et chaleur s'imposent au contraire facilement dimanche, avec dans les massifs montagneux, une évolution orageuse isolée probable.



Prévisions pour le 14 juillet vers 12h00

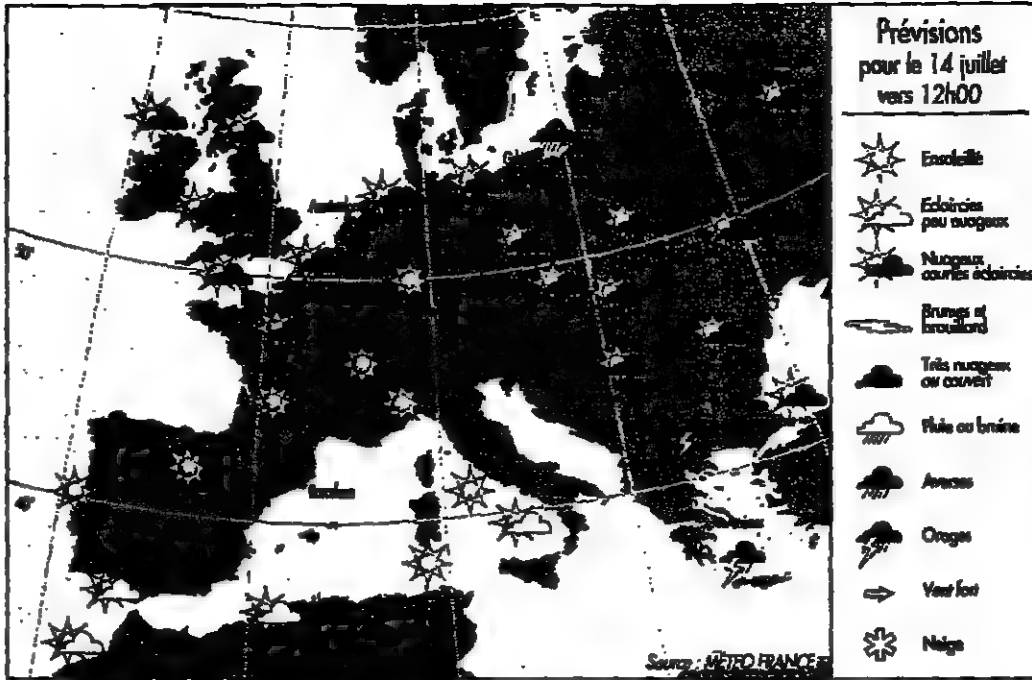


Les régions du nord et du nord-ouest de l'Hexagone - Bretagne, Pays-de-la-Loire, Normandie, Centre, Ile-de-France, Picardie, Nord-Pas-de-Calais et Champagne-Ardenne - subiront un ciel souvent gris et brumeux durant la matinée; puis des éclaircies commenceront à se développer. Partout ailleurs, ce sera une belle journée d'été, chaude et ensoleillée. Les quelques brumes maritimes formées en fin de nuit dans le Sud-Ouest, le Centre et le Nord-Est, se dissiperont rapidement dans le courant de la matinée. Sur les Pyrénées, le Massif central, les Alpes et la Corse, des nuages se soulevont à partir de la mi-journée; un orage isolé pourra ensuite éclater au cours de l'après-midi dans les Alpes et en Corse.

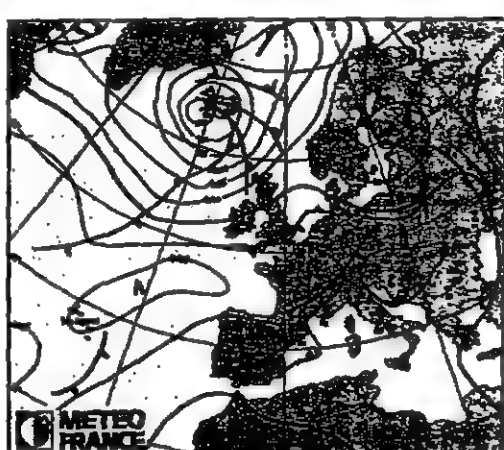
Les températures conserveront une relative fraîcheur près de la Manche, alors qu'elles présenteront au contraire un caractère bien estival partout ailleurs: les minimales seront le plus souvent comprises entre 13 et 16 degrés, jusqu'à 18 ou 19 degrés sur les rives de la Méditerranée; les maximales se cantonneront entre 19 et 22 degrés sur les régions proches de la Manche, entre 23 et 26 degrés du sud de la Bretagne au Nord, entre 28 et 31 partout ailleurs.

Lundi, les régions proches de la Manche et celles situées au nord de la Seine subiront encore des passages nuageux le matin, puis le soleil s'imposera. Partout ailleurs, soleil et chaleur régneront en maîtres. Les Alpes et les Pyrénées verront à nouveau des nuages bourgeonner sur leurs sommets l'après-midi; le risque d'un orage isolé devrait toutefois concerner uniquement les Hautes-Alpes. Les températures seront en hausse générale d'environ deux degrés par rapport à la veille.

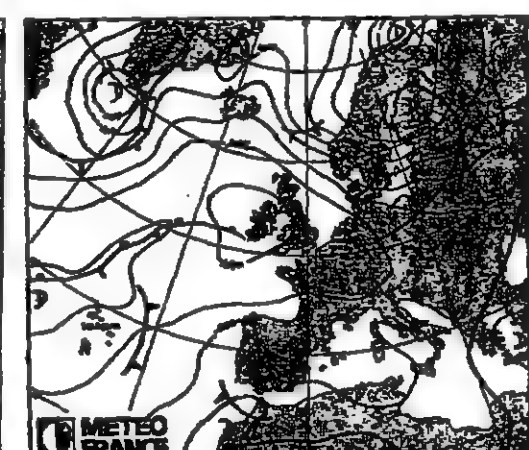
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



TEMPÉRATURES	GRENOBLE	TOURS	CHICAGO	LYON	PARIS	BRUXELLES	AMSTERDAM	BERLIN	MOSCOU	ST-PETERSBOURG	PRAGUE	VIENNE	BOLOGNE	ROMA	NAPLES	ATLANTA	NEW YORK	LOS ANGELES	HONOLULU
du 12 juillet	24/14	24/15	25/12	24/15	24/15	24/15	24/15	24/15	24/15	24/15	24/15	24/15	24/15	24/15	24/15	24/15	24/15	24/15	24/15
max/min	24/14	24/15	25/12	24/15	24/15	24/15	24/15	24/15	24/15	24/15	24/15	24/15	24/15	24/15	24/15	24/15	24/15	24/15	24/15



Situation le 13 juillet, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 15 juillet, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS le Monde Jeunes virtuoses

DEBUSSY, un jour qu'il siégeait dans le jury d'un concours du Conservatoire, bavardait avec son voisin, et l'autre lui en fit doucement le reproche: « Oh ! fit Debussy, les bons, on les écoute... » Le concours de violoncelle nous a cette année révélé un jeune artiste vraiment hors de pair: M. Guy Fallot, aussi bien dans la courante de la Sixième Suite de Bach que dans le premier mouvement du Concerto de Dvorak et que dans le morceau de déchiffrement du à M. Paul Le Flem, est apparu comme un colosse de très grande classe. Il n'a pas encore dix-huit ans, et déjà il est lui-même.

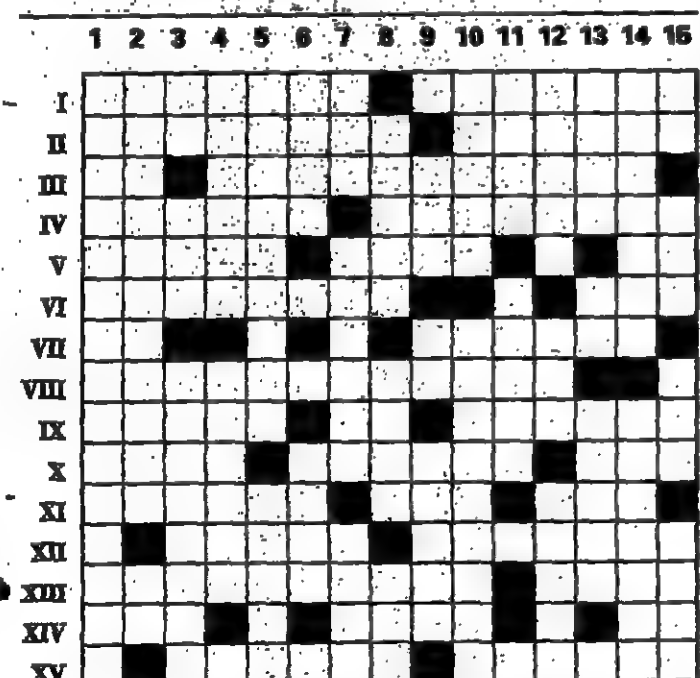
Non seulement il possède une technique éblouissante, mais, ce qui est mieux, il fait preuve du goût le plus sûr, il « vit » la musique, il lui donne son plein sens, il traduit jusque dans les nuances les plus subtiles la pensée des auteurs qu'il interprète, mais avec un respect absolu du style. Sa sonorité est merveilleuse. Il a très nettement « surclassé » les autres concurrents. M. Bazelaire peut être justement fier d'avoir formé un tel élève. Fallot-il ajouter que M. Fallot est fils d'un professeur au Collège de France qui demande à la musique un dévouement à ses travaux de géologue ?

Même surprise agréable au concours de violon. L'année dernière, c'était une fillette, Blanche Tarjus, qui enlevait, comme en se jouant, un premier prix exceptionnel. Cette fois, c'est un garçon de quatorze ans, Christian Ferras - lui aussi élève de M. Benedetti - qui, aussi bien dans le grave de la Sonate en la mineur de Bach que dans le premier mouvement du Concerto de Brahms et dans les Fandango de Darius Milhaud, révèle une virtuosité extraordinaire en même temps qu'une intelligence et une sensibilité exceptionnelles.

René Dumesnil (14-15 juillet 1946.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6864



HORIZONTALEMENT

1. On peut se mettre à table dès qu'il est ouvert. Peut être épuisé par celui qui est sur les dents. - II. Spécialiste qui travaille sur les volées. Anciennement qui devait donner du mal. - III. Peuple du Brésil. Bien enrichies. - IV. Très fatigante. Très critiquée. - V. Contribue à une formation. S'allie avec l'égypte contre l'Assyrie. Éléments de jupe. - VI. On peut y mettre ce qui n'a pas été mangé. L'armée autrichienne y capitula. - VII. Préposition. Dodo d'un empereur. Pas accompagné. - VIII. La barbe pour l'orge. Peut suivre un refroidissement. - IX. S'intéressent à tout ce qui est cité. Pays. - X. Sans changement. Pas d'Italie. Conjonction. - XI. Qu'on a trop souvent entendue. Dernière couverture.

VERTICALEMENT

1. Un empereur qui a fait le clown. Consonné avec un œuf. - 2. Mot latin quant qu'il ne faut pas s'endormir sur le morceau. Terre sur une nappe. - 3. Coule chez des voisins. Passe dans une capitale fédérale. Dont on ne verra pas la fin. - 4. Entré comme un nerf. Fera du tort. - 5. Auteur d'une méthode musicale. Peut compenser le prêt. - 6. Plein de feu. Peut envier. - 7. Pas répandu. Peut être consulté pour savoir où l'on va. Ouverture sur une table. - 8. Ville de Syrie. C'est complet d'y rien manquer pas un. Descend peut-être. - 9. Période. Protège une petite main. Assommés par les coups. - 10. En France. Pas polie. - 11. Bien cuit. Mesures à prendre. - 12. Dérivait. Apparus. Mesure comme de l'essence. - 13. Hameau, aux Antilles. Note. Un homme assommé. - 14. Une mousseline qui ne fait pas du tout pureté. A perdu de son utilité depuis l'invention des cartouches. - 15. Préposition. Figure biblique. Gras et salé. Fruit.

SOLUTION DU N° 6863

HORIZONTALEMENT
1. Naturaliste. - II. Licéistes. - III. Donc. Hère. - IV. Su. Lits. - V. Dème. TI. - VI. Et. Coton. - VII. Phylisme. - VIII. Ciel. Die. - IX. Fente. - X. La. La. Ath. - XI. Enseigne.

VERTICALEMENT

1. Nids-de-poule. - 2. Aiguëte. An. - 3. Tin. Yin. - 4. Ude. Al. Le. - 5. R. L. Cl. F. - 6. Ichtyoïde. - 7. Sés. Tel. nan. - 8. Tor. Tomette. - 9. Esdrine. Et.

PARIS EN VISITE

Mardi 16 juillet
■ MONTMARTRE: chés d'artistes et jardins (55 F), 10 h 30, sortie du métro Abbesses; le Sacré-Cœur et ses parties hautes (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, devant le portail central (Pierre-Yves Jaslet).
■ LES PASSAGES COUVERTS DU SENTIER, 2^e parcours (50 F), 10 h 30, 3, rue de Palestro (Paris autistes).
■ LA FACON DU BOIS DE VIN-CENNES (50 F + prix d'entrée), 14 h 40, porte Dorée devant le café Les Cascades (Christine Merle).
■ LA CATHÉDRALE RUSSSE DE PARIS (55 F + prix d'entrée), 15 heures, 16, rue Daru (Paris et son histoire).
■ LES EGOUTS DE PICPUS (37 F + prix d'entrée), 15 heures, 35, rue de Picpus (Monuments historiques).
■ LES EGOUTS (25 F), 15 heures, devant l'entrée face au 93, quai d'Orsay (Ville de Paris).
■ MARAIS: le quartier juif (37 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Monuments historiques).
■ MUSÉE DE LA VIE ROMAINE (37 F + prix d'entrée), 15 heures, 16, rue Chaptal (Monuments historiques).

ABONNEMENTS LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à: Le Monde Service Abonnements, 34, avenue du G^e Luchaire - 69646 Charvillat Cedex - Tél.: 16 (0) 43-17-32-30.

La durée de l'abonnement	France	Europe	Autres pays
1 an	1 890 F	2 084 F	2 960 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	534 F	572 F	790 F

Nom: _____ Prénom: _____
Adresse: _____
Code postal: _____ Ville: _____
Pays: _____
Ci-joint mon règlement de: _____ FF par chèque bancaire ou postal / par Carte bancaire
Signature et date obligatoires: _____
Changement d'adresse: _____
● par fax 10 jours avant votre départ. P2 Paris DTN

● par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonné.)
Remarque: Portage à domicile. ● Suspension vacances.
● Tarif autres pays étrangers. ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels.
35 (0) 43-17-32-30 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.
● Par Minut 3615 code LE MONDE, accès ABO.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 42-17-20-00
Télématique 3615 code LE MONDE
CompuServe: GO LEMONDE
Adresse Internet: http://www.lemonde.fr
Documentation 3617 code LMDOC ou 36-23-04-56
CD-ROM: (0) 44-08-78-30
Index et microfiches: (0) 42-17-29-33
Films à Paris et en province: 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (023 Route)
est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec délégué et conseil d'administration.
La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN: 0255-2657

Imprimé au Monde: 12, rue M. Gourdou, 94052 Ivry-Cedex.
PRINTED IN FRANCE.

Président-directeur général: Dominique Aldany
Directeur général: Gérard Mourou
133, avenue des Champs-Élysées 75009 Paris Cedex 08
Tél.: (0) 44-43-76-00; Fax: (0) 44-43-77-30

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ ALGÉRIE. Pour la première fois depuis 1995, une compagnie européenne, Crossair, filiale de Swissair, a effectué, mardi 9 juillet, un vol Mailhouse-Constantine (Algérie), transportant des Algériens bloqués en France par la grève d'Air Algérie. (AFP)
■ FRANCE. La dernière section de l'autoroute A-64, sur l'axe Toulouse-Tarbes-Bayonne, est ouverte à la circulation depuis mardi 9 juillet. Longue de 55 kilomètres, elle relie Pinas (Hautes-Pyrénées) et Martres-Tolosane (Haute-Garonne), et comprend un tracé neuf de 38 kilomètres entre Pinas et Lestelle-de-Saint-Mary (Haute-Garonne) et un dédoublement de la N 117 sur 17 kilomètres jusqu'à Martres-Tolosane. (AFP)
■ HONGKONG. Cathay Pacific, compagnie aérienne de Hongkong, relie depuis le 2 juillet Hongkong à New York, à raison de cinq vols hebdomadaires. La desserte deviendra quotidienne le 1^{er} septembre.

L'été, on rêve tous d'un petit bloc de fraîcheur qui nous suivrait partout.

N'en rêvez plus. Voici le climatiseur Compact Line de Calor.

Le nouveau Climatiseur Compact Line de Calor ne pèse que 25 kg et sa petite taille le rend très mobile. Il climatise la pièce de votre choix jusqu'à 25m². En plus, avec ses lignes courbes et ses commandes intégrées, il est aussi décoratif qu'efficace.

calor

CULTURE

LE MONDE / DIMANCHE 14 - LUNDI 15 JUILLET 1996

AVIGNON 1996 Le Théâtre de l'Aquarium, que dirige à la Cartoucherie de Vincennes l'acteur et metteur en scène Didier Bezace, s'est installé à la salle Benoît XII où il présente, sous le titre générique *C'est pas facile...*, deux spectacles inspirés d'Emmanuel Bove et Bertolt Brecht, et une lecture, *Pereira* pré-

senté, sous le titre générique *C'est pas facile...*, deux spectacles inspirés d'Emmanuel Bove et Bertolt Brecht, et une lecture, *Pereira* pré-

senté en création Les Commentaires d'Habacuc, une pièce sortilège où les femmes ont la part belle. ● L'EQUIPE DU THÉÂTROGRAPHE, compagnie installée à Avignon diri-

gée par Louis Castel, présente à deux pas des remparts du côté de la gare, un très joli spectacle sur lequel plane l'ombre d'Anton Tchekhov. (De nos envoyés spéciaux.)

La guerre des hommes ordinaires selon Didier Bezace

Le comédien et metteur en scène réunit « Le Piège », d'Emmanuel Bove, ainsi que « La Noce chez les petits-bourgeois » et « Grand'Peur et misère du III^e Reich », de Bertolt Brecht, dans un même spectacle. « C'est pas facile... »

C'EST PAS FACILE... LE PIÈGE, d'après Emmanuel Bove ; LA NOCE CHEZ LES PETITS-BOURGEOIS et GRAND'PEUR ET MISÈRE DU III^e REICH, de Bertolt Brecht. Mises en scène de Didier Bezace. Décors : Alain Chambon. Lumières : Dominique Fortin. Avec Anne Baudoux, Didier Bezace, Thierry Gibault, Lisa Schuster, Daniel Delabesse, Fabien Béhar, Maya Borker, Gérald Cesbron... SALLE BENOÎT XII, à 17 et 22 heures, jusqu'au 18 juillet. Tél. : 90-14-14-14.

Didier Bezace a l'art de faire des volutes avec sa cigarette. Il fume à l'ancienne, comme les gangsters américains - après en avoir tassé le tabac contre un étau d'argent. On se croirait dans un film des années 30. On est en 1940, à Lyon. Pris dans *Le Piège* du roman d'Emmanuel Bove, dont Didier Bezace interprète le personnage principal, Joseph Bridet - un homme perdu comme beaucoup de Français d'alors.

Bridet est journaliste, et gaulliste. Encore jeune, marié, il a quit-

té Paris avec sa femme pour tenter de trouver en zone libre un moyen de rejoindre De Gaulle à Londres. Comment s'y prendre ? L'incertitude fausse les repères, chacun épingle l'autre, les amis n'ont plus rien de sûr. Bridet passe en revue ses connaissances. Il ne voit qu'une solution : aller à Vichy pour retrouver Basson, un camarade de jeunesse employé dans la police, et lui demander un sauf-conduit. Bridet n'est pas fier. Il lui faudra jouer le jeu du maréchal, s'il ne veut pas dévaler ses intentions.

Le Piège entraîne Joseph Bridet dans une spirale horriblement pernicieuse. Qui est qui ? Même à Vichy, les rôles ne sont pas clairs. Le système se met en place, chacun pose ses pions sur l'échiquier du nouveau pouvoir. Beaucoup de servent, certains s'en servent. Ils sont liés par la même fourberie : douter leur zèle. La marge de manœuvre laisse place à toutes les suspensions. Joseph Bridet s'y laisse prendre. Ses volutes de fumée se font nerveuses. Le fil se resserre. Il le conduira à la mort, et cette mort lui sera volée. Joseph Bridet mourra courageusement sous le feu d'un peloton d'exécution. Le

Piège a été publié en 1945, et Emmanuel Bove, longtemps oublié, il est ressorti en librairie dans les années 80, en grande partie grâce à l'obstination de Raymond Cousse, homme de théâtre aujourd'hui disparu, frère de Joseph Bridet et des autres personnages d'Emmanuel Bove - inconnus de l'Histoire, anonymes de tombées de nuit solitaires dans la France d'avant-guerre.

Didier Bezace, qui trouve dans les textes non théâtraux la matière de ses saisons dans sa salle de l'Aquarium (il a adapté Ferdinand Camon, les entretiens de Marguerite Duras et François Mitterrand, David Garnett), a monté une première fois *Le Piège* en 1990. Il fait sien Joseph Bridet, en le cadrant dans un manteau d'arlequin à l'ancienne, ouvert sur le noir d'un plateau qui semble sans bord ni fond. Le comédien y excelle, et le spectacle, proche.

Joseph Bridet fume, devant une salle où rares sont ceux qui se souviennent du luxe que représentaient les cigarettes en 40. Il porte un feutre qu'il changera pour adopter le chapeau en vogue à Vichy, un costume et un par-dessus

sur lequel il affichera la francisque. Pendant presque toute la représentation, il est seul en scène. Sa femme, Basson et les autres prennent la forme de voix qui viennent de la salle, et un facto-

En attendant Tabucchi

Le troisième volet de *C'est pas facile...* est une adaptation du roman de l'italien Antonio Tabucchi, *Pereira* préface. L'histoire d'un vieux journaliste solitaire, dans la Lisbonne salazariste de 1938, qui, presque malgré lui, devient un opposant au régime. Ce livre qui répond d'une manière sordide et magnifique à l'œuvre d'Emmanuel Bove va faire l'objet d'une lecture dirigée par Didier Bezace, les 15, 16, 17 et 18 juillet, à 11 heures, salle Benoît XII.

tum silencieux traverse parfois le plateau. Ce parti pris dégage une force évidente : il nous fait entrer directement dans la tête de Bridet. Didier Bezace maîtrise son art, au point de se permettre de jouer à

ressembler à Robert De Niro : incroyablement mobile, actif et distancé. Il pense qu'aujourd'hui la tragédie doit porter le masque de la comédie. Il en use, flirtant avec l'ironie, voire la satire. Il pointe le ridicule des situations et des personnages, et fait rire de l'angoisse. C'est là que le bât blesse. Il y a des moments où l'histoire s'accommode mal de la plaisanterie, à l'image de cette façon dérisoire qu'a Didier Bezace de dire : « C'est pas facile », quand Bove écrit sans rire et avec raison : « Ce n'est pas facile ».

Cette vision bonasse piège Didier Bezace non plus acteur, mais metteur en scène de *La Noce chez les petits-bourgeois* et de *Grand'Peur et misère du III^e Reich*, de Bertolt Brecht. La même histoire que celle d'Emmanuel Bove, mais vue du côté allemand, avec rage cette fois : Bertolt Brecht vomissait la bourgeoisie. Un collectif de neuf comédiens joue les deux pièces, présentées l'une à la suite de l'autre. 1925-1935 : dix ans séparent *La Noce de Grand'Peur*, dans la vision qu'en donne Didier Bezace. En 1925, Hitler commence à hurler à la radio, mais les petits-

bourgeois ne l'écoutent pas. Ils sont autour d'une table, à fêter le mariage de deux d'entre eux - ridicule comédie d'une joie de vivre de circonstance, dont le masque s'effondre à l'aune du mobilier qui se casse sous les corps repus. Gros ventres, tapes sur les fesses et grosses plaisanteries qui tombent à plat : on se croirait chez des cousins des Deschiens. Les petits-bourgeois ont tout faux mais ne le savent pas. Ils regardent en riant la salle qui rit.

Dix ans plus tard, les mêmes, vêtus d'un gris uniforme, se servent les uns contre les autres. Ils ont peur. Ils ont faim et regardent manger en tremblant celui qu'ils méprisent - le fils de la concubine, devenu un serviteur zélé du parti nazi. Cette fois, Didier Bezace ne plaisante pas. Pas question de se défaire de l'horreur. Mais comment se défaire du style ? Le metteur en scène remplace la rigueur graveleuse de *La Noce* par une noirceur étale. Il est pris au piège de la comédie qui verse dans le drame : « C'est pas facile », disent les personnages.

Brigitte Salind

EN VILLE, EN SCÈNE

Didier Bezace

Didier Bezace est né à la Cartoucherie de Vincennes, juste à côté du Sottel, où, en 1970, il a fondé le Théâtre de l'Aquarium avec Jacques Nichten, l'actuel directeur du Théâtre des Treize Vents de Montpellier qui va diriger *La Tragédie du roi Christophe* dans la Cour d'honneur. Directeur de troupe et metteur en scène, Didier Bezace est un homme décidé, nerveux, un comédien expert que le cinéma apprécie. Séducteur de Charlotte Gainsbourg dans *La Petite Voleuse*, de Claude Miller, policier véreux dans *L. 627* de Bertrand Tavernier, observateur distant des *Petits Arrangements avec les morts*, de Pascale Ferran, il a l'art de s'inventer un physique pour chaque personnage et de moduler son jeu, mais Louis Jouvet ou Robert De Niro. Formé à l'école Mao en 1968, Didier Bezace aime porter un regard ironique sur la politique, comme en témoigne aujourd'hui sa trilogie *C'est pas facile...*

XAVIER GARY/DONNE POUR « LE MONDE »



Décombres de Russie dans un fantôme de maison

A PARTIR DE... Impromptu pour quelques acteurs. Mise en scène : Louis Castel. Avec Thérèse Ronssel, Claude Bonin, Pierre Carrellet et Louis Castel. STUDIO SAINT-ROCH, jusqu'au 31 juillet, à 19 heures.

Le toit et les murs sont là, mais c'est une « poésie de maison ». De nombreuses mémoires montent la garde : était-ce la halte des diligences, l'hôpital des lépreux, la salle de danse, des fêtes, pour les mariages, était-ce le greffe de la prison ? Une femme apparaît, visage sage. Ses paroles n'ont pas de vraie suite, mots d'accueil pas sûrs, troués, que traverseraient les mots de quelqu'un d'autre, des réapparitions d'anciennes lectures, peut-être. Un homme en blouse grise invite les spectateurs à passer dans une seconde salle, plus « habitée » par des mémoires imaginaires.

Et, délibérément, poésie de théâtre. Deux femmes et quatre hommes arrivent comme par erreur. Leurs paroles se croisent, sans se heurter, comme font les petits nuages. C'est pourtant le silence, un silence de paix, de vie, « un silence qui marche pieds nus », comme écrit Jean Giono, qui, dans ses déserts d'amandiers et ses châteaux sauvages, s'y connaît bien, en silences.

Les six poésies d'acteurs, traversant la pièce avec des paravents,

des phonographes, des ombrelles, continuent de dire des bribes de choses en l'air, de penser tout haut. Effloches de vies, lettres attendues, soirs de festival, retours de guerre, bras ou jambes en moins, et des tournesols, des dômes d'or vert, des raisins, de grandes routes d'herbe très verte bordées de maisons de bois, et les enfants comme des poupées, dans la troupe du docteur, vite où l'ai-je donc laissée, puisqu'il y a de nouveau un accident à l'usine... Oui, tout cela aussi, qui plane, parce que, en retrait de ce fantôme de théâtre, se tient, intimidé, Tchekhov.

Tchekhov retenu à Yalta par ses fièvres, hanté par les répétitions de *La Cerisaie* auxquelles il n'assiste pas. Décombres d'un théâtre, décombres d'une Russie. « Quand les feuilles d'Octobre seront tombées, si vous osez oublier, oublier l'Histoire, alors vous verrez, l'idéal aura pris la forme d'un poignard ; n'oubliez rien », écrit Louis Aragon dans *Persécuté persécuteur*.

Louis Castel, auteur-metteur en scène d'*A partir de...*, et tous ses camarades acteurs jouent à une parade bien belle, et très touchante. Ils semblent tous dire au théâtre, comme disait Tchekhov à sa femme : « Montre-moi dans mon rêve ».

Michel Cournot

Josef Nadj charmé par deux sorcières

En créant « Les Commentaires d'Habacuc », le chorégraphe hongrois inscrit enfin le corps de la femme dans sa danse

LES COMMENTAIRES D'HABACUC, de Josef Nadj/Centre chorégraphique national d'Orléans. Steven Kovacs. Tichmayer (musique). Gouzy (scénographie). Rémi Nicolas (lumière). Suzanne Rippe (costumes). GYMNASSE AUBANEL, jusqu'au 16 juillet, 19 heures.

Des femmes chez Josef Nadj ! De « vraies » femmes en robes combinées décolletées, les cheveux, longs, frémissants sur leurs épaules. Qui ne sont plus seulement des alibis dans un univers d'hommes en costumes noirs. En 1994, elles avaient carrément déserté *L'Anatomie du fœtus*, l'avant-dernière pièce du chorégraphe. Les voilà de retour. Femmes jusqu'au bout de leurs jambes nues. Soudain, le travail du Hongrois se fait chair, s'érotise, respire, alors qu'il s'enfermait, jusqu'à l'asphyxie, dans des systèmes de mécanique robotique, au point qu'on n'avait même plus envie d'aller le voir, trop obsessionnel, trop répétitif.

Que ces femmes des *Commentaires d'Habacuc* ne soient pas de simples femmes, on s'en doutait un peu : elles sont surtout des magiciennes. L'une, Mathilde Lapostolle, est de ces blondes dont la peau rosit à la moindre émotion. L'autre, une brune aux yeux tirés, Cynthia Phung-Ngoc, a le type

brûlant. Elles tirent les fils d'une chorégraphie nouée au point de saccadé. Tout commence par un accomplissement contre nature. L'homme dévoile en guise de mains des ergots de volaille géant. Un jeu savant de lumière transforme le bras de la danseuse en jambe, tandis que sa main prend à son tour la forme d'une griffe. Ou de cet ergot qui est aussi le nom donné à la petite pointe de branche morte qui reste à l'arbre fruitier. Qui dit ergot pense par as-

Le trajet d'un solitaire

Josef Nadj est né à Kanjiza, en Vojvodine (ex-Yougoslavie). A Budapest, il fréquente les Beaux-Arts et des cours de théâtre. En 1980, il arrive à Paris. La danse, en pleine effervescence, le séduit. Il danse chez Catherine Diverres, François Verret. En 1987, il lance sa première chorégraphie, un manifeste surréaliste, *Le Canard pékinois*. Il développe une œuvre fantasmagorique fondée sur les engrenages, mentaux et physiques, qui asservissent l'homme. Nadj est aussi à Avignon avec *Le Cri du caméléon*, créé avec les élèves de l'Ecole du cirque de Châlons-sur-Marne (du 17 au 27 juillet à Champfleury).

sociation à ergot de seigle, substance hallucinogène.

Qu'importe alors de savoir qu'Habacuc est l'un des douze petits prophètes juifs. Le programme avance, parmi d'autres hypothèses, qu'« Habacuc » serait aussi le surnom que les habitants de Kanjiza donnaient à l'idiote de leur village. Kanjiza, situé en Vojvodine, province de l'ex-Yougoslavie,

est en passe de devenir l'incarnation du méphistophélisme nadjien. Royaume de l'absurde et du cancanier totalitaire, c'est le village natal de Josef Nadj, le puits sans fond d'où le chorégraphe tire tous les éléments d'une création placée sous le signe conjoint de la métamorphose et du monstrueux.

« Nadjien » est une dérive du prénom de l'héroïne d'André Breton : Nadja, la femme ensorceleuse du réel. On sait ce que l'œuvre de Nadj doit au surré-

mandibules. Quatre hommes se contrefont le rite du partage du pain.

Boire le sang, manger la chair. Dracula contre Dieu et son fils. La croix que les danseurs déploient avec leur bras dessine un signe récurrent. L'homme, cannibale de lui-même. Et les femmes mènent le bal, à califourchon sur les hommes, debout sur leurs torsos arqués. Les morts sortent des cercueils. Tout est théâtre, mais aussi, plus que dans toute autre pièce du Hongrois - hormis *Le Canard pékinois*, de 1987 -, tout est danse, mouvement, saccade. Josef Nadj s'efforce, enfin, des accumulations d'effets en trompe-l'œil derrière lesquels il se masque, voire se noyait, pour retrouver la danse, le corps. A elles, les duos-tendresse, enroulées dans les par-dessus des hommes. A elles, la danse finale où, dignes petites sœurs de Bruce Lee, elles mènent les uns, les autres, d'une jambe armée façon karaté, avec élan pris en volée. Pour elles, Nadj risque une citation chorégraphique volée à Noces de Bronislava Nijinska. Pour elles, il se fait hidalgo, petit frère en fantasmes de Luis Buñuel. Plus personne ne bouge. Un héros, un homme endormi sur sa chaise, le son du météore. Seul le temps est éternel. Le cœur de Nadj se remet à battre.

Dominique Frérot

La magie Meatyard
à bouleverser Arles

Margot

IAC
2-7
L'Institut
d'Art et
de Culture

L'œuvre écorchée de ce photographe américain a dominé la 27^e édition d'un festival marqué par la question du vrai et du faux

MAISON DES RENCONTRES,
10, rond-point des Arènes, 13200
Aix. Tél. : 90-96-76-06. Exposi-
tions jusqu'au 18 août. Cata-
logue, Actes Sud, 242 p., 190 F.

ARLES

de nature envoyée spéciale

Vrai ou faux? Crédible ou loufoque? Info ou intox? Animateurs des 27 Rencontres photographiques d'Arles, le Catalan Joan Fontcuberta a pris un malin plaisir, avec son programme intitulé « Réels, fictions, virtuel » (dix-sept expositions et quatre projections), à brouiller les cartes de la réalité, à déjouer les apparences, à révéler l'ambiguïté d'images qui flirtent avec les nouvelles technologies et l'imaginaire. « Je présente des artistes dont je suis jaloux », explique Joan Fontcuberta, lui-même photographe et expert en manipulations. Il a plutôt réussi son entreprise, bien des idées entre stars (Wegman, Witkin), redécouvertes (Meystard) et curiosités (Bonk, Grete Stern, La Corne de la li-lorne), le tout teint d'ironie. Aucune exposition ne restera dans les mémoires - Arles n'a pas des lieux assez bien équipés pour cela -, mais Fontcuberta a montré des tendances et a mis en valeur des auteurs. Pour preuve, le catalogue soigné, trace tangible d'un programme fuyant comme une

Ainsi la salle Phobos-Nerada recueille des photos d'ovnis. A chacun d'y croire ou pas. Dans le beau Musée de l'Art antique, parqnet bnt amarré au bord du Rhône, John Stathatos montre des villes qui ont eu leur heure de gloire avant d'être anéanties : Azmarathkoma, « cité des carnages », « Dédale », « la cité des choses noires », etc. Les sites archéologiques sont étonnamment : déserts de sable et hauts plateaux lunaires d'où surgissent quelques habitations troglodytes. Chaque image est couverte d'accompagnements d'un texte érudit, citation d'auteurs de l'Antiquité, d'Isidore de Charax, Ptolémée, ou André Malraux. Vraies ou fausses villes ? Peu importe, la magie opère.

A l'Espace Van Gogh, l'Américaine Nancy Burson associe des visages en noir et blanc déformés par l'ordinateur à d'autres en couleurs, mais bien réels, tout autant

« monstrueux ». Une telle opposition permet d'interroger les standards du portrait, la normalité, le beau et le laid. Ambiance pesante garantie, allégée par la présence, au fond de la salle, d'une machine infernale qui incite le visiteur lucide à assister au vieillissement de son propre visage.

La manipulation peut venir de montages, comme dans les créations de l'Argentine Gertrud Stern, qui, dans les années 40-50, a joyeusement illustré les rêves des lecteurs de l'ephéméroïde *Idilio*. Elle peut venir de la chirurgie esthétique, Ordane utilise pour cela son propre corps (*Le Monde* du 6 juillet). Ou, plus subtilement, en jouant de la langue, comme dans *Le monde* d'Alcane Anne Sprinkle, dont le CV nous apprend qu'elle a été «*can-
dideuse, star du porno, prostituée,
journaliste et photographe* », montre à l'abbaye de Montmajour des strip-teaseuses, chez elles puis au travail : femme au foyer puis épouse du sexe. La confrontation est troublante. Après William Wegman et ses chiens, qui a animé

L'incroyable succès de la Bonk Business Inc.

L'exposition consacrée à l'entreprise Bonk Business Inc., à Commanderie Sainte-Luce, est le grand éclat de rire de cette édition arlésienne. Des séries de machines, produits de consommation, fiches publicitaires, documents d'archives, coupures de journaux, bouteilles de vin, portraits d'ouvriers et de la dynastie familiale, des photos représentant les « *avantages Miss Bonk* », couronné chaque année par l'entreprise, racontent « l'incroyable succès » cette firme d'origine finlandaise mais d'envergure planétaire, fondée en 1893 à *Uusikaupunki*, par le professeur Bonk, modeste professeur d'anglais. Des cartels érudits et pleins d'humour retracent les grandes heures de Bonk ainsi que les multiples découvertes – de l'huile d'anchovy, qui a permis de « *graisser les roues de l'industrie nordique pendant plusieurs dizaines d'années* ». Le commissaire l'exposition, Alvar Gullichsen « *et son équipe* » ont tout inventé, même le monde selon Bonk est plus vrai que nature.

la soirée du 7 juillet (*Le Monde* du 10 juillet), Jean Toubertubera avait invité Joël Peter Witkin, un « sacré monstre », pour pimenter la nuit arlésienne du 9 juillet. Sauvons la performance : alors que les soirées sont pré-enregistrées, Witkin est descendu sur la scène pour expliquer et justifier ses images, pendant une heure, devant 2 000 personnes recueillies. Justifier ? Witkin met en scène des cadavres, des morceaux de corps, des fœtus, et des êtres bien vivants – cul-de-jatte, hommes-troncs, adeptes de

la zoophilie. « *Parce que je hais ce monde, j'ai construit le mien* », dit Witkin. Mais les images sont fortement adoucies par le noir et blanc, la matière et les références picturales académiques.

Les mots en revanche sont terribles. Notamment quand Witkin clôt sa démonstration par une annonce : « *Je cherche un aveugle d'aspect plaisant, qui veuille bien poser nu. Je cherche aussi un enfant hydrocéphale* ». Witkin prêche, défend ses icônes, fait référence à

Bonk Business Inc.

Grand éclat de rire de cette édition
de produits de consommation, af-
fiches, coupures de journaux,
archives et de la dynastie familiale, des
« *Miss Bonk* », couronnées de
« *l'incroyable succès* » de
« *la convergence planétaire*, fon-
dée par le professeur Bonk, *modeste pé-*
ni et pleins d'humour retracent les
multiples découvertes – dont
« *graisser les roues de l'industrie*
« *d'années* ». Le commissaire de
« *notre équipe* » ont tout inventé, mais
que nature.

.....

Géricault – qui a étudié des ca-
davres pour son *Radeau de la Mé-*
duse –, assure que les cadavres
sont « *tous non réclamés* », insiste
sur son « *labeur* » : « *J'ai mis qua-*
rente heures pour obtenir cette
pose » – et, en catholique convain-
cu, salue ses modèles de leur en-
fer pour leur offrir, dans cette
œuvre du sexe et de la mort, la ré-
demption promise.

Le danger d'un programme bâti sur l'étrange est de tomber dans l'anecdotique et la curiosité à force d'œuvres où le spectateur

passe plus de temps à se demander « *comment elles sont faites* » plutôt que de se pencher sur leur sens et leur pertinence. Il y a pourtant eu, durant la soirée du 8 juillet, un moment comme il s'en produit tous les dix ans. Les images projetées, connues ou inédites, étaient signées Ralph Eugene Meatyard (1925-1972). Voilà un personnage à part, opiticien toute sa vie, photographe qui développait ses négatifs une fois par an, construisant un théâtre imaginaire, hanté par la mort, à partir de portraits d'enfants, de masques terrifiants, de décors abandonnés et d'abstractions sur le thème de la nature.

Auteur de cette soirée, Gilles Mora a privilégié les portraits d'enfants alors qu'une exposition, au Palais de l'archevêché, met l'accent sur l'autoportrait. Le choix de Mora est bien plus convaincant, montrant que ces enfants cristallisent la double obsession de Meakyard : l'énergie de vivre et la mort inéluctable. « Jamais un photographe, si l'on excepte Lewis Carroll, n'avait donné une vision de l'enfance qui ne soit pas mièvre », dit Mora. Et de montrer comment, par un emploi stupéfiant de la lumière évangéliste et d'atmosphères noires, de compositions étourdissantes, de jeux de la flou, du brougé, les visages hurlants des gamins deviennent des apparitions fantomatiques et graves, sortes de volatiles fuyants, d'apparitions qui tentent pour faire vivre un décor désemparé. Ces émigres de la vie et de la mort, qui font penser à Bacon, se sont soustraits sur l'écran, toujours renouvelées et époustouflantes.

Michel Guerrin

**Cinq jeunes chanteurs étonnants et émouvants
malgré l'acoustique inadaptée de l'abbaye
qui accueille ce festival musical**

ACADÉMIES MUSICALES DE SAINTES, abbaye aux Dames, les 6, 7, 9 et 10 juillet. Concert de clôture : « Une académie chez les romantiques », Philippe Herreweghe (direction), le samedi 13 juillet à 20 h 30, abbaye aux Dames. Tél. : (16) 46-97-48-48 ou (16) 46-97-48-42.

SAINTES (Charente-Maritime)
de notre envoyé spécial

Les Académies musicales de Saintes ne manquent ni d'idées audacieuses ni d'artistes pour les incarner. Seule fait défaut une salle, ni trop petite ni trop grande, d'acoustique claire et chaleureuse pour accueillir ce que l'abbaye aux Dames, magnifique bâtiment de pierre blanche, abrite parfois indûment. Ainsi, le 7 juillet, était-on sorti du régal du jeune baryton suisse-allemand Hanno Müller-Brachman un peu déçu par cette voix semblant artificiellement grossie par l'acoustique trop large de l'abbatiale.

Le hasard nous a permis d'entre-tendre un enregistrement de cette soirée réalisé par l'ingénieur du son Guillaume Bourgeois (un objectif de conscience placé à la chapelle royale : ce qui paraissait gros n'était que large, cette émission floue retrouvait un centre. Müller-Brachmann dort encore oublier sa grande et belle voix pour servir plus encore le texte. Mais, dans un programme dévolu à *Nature*, il a mentionné des signes et des *matrices* archaïques, alors qu'il n'a que vingt-six ans : justesse de l'intonation et du style, présence naturelle. Jeff Cohen, qui remplaçait au pied levé Andreas Stäier, a révélé d'étonnantes détails planistiques dans un *Der Zwerg* fier et désabusé.

Le 8 juillet, Véronique Gens chante Reynaldo Hahn, Claude Debussy et Henri Duparc. Son style impeccable redonne aux mélodies « à l'ancienne » de Hahn (*Quand je fus pris au pavillon*, *A Chloris*) une noblesse qu'on ne leur soupçonait pas. Les *Chansons de Bilitis*, qui sont exactement dans sa tessiture, révèlent les couleurs d'un bas-médium et d'un grave exceptionnels. La fin de la seconde, « La Chevelure », était un moment de frémissement assez troublant, relayé par les couleurs liquides de l'Erard de 1903 que

jouait Jeff Cohen. Pour la première fois, Véronique Gens osait les mélodies de Duparc, sans les confondre à sa volée fautive avec le sublimé *Edoace*, et la fin de *La Vie antérieure* avait une couleur d'arfaud infiniment mélancolique. Parfois, dans l'émission d'un son aigu et crispé, les narinaires et les sourcils se crispaient légèrement, le son se fermait un peu. Gens doit peut-être dorénavant hésiter entre deux options : élargir l'émission, au risque de gâter la remarquable tenue de sa voix ou jouer une tessiture qui lui paraîtrait facile, mais en perdre leur sens graves. On rêve de ce qu'elle ferait de *La Chanson d'Eve* de Fauré ou des grands cycles de Poulenc (Tel jour te nuit, Caligrammes...).

À LA HALTEUR

Sandrine Piau est-elle au début d'une carrière éblouissante. « Amor », des *Brentano Lieder* op. 68, rassure quant à la Zertinette de Strauss, qu'elle va bientôt incarner à l'Opéra de Rennes. Elle est ivre de sa voix, qui est éblouissante, musicienne en diable. L'abbaye ne servirait pas vraiment sa diction, mais privilégiait de magnifiques sons files, notamment dans des *Frühe Lieder* de Berg, qui semblent écrits pour elle... Au clavier d'un Bechstein de 1911, Leo Van Doeselaar baignait cette voix d'un environnement sonore cristallin mais ferme.

Rendez-vous incontournable: le joint recital des deux chanteurs britanniques Sophie Daneman (installée en France) et Ian Bostridge. Après un concert Schumann et Brahms renversant, l'an passé (*Le Monde* du 13 juillet 1995), les deux jeunes artistes, accompagnés par l'extraordinaire Julius Drake, ont donné, le 10 juillet, de larges extraits du *Spanisches Liederbuch* de Hugo Wolf. Comment font-ils pour être à la hauteur de cette musique inchantable, névrotique, malade de sa propre expression ? Ou encore: comment parviennent-ils à se confondre avec cette expression, sans superposer d'effets, d'egos, d'intentions ? C'est grâce à l'abandon d'eux-mêmes, à l'oubli de leurs voix magnifiques, qu'ils touchent comme on est rarement touché.

Renaud Machart

Lilicub et Lily Margot fleurissent aux Francofolies

LILICUB, Salle bleue, et **LILY MARGOT**, au Magic Mirrors, le 12 juillet.
LES FRANCOFOLIES DE LA ROCHELLE, du 12 au 17 juillet. Renseignements au (16) 46-50-55-77 ou Minitel 3615 Francofolies

Les vétérans du rock national, Johnny Hallyday et Dick Rivers, ont ouvert en disciples d'Élie, vendredi 12 juillet, les douzièmes Francofolies de La Rochelle, devant 15 000 personnes massées sur l'esplanade Saint-Jean-d'Acre. Mais au même moment, de jeunes pousses tentaient d'éclorer devant des auditeurs plus réservés. Est-ce le hasard ou un besoin d'espérance partagée par une génération ? La Lilith par exemple, en duo avec le bouillonnant en chœur, le soir-là. Dans la petite salle bleue de la Corvise, on attendait Lilith. Suivi un peu plus tard par Lily Margot, sous le chapiteau du Magasin Mitrons. Deux groupes mixtes, auteurs chacun d'un récent premier album, mais deux concerts qui ont laissé entrevoir des destins différents.

Lilicub s'est fait connaître, il y a quelques mois par une ritournelle, *Voyage en Italie*, dont l'humeur juvénile rappelait les chansons lyriques de Lili. Drop, à la fin des années 70. Est-ce en l'honneur des auteurs de *Sur ma robe*

que Benoît, Catherine et Philippe ont composé *Le Soleil*? Leurs mélodies candides aiment se payer de touches exotiques et une bonne humeur estivale (*Paris au mois d'août, l'été, l'été, l'été arrive*) est sommée d'ensoleiller les chansons. Mais sur scène, le charme (très) léger de leur album éponyme s'effrit de trop de malades. Le décor tropical croule sous les sons tocs, et leur générique malsain évoque l'amateurisme de patronnage. Les voix souffrent d'approximation, particulièrement quand Catherine tente un vibrato jazzy pour appuyer l'émotion d'un morceau de mélodrame. Des titres comme *Faire fi de tout ou Pile ou Face* pourraient que Lilouet passe parfois singulièrement ses chansonnements avec un certain bonheur.

UN PASSAGE UTILE PAR LE CABARET

Moins douée peut-être que Lilicub pour les refrains accrocheurs, Lily Margot s'impose sur scène avec beaucoup plus d'aisance et d'originalité. Formée de Lily, une chanteuse native de Montréal, et de Doc Matéo, un guitariste suisse originaire de Lugano, ce couple installé à Montréal montait à l'élaboré un univers qui ne manque pas d'audace, même si la production de leur album, *Insomnie*, a arrondi trop

d'angles. Entouré d'un percussionniste, d'un batteur et d'un bassiste, le duo prend en concert une ampleur étonnante. La guitare de Matéo sculpte une matière brute, les percus se lovent dans l'épaisseur envoltante des graves, quelques samples bien choisis font peser d'inimicantes menaces.

Ces ambiances oniriques, cousines de celles concoctées par les alchimistes du trip hop, sont un écrin idéal pour la voix de Lily, qui sait se faire tantôt aérienne et lascive — on pense souvent à Portishead —, tantôt agressive et entraînante. Le groupe donne là un de ses premiers concerts. Mais on doit sans doute à des expériences passées — Lily a chanté dans des cabarets avant de rencontrer Matéo — la sûreté du timbre et la présence séduisante de la vocaliste. Reste à trouver des chansons à la hauteur du talent. C'est ce qui a poussé le groupe à se procurer trois titres d'*d'Insomnie*, les textes qui évitent les platitudes. A force de privilégier le sensualisme des sons, le couple oublie trop souvent de composer de solides mélodies. Quand il y parvient — En silence, Ton plus bel ange —, des portes s'ouvrent et des grandes promesses lui tendent les bras.

Stéphane Davet

RENDEZ-VOUS
FIAC
2-7
octobre 96
Espace Eiffel Branly
Paris.

Kendone
6 JUIN - 3 AOÛT 1996
GALERIE SCOT
7, RUE DE MIROMESNIL
75008 PARIS
TEL. : (1) 47 42 68 98
Tous les Jours sauf dimanche
11-12.30 h / 15-19 h

NICE
MUSEE MATISSE
MATISSE
BONNARD
une amitié

GALERIE BEAUBOURG
10, rue de Valenciennes - 75011 Paris

**IMPRESSIONS
d'AFRIQUE**
art africain et
art contemporain
Marianne & Pierre Nahon
Ventes : 16 93 24 52 00

Chaque dimanche
à 10 heures

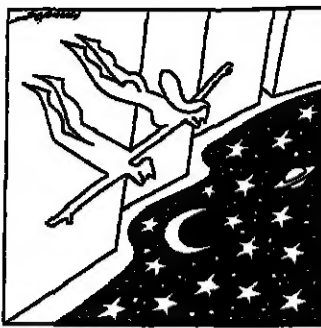
**IL RENDEZ-VOUS
DES AMIS**

Écrivez-moi et ces
publicités cesseront

Je: 244-9371x20
(Fax: 244-9371x31)

Les arts sur la piste

Concerts, expositions, cinéma et littérature à la rencontre du cirque à Nexon



PLUS QU'UN FESTIVAL, Nexon est une rencontre amoureuse qui décline l'art du chapiteau sous toutes ses formes. Des spectacles, des concerts, des expositions, du cinéma et de la littérature y sont proposés. Avec, en maître d'hôtel, Annie Fratellini, qui dirigera trois sessions de stages des arts du cirque (du 15 juillet au 23 août) ouverts à tous les âges : fil, acrobatie, jonglage, trapèze, équilibre, voltige à cheval... Le public est invité à ces séances où naîtront sinon des vocations, du moins du rire et de l'émotion. Sur le thème « Cirque & cheval au cinéma », de

nombreuses séances de cinéma sont proposées, parmi lesquelles *Rêves de clowns* (René Hervoin, 1924) avec le trio Fratellini, ainsi que des films de Walt Disney, Robert Altman, Boris Barnet... Côté musique, un spectacle mis en piste par Annie Fratellini avec l'ensemble baroque de Limoges intitulé *Quand un clown rencontre la musique* aura lieu les 1^{er} et 2^o août à la Cour des écuries du château, sous la direction de Christophe Colin.

★ Du 13 juillet au 23 août. Château de Nexon, 57800 Nexon. Tél. : (06) 55-58-34-71.

UNE SOIRÉE À PARIS

Les bals concerts du kiosque à musiques Mi-guignettes mi-concerts en plein air, les bals s'inscrivent dans la tradition des fêtes populaires. La programmation est celle d'une musique qui fait signe aux écoliers vivant aux alentours du site. Le 14 juillet, c'est l'accordéoniste musette Armand Lassagne qui ouvre le bal, suivi de l'inénarrable chanteuse-accordéoniste dominicaine Fefita la Grande. *Kiosque à musiques du parc de La Villette. M. Porte-de-Pantin. Tous les dimanches, de 17 h 30 à 21 heures, du 14 juillet au 18 août. Tél. : 04-03-75-03.* Hommage à Léo Ferré Léo est mort un 14 juillet. A Gourdou-en-Quercy où il a vécu de 1963 à 1968, les habitants ont créé un festival-hommage (en clôture, le 21 juillet, l'excellente Ann Gaytann, rens. : 41-41-08-09). A Paris, l'association « Thank you Ferré » s'élance des flonflons militaires et rassemble plusieurs générations d'artistes : Lulu Borgia, Annie Gi-

rardot, Kalfia, Hedriss Londo, Gilles Servat, Catherine Sauvage, Bruno Deville, Paco Ibanez, Francis Lalanne, Cora Vaucaire... *Le Trianon, 80, boulevard Rochechouart, Paris-16^e. M. Anvers, 20 h 30, le 14. Tél. : 44-92-78-04 ou 05.* Philippe Giustano (plano) Son troisième prix au concours Chopin de Varsovie a mis en lumière le talent singulier de Philippe Giustano. Élegant, mesuré, lumineux, le Chopin de Giustano tranche avec la furie et le mauvais goût du Russe Alexei Sultanov qui a obtenu le deuxième prix (la médaille d'or n'a pas été décernée) et plus généralement avec une façon athlétique de jouer la musique du compositeur, curieusement habituelle depuis quelques années. *Impromptu, Scherzo op. 20. Grande Polonaise, Andante Spianato, Etudes op. 25. Orangerie du parc de Bagatelle, domaine de Bagatelle, Paris-16^e. M. Port-de-Neuilly, 18 h 30, le 14. Tél. : 45-00-22-19, 100 F.*

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

ACE VENTURA EN AFRIQUE Film américain de Steve Oedekerk, avec Jim Carrey, Ian McKellen, Simon Callow, Maynard Ebsz, Bob Gunton, Sophie Okonedo (1 h 38). VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er}; Gaumont Marignan, dolby, 8^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont

Bons baisers de 1789

par Alain Rollat

LA FÊTE nationale lui donnant enfin l'occasion de vous exprimer sans ambages sa gratitude, permettez à la population de notre modeste village du Roussillon de vous dire très respectueusement, Cher Président de la République, à quel point elle apprécie la ferveur que vous déployez dans l'administration du pouvoir judiciaire dont vous garantissez l'indépendance conformément à la Constitution.

Le peuple de Coustouges ne joindra pas sa voix au chœur des malveillants qui vous prêtent en la matière des intentions sournoises. Il ne fait pour lui aucun doute que l'impartialité qui caractérise désormais le fonctionnement de la justice républicaine s'inspire des recommandations qu'il exprimait lui-même à l'article 5 de son « cahier des plaintes, doléances et remontrances » présenté aux États généraux du Royaume en 1789.

Agitez donc que, pour l'édification des nouvelles générations citoyennes, nous rappelions la teneur de cet article mémorable : « La justice est la base de toute société civile, l'unique rempart de la sûreté publique. Dans tout État policé il faut des lois qui veillent à la conservation des droits de chaque individu en particulier, qui le protègent contre les invasions de l'avidité et de l'avarice, qui le mettent à l'abri de l'oppression du riche et du puissant. Par conséquent, les lois doivent être simples et claires, invariables et générales, embrassant également tous les états et toutes les conditions. Nous demandons donc que

les États généraux s'occupent de la réforme du code civil et criminel de manière que les procès ne soient plus si longs, si dispendieux, et que les méchants, de quelque sang et condition qu'ils soient, ne puissent échapper à la peine qui leur est due. »

Certains de vos ministres et de vos courtisans manifestant toutefois un penchant pour l'Ancien Régime, le peuple de Coustouges sollicite de votre bonté l'autorisation de rappeler également le contenu de l'article 8 dudit cahier : « Enfin, si vous voulez faire renaitre la tranquillité si désirée, faire revivre la source de la félicité publique, faites des lois propres à en régler le cours, apprenez aux peuples à mépriser la vanité du faste et de la somptuosité des grands, à donner plus de considération au vrai mérite qu'à l'état de la grandeur et des richesses, que ceux qui sont à la tête du gouvernement donnent ces généreux exemples, qu'ils s'accordent leur protection et leur bienveillance qu'à ceux qui se seront rendus recommandables dans l'exercice des vertus civiles et morales. Tant que la naissance et la richesse prévaudront sur le vrai mérite il y aura toujours des brigues et des cabales dont le pauvre sera la victime. »

Les citoyens de notre village ne se seraient pas permis ces observations outrepassées, Cher Président, s'ils ne gardaient en mémoire les désastres d'antan : trois mois, jour pour jour, après la rédaction de leurs doléances, parachevée le 14 avril 1789, le peuple de Paris prenait la Bastille !

La police a arrêté en Corse deux nationalistes recherchés

Jean-Louis Debré avait appelé au « strict respect de la loi »

BASTIA

de notre envoyé spécial

Au lendemain de la visite surprise en Corse du ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, qui avait annoncé un durcissement de l'action policière, des membres du Raid et du SRPJ d'Ajaccio ont arrêté, vendredi 12 juillet, deux militants nationalistes. Le premier, Thierry Gonzales, était recherché pour être entendu comme témoin dans une affaire d'homicide. Il a été interpellé dans un parc d'Ajaccio, porteur d'un pistolet 9 mm, une balle engagée dans le canon. Au cours de la perquisition de son domicile, les policiers ont trouvé un fusil à pompe, dont le numéro de série avait été limé, une combinaison et une cagoule, l'uniforme des « clandestins ».

Thierry Gonzales, âgé de vingt-sept ans, est membre de la Cuncolta nazionalista, la vitrine légale du FLNC-canal historique. Il passe pour être proche de François Santoni, le secrétaire national du mouvement. Il est employé par la société Ajaccio Securita, elle-même dirigée par des proches de l'organisation.

Un autre homme, Gregory Battesti, a été arrêté à Porto-Vecchio dans le cadre d'une enquête sur deux attentats à l'explosif commis dans cette ville, les 13 et 15 avril. Les attentats avaient été revendiqués au nom d'une organisation jusqu'alors inconnue, Corsica Zouffri. Gregory Battesti a été mis en examen pour association de

malfaisants, menaces de mort, dégradation et destruction de biens appartenant à autrui et écroué à la maison d'arrêt d'Ajaccio.

Le même jour, le tribunal correctionnel de la ville a condamné deux autres militants nationalistes à des peines de prison ferme pour « port d'armes prohibées en réunion ». Jean-Claude Lucchini, âgé de quarante et un ans, maire de Zérubia, membre de l'Accolta nazional corsica (ANC) s'est vu infliger une peine de douze mois. Ange-Marie Orsoni, âgé de trente-deux ans, militant du Mouvement pour l'autodétermination, la façade de l'organisation clandestine FLNC-canal habituel, a été, pour sa part, condamné à quinze mois. Le procureur avait requis contre eux trois ans d'emprisonnement.

MISE EN CAUSE

Les deux hommes avaient été arrêtés le 1^{er} avril par des policiers du Raid, devant une cabine téléphonique, sur le parking d'un supermarché d'Ajaccio. Ils étaient en possession d'un pistolet militaire Uzi, de fabrication israélienne, d'un revolver et de gilets pare-balles. Au cours de l'audience, ils ont affirmé qu'ils étaient armés parce qu'ils se sentaient menacés après la divulgation par la presse d'un procès-verbal d'audience de François Santoni. Dans ce document, le secrétaire national de la Cuncolta mettait notamment en cause les deux hommes dans l'assassinat, le

16 février, de son garde du corps, Jules Massa.

La divulgation par la presse du procès-verbal, recueilli lors de la déposition de M. Santoni, est présentée en Corse comme l'une des raisons ayant conduit au remplacement du commissaire divisionnaire Marc Pasotti à la tête du SRPJ d'Ajaccio. C'est précisément en venant « installer » son successeur, Demetrios Dragacci, dans ses nouvelles fonctions, que le ministre de l'Intérieur avait appelé « au strict respect de la loi ». Il avait demandé aux policiers de « conduire toutes les investigations qui s'imposent, quelle que soit la nature des crimes ou des délits concernés, quels que soient les mis en cause ».

M. Debré avait également insisté sur la nécessité d'interpellier toute personne portant une arme sans permis et de traquer systématiquement les délinquants « pour les déferer à la justice ». Les propos tenus par le ministre, dix jours après l'attentat à la voiture piégée de Bastia, contre des dirigeants de la Cuncolta dont l'un, Pierre Lorenzi, a été tué et un autre, Charles Pieri, gravement blessé, marquent, en apparence, un tournant dans les relations du gouvernement avec les nationalistes. Comme si, de la politique du « dialogue et de la fermeté » patiemment instaurée au cours des derniers mois, on ne retenait plus aujourd'hui que la fermeté.

Frédéric Fritschner

Perquisition au domicile et au bureau d'un proche de M. Tiberi

UN GROUPE d'enquêteurs du 9^e cabinet de délégations judiciaires s'est rendu, vendredi matin 12 juillet, à l'hôtel de ville de Paris, sur commission rogatoire du juge d'instruction de Créteil (Val-de-Marne), Eric Halphen. Les policiers se sont rendus dans le bureau du chef de cabinet du maire de Paris, Jean-José Gramont, où ils ont, semble-t-il, saisi plusieurs documents. Ils ont ensuite effectué une autre perquisition au domicile parisien de M. Gramont. On ignorait, samedi matin, si les enquêteurs avaient questionné le collaborateur de M. Tiberi à l'occasion de ce déplacement. La mairie de Paris n'a fait aucun commentaire à la suite de cette perquisition.

Le juge Halphen s'était rendu en personne, le 27 juin, au domicile du maire de Paris, place du Panthéon, où il avait saisi une série de documents sans rapport direct avec son enquête sur les marchés publics des HLM de la capitale, mais qui pourraient susciter l'ouverture d'autres procédures de nature à inquiéter M. Tiberi et son épouse (Le Monde du 3 juillet).

De source proche de l'enquête, on indique que le magistrat de Créteil avait l'intention de se rendre à l'hôtel de ville ce même 27 juin, mais que le refus d'assistance des policiers - qui fait aujourd'hui l'objet d'une procédure disciplinaire et d'une enquête préliminaire - l'en avait dissuadé.

« AU COURANT DE TOUT »

Collaborateur de longue date et homme de confiance de Jean Tiberi, Jean-José Gramont avait été indirectement mis en cause devant M. Halphen par l'ancien directeur général adjoint de l'Office public d'aménagement et de construction (OPAC), François Chloins. Découvrant le système de contournement des procédures d'appel d'offres dont le directeur de l'OPAC, Georges Pérol, était selon lui « le maître d'œuvre », M. Chloins - lui-même mis en examen pour « trafic d'influence » depuis plus d'un an - avait affirmé, dans un entretien accordé au Monde du 5 juin, que M. Tiberi « était au courant de tout, en relation constante avec Georges Pérol ».

« Je n'ai jamais assisté à leurs conversations, disait-il, mais j'ai souvent surpris les entretiens de M. Pérol avec M. Gramont (...). Ils discutaient ouvertement des attributions de marchés. Sur procès-verbal, M. Chloins avait notamment évoqué les discussions entre M. Pérol et M. Gramont au sujet de l'implantation de panneaux publicitaires « sur le territoire de l'OPAC », pour laquelle les deux hommes soutenaient chacun une entreprise.

Christiane Chombeau

Hervé Gattegno

« Le Provençal » devra publier un droit de réponse du FN

LE QUOTIDIEN MARSEILLAIS Le Provençal devra publier un droit de réponse du Front national à la suite d'une décision du tribunal de grande instance de Marseille. Les juges ont estimé, vendredi 12 juillet, que le journal devait publier le texte du FN, sous astreinte de 15 000 francs par jour de retard et 1 franc de dommages et intérêts, à la suite d'un éditorial intitulé « Le cancer raciste » publié le 12 mai 1995, quelques jours après la mort d'un jeune Marocain, Brahim Bouarham, poussé dans la Seine par des skinheads en marge du défilé du 1^{er} mai organisé par le Front national.

Selon les juges, l'article incriminé « indique clairement que les skinheads puisent leur inspiration dans l'idéologie du Front national et se reconnaissent dans les propos du leader dudit parti ». Jean-Pierre Millet, PDG du journal, a estimé n'avoir fait qu'« exercer un droit de commentaire propre à notre profession », en précisant que, « tout récemment, dans une affaire analogue (Le Monde), la justice a déboulé le Front national en précisant les limites du droit de réponse dans la stratégie adoptée par ce mouvement ».

La France lance un programme de missiles de croisière

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE a autorisé, vendredi 12 juillet, la délégation générale pour l'armement à préparer la production de la famille des missiles de croisière Apache, conçue par le groupe Matra Défense Espace. Ce programme fait l'objet d'une coopération avec l'Allemagne et a été proposé au Royaume-Uni. Cette famille de missiles air-mer est composée de trois systèmes d'armes différents. Les deux premières versions seront livrables à partir de 1999, l'ensemble de leur programme étant évalué à 5,3 milliards de francs.

DÉPÊCHES

■ **CULTURE** : le conseil d'administration de la Femis, l'institut de formation et d'enseignement des métiers de l'image et du son, vient de nommer René Bonnell, ancien responsable du secteur film à Canal Plus, au poste de président. Patrice Béghain, directeur régional des affaires culturelles en Rhône-Alpes, devient délégué général. Christine Juppé-Leblond, qui était déléguée générale de la Femis, avait décidé de quitter ses fonctions avant la fin de son mandat, fin 1996.

■ **POLITIQUE** : le sénateur centriste Pierre Lacour est déchu de son mandat. Le Conseil constitutionnel a constaté, vendredi 13 juillet, la déchéance de plein droit du sénateur Pierre Lacour (Union centriste, Charente), condamné en appel à trois ans de prison avec sursis, pour avoir financé des travaux dans l'une de ses propriétés privées à l'aide de fausses factures.

■ **AIR ALGÉRIE**. La compagnie algérienne a annoncé l'affrètement de plusieurs avions de compagnies étrangères pour faire face au mouvement de grève touchant des pilotes qui dure depuis un mois, tous les samedis et tous les dimanches.

■ **CENSURE**. Le dernier film de Michelangelo Antonioni, *Par-delà les nuages*, ne sera finalement pas censuré au Japon : deux scènes où apparaissent des poils pubiens étaient menacées d'être « ennuagées », comme c'est la tradition dans ce pays (Le Monde du 12 juillet).

■ **NUCLÉAIRE**. Un employé d'une entreprise extérieure a été légèrement contaminé, vendredi 12 juillet, lors d'une intervention sur un robinet du réacteur n° 1 de la centrale nucléaire de Flamanville (Manche), à l'aube depuis le 29 juin.

■ **PRESSE**. Le groupe Prisa, qui édite le quotidien espagnol El País, a acquis 75 % du capital du quotidien sportif madrilène As, deuxième tirage de la presse sportive madrilène (113 559 exemplaires) après Marca.

Tirage du Monde daté samedi 13 juillet 1996 : 542 592 exemplaires

Orange impose à sa bibliothèque municipale l'achat d'ouvrages d'anciens collaborateurs des SS

ORANGE

de notre envoyé spécial

Le maire d'Orange, Jacques Bompard (Front national), aime régler ses comptes par voie d'affichage. Vendredi 12 juillet, la « une » du journal Libération, paru la veille, sur la « censure » de la bibliothèque d'Orange, avait l'honneur d'un panneau à la mairie. A côté, en grand, le mot « mensonges ». Sur les portes de la bibliothèque municipale, c'est la réponse du maire au ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, qui est scotchée. M. Bompard y explique que la « municipalité tiendra tous les engagements pris par ses prédécesseurs sous condition que l'État tiennne aussi ses engagements et, tout particulièrement, ses engagements financiers », la subvention de 6 millions de francs encore due pour la création de la nouvelle médiathèque. Intrigués, des usagers de la bibliothèque se sont arrêtés, lisent et repartent quelquefois en haussant les épaules, comme cette dame d'une cinquantaine d'années qui murmure : « A force de vouloir tout faire, il va se casser le nez. »

A l'intérieur, les trois bibliothécaires qui, depuis mars, n'ont plus de conservatrice - cette dernière, Catherine Canazai, a obtenu sa mutation - rongent leur frein. Elles avouent ne pas comprendre un passage de la lettre du maire dans lequel il affirme que, dans la majorité des bibliothèques françaises, « le courant de la pensée nationale que peuvent incarner un Jean-Marie Le Pen, Philippe de Villiers, ainsi que les familles politiques que sont le RPR, l'UDF (ne) sont pas représentés ». Il suffit de parcourir les rayons de la bibliothèque pour constater que, contrairement à ce que l'on voudrait faire entendre, le pluralisme existe. A quelques mètres de Karl Marx, on trouve Charles Péguy et les œuvres complètes de Charles de Gaulle, mais aussi Barrès, Gobineau, Maurras et les écrivains de la collaboration, comme Drieu la Rochelle ou Brasillach.

Malgré cela et sous prétexte de rééquilibrage, la mairie a imposé l'achat d'autres ouvrages, signés Léon Gautier, un ancien de la division Chardemagne, qui a combattu sous l'uniforme de la Waffen SS ; Julius Evola, un Italien qui a cherché à rapprocher le fascisme du

national-socialisme et terminé la guerre en travaillant dans les services des SS ; Henry Coston, pamphlétaire antisémite ; Emmanuel Ratier, pour son livre *Mystères et secrets du B'nai Brith*, consacré au « complot » judéo-maçonnique.

DES OPPOSANTS INSULTÉS

« Nous n'avons qu'une seule limite, explique M. Beck, directeur de la communication de la mairie, celle des livres interdits. » Mais outre qu'il impose un choix de livres, le directeur de la communication fixe le lieu des achats : l'Association pour la recherche et la solidarité, ou ARS, maison d'édition de Christian Bouchet, le chef de file de Nouvelle Résistance, organisation d'extrême droite dont M. Beck était encore l'un des animateurs il y a moins d'un an.

« J'espère que le ministre de la culture n'acceptera pas que la bibliothèque d'Orange devienne un lieu de propagande FN », s'inquiète Serge Julien, responsable d'Alerte républicaine. Thierry Mariani, député (RPR), vice-président du conseil général du Vaucluse, pré-

sident des Chorégies, partage cette opinion et souhaite que M. Douste-Blazy exige des engagements précis de la part du maire sur le fonctionnement de la médiathèque, mais aussi sur la salle de spectacles et sur le musée prévus dans le même projet.

Principaux opposants actifs, MM. Mariani et Julien sont devenus les cibles privilégiées des attaques du maire et de ses adjoints. Communiqués et insultes pleuvent. Il devient fréquent de voir tel ou telle (e) venir injurier en pleine rue ou à la terrasse d'un café une personne qui lui déplaît, raconte l'ancien maire, Alain Labé (div. g.). Le 27 juin, les élus d'opposition de droite ont découvert que la porte de leur permanence en mairie avait été forcée, les serrures changées et les plaques enlevées. A Michel de Bonadona (RPR) qui demandait des explications, il a été répondu que le maire avait décidé de faire communiquer ces bureaux avec ceux accordés au Front national et d'imposer un secrétariat commun.

JEUX OLYMPIQUES D'ATLANTA :

CHAQUE JOUR QUATRE PAGES



TOUTES LES ÉPREUVES DE LA NUIT AVEC COMMENTAIRES ET INTERVIEWS CHAQUE JOUR DES 14 HEURES À PARIS, ET LE LENDemain PARTOUT AILLEURS

Le Monde

laque... denon
la frimite des banqu

laque... denon
la frimite des banqu

laque... denon
la frimite des banqu

laque... denon
la frimite des banqu

laque... denon
la frimite des banqu

laque... denon
la frimite des banqu